Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

OCCITANIE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N°R76-2018-135

## PUBLIÉ LE 28 SEPTEMBRE 2018

# Sommaire

**ARS Occitanie**

R76-2018-09-24-001 - Avis d'appel à candidatures ARS-Occitanie- 2018-03 pour la création d'un dispositif d'emploi accompagné dans l'Hérault (22 pages) Page 6

**ARS OCCITANIE TOULOUSE**

R76-2018-09-03-016 - Arrêté portant autorisation de transfert de la pharmacie LECLERC D'ORLEAC - BERTRAND - BASTIE à Grisolles (82) (3 pages) Page 29

R76-2018-07-01-012 - ARRETE portant autorisation d'extension de capacité de la structure des Appartements de Coordination Thérapeutique «ACT CEIIS CAJARC » gérée par l'association « CEIIS -46»n° FINESS G : 460006505 (2 pages) Page 33

R76-2018-07-01-013 - ARRETE portant autorisation d'extension de capacité de la structure des Appartements de Coordination Thérapeutique «ACT Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN» gérée par l'association « Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN » n° FINESS G : 660004896 (2 pages) Page 36

R76-2018-09-03-012 - Arrêté portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale BIO FUSION (31) (3 pages) Page 39

R76-2018-09-03-013 - Arrêté portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale CEDIBIO-UNILABS (31) (3 pages) Page 43

R76-2018-09-03-014 - Arrêté portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale CERBALLIANCE MIDI-PYRENEES (31) (3 pages) Page 47

R76-2018-09-03-015 - Arrêté portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale LABOSUD GARONNE (31) (3 pages) Page 51

**ARS OCCITANIE-**

R76-2018-09-17-003 - Décision 2018-3233 : modification de l'autorisation de fonctionnement-Cerballiance Haute Vallée à SALENGRO QUILLAN(11) (3 pages) Page 55

**DDT31**

R76-2018-06-28-009 - DRAAF OCCTANIE – ARDC dossier autorisation d'exploiter à Madame GERADUZZI Estelle sous le numéro 318082 (1 page) Page 59

R76-2018-07-09-013 - DRAAF OCCTANIE – ARDC dossier autorisation d'exploiter à Madame RASPAUD Sandrine sous le numéro 3117334 (1 page) Page 61

R76-2018-07-18-005 - DRAAF OCCTANIE – ARDC dossier autorisation d'exploiter à Messieurs les gérants de la SCEA PERRY sous le numéro 3118124 (1 page) Page 63

**Direction Départementale des Territoires**

R76-2018-05-29-029 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier autorisation d'exploiter à BARTHERE Margaux sous le numéro 82180113. (1 page) Page 65

R76-2018-05-29-028 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier autorisation d'exploiter à FERREIRA Georges sous le numéro 82180112. (1 page) Page 67

R76-2018-05-29-027 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier autorisation d'exploiter au GAEC DE LA PAGESE sous le numéro 82180111. (1 page) Page 69

R76-2018-05-30-012 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier autorisation d'exploiter à l'EARL PUGES sous le numéro 82180118. (1 page) Page 71
R76-2018-09-05-005 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter au GAEC DE LA MOURNIE sous le numéro 81182839 (1 page) Page 73
R76-2018-09-04-005 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter au GAEC DU BROUAS sous le numéro 81182837 (1 page) Page 75
R76-2018-09-17-004 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter au GAEC VIALET sous le numéro 81182841 (1 page) Page 77
R76-2018-09-12-006 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à EARL DU GERS sous le numéro 81182844 (1 page) Page 79
R76-2018-09-04-006 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à l'EARL LA BARONIE sous le numéro 81182842 (1 page) Page 81
R76-2018-09-18-004 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à Monsieur Alexandre COUCOUREUX sous le numéro 81182846 (1 page) Page 83
R76-2018-09-05-004 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à Monsieur Cédric CARME sous le numéro 81182838 (1 page) Page 85
R76-2018-09-12-005 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à Monsieur Jean-Claude PITOT sous le numéro 81182843 (1 page) Page 87
R76-2018-09-08-001 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à Monsieur Mathieu COMPAN sous le numéro 81182840 (1 page) Page 89
R76-2018-09-15-001 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à Monsieur Thierry BAYSSE sous le numéro 811182845 (1 page) Page 91

**DRAC**

R76-2018-09-21-002 - Arrêté portant modification de l'arrêté du 12 octobre 2017 portant composition de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture d'Occitanie (10 pages) Page 93

**DRFIP Occitanie**

R76-2018-09-06-020 - Convention de délégation de gestion de la mission de tutelle sur le Conseil régional de l'Ordre des experts comptables de Montpellier (4 pages) Page 104
R76-2018-07-26-004 - Convention de délégation de gestion CHORUS entre les DDFiP du Lot et de l'Hérault (3 pages) Page 109

**DRJSCS Occitanie**

R76-2018-09-11-005 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Adaptation à la Vie Active géré par l'association FARE (3 pages) Page 113
R76-2018-09-11-004 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Adaptation à la Vie Active géré par l'association ADAGES (3 pages) Page 117
R76-2018-09-18-007 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS "Bouissonnade" géré par le CCAS de Montpellier (3 pages) Page 121
R76-2018-09-18-008 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS "Chauliac Rauzy" géré par l'Association AERS (3 pages) Page 125

R76-2018-09-18-013 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS "DELBREL" géré par l'Association L'Avitarelle (3 pages) Page 129
R76-2018-09-18-011 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS "L'OUSTAL" géré par l'Association Gestare (3 pages) Page 133
R76-2018-09-18-006 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS ACALA géré par l'association L'Avitarelle (3 pages) Page 137
R76-2018-09-18-005 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS géré par l'association ABES (3 pages) Page 141
R76-2018-09-03-031 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS géré par l'Association Albert Peyriguère à Odos (3 pages) Page 145
R76-2018-09-18-009 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS géré par l'Association FARE (3 pages) Page 149
R76-2018-09-18-010 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS géré par l'Association ISSUE (3 pages) Page 153
R76-2018-09-11-008 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS géré par l'association La Clairière (3 pages) Page 157
R76-2018-09-18-012 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS géré par l'Association Solidarité Urgence Sétoise (3 pages) Page 161
R76-2018-09-11-006 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS Hors les Murs "La Babotte" géré par l'Association Amicale du Nid (3 pages) Page 165
R76-2018-09-11-007 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS SAO "CORUS" géré par l'Association ISSUE (3 pages) Page 169
R76-2018-09-20-002 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du dispositif Parenthèse géré par l'association ADAGES (3 pages) Page 173
R76-2018-09-11-010 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du SAO Bouissonnade géré par l'Association le CCAS de Montpellier (3 pages) Page 177
R76-2018-09-11-009 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du SAO géré par l'Association AERS (3 pages) Page 181

**MISSION NATIONALE DE CONTRÔLE antenne de Bordeaux**

R76-2018-09-24-002 - Arrêté portant modification de la composition du conseil d'administration de la CAF du Tarn (1 page) Page 185

**Rectorat de l'académie de Montpellier**

R76-2018-09-25-002 - Arrêté fixant le nombre de sièges dans la CCP des directeurs adjoints de SEGPA (1 page) Page 187
R76-2018-09-25-003 - Arrêté fixant le nombre de sièges de représentants des personnels aux CAPD des instituteurs et des professeurs des écoles (3 pages) Page 189
R76-2018-09-26-003 - Arrêté fixant le nombre de sièges par grade dans les CAPA des agrégés, certifiés, adjoints d'enseignement, PLP et PEGC (3 pages) Page 193

**Rectorat de l'académie de Toulouse**

R76-2018-09-17-009 - Arrêté relatif aux représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la CCMD de l'Aveyron (1 page) Page 197

R76-2018-09-20-004 - Arrêté relatif aux représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la CCMD de la Haute-Garonne (1 page) Page 199
R76-2018-09-17-006 - Arrêté relatif aux représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la CCMD des Hautes-Pyrénées (1 page) Page 201
R76-2018-09-17-008 - Arrêté relatif aux représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la CCMD du Gers (1 page) Page 203
R76-2018-09-17-007 - Arrêté relatif aux représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la CCMD du Lot (1 page) Page 205

**SGAR Occitanie**

R76-2018-09-25-004 - Arrêté fixant les modalités de transfert des biens mobiliers et immobiliers, des créances, des droits et obligations des chambres régionales de métiers et de l'artisanat de Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées à la chambre régionale de métiers et de l'artisanat Occitanie-Pyrénées-Méditerranée (46 pages) Page 207

ARS Occitanie

R76-2018-09-24-001

# Avis d'appel à candidatures ARS-Occitanie- 2018-03 pour la création d'un dispositif d'emploi accompagné dans l'Hérault

Agence Régionale de Santé Occitanie

# AVIS D'APPEL A CANDIDATURES ARS-Occitanie-2018-03

Publication prévisionnelle 26 septembre 2018

## Création d'un dispositif d'emploi accompagné dans l'Hérault

**dans le cadre de la mise en œuvre du Décret n°2016-1899 du 27 décembre 2016 modifié (Décret n°2017-473 du 3 avril 2017) relatif à la mise en œuvre du dispositif emploi accompagné et au financement du compte personnel de formation des travailleurs handicapés**

**Date limite de dépôt des projets : 2 novembre 2018**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie est compétente pour lancer le présent appel à candidatures qui a pour objet la création d'un dispositif d'emploi accompagné dans l'Hérault.

### 1– Calendrier :

Date limite de réception ou de dépôt des dossiers de candidatures: 2 novembre 2018
Date prévisionnelle de la sélection des projets : lundi 19 novembre 2018
Notification des décisions : décembre 2018

### 2– Cahier des charges :

Le cahier des charges fait l'objet de l'annexe 1 du présent avis.

Le présent avis d'appel à candidature pourra être téléchargé sur le site internet de l'ARS Occitanie :

https://www.occitanie.ars.sante.fr/

Il pourra également être adressé par courrier ou par messagerie, sur simple demande formulée à l'adresse suivante : ARS-OC-DOSA-MEDICO-SOC@ars.sante.fr

Les dossiers parvenus après la date limite de dépôt des dossiers ne seront pas recevables.
Pendant la période d'instruction des dossiers des compléments d'information pourront être demandés.
Chaque candidat veillera à identifier une personne référente du projet et à communiquer ses coordonnées.

### 3– Modalités de transmission du dossier du candidat

Chaque candidat devra adresser, en une seule fois, un dossier de candidature par voie électronique à l'adresse mail ARS-OC-DOSA-MEDICO-SOC@ars.sante.fr au plus tard pour le 2 novembre 2018.

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

## 4– Composition du dossier et critères de sélection :

Les candidats remettront le dossier de demande figurant en annexe 3 du présent avis.
Celui-ci peut être accompagné de tout autre document ou complément d'information, le dossier global ne devant excéder un maximum de 50 pages, annexes comprises.

La sélection des candidats sera effectuée par l'ARS Occitanie en association avec la DIRECCTE Occitanie, le FIPHFP, l'AGEFIPH et le Rectorat.

Les projets seront étudiés au regard de :

- La complétude du dossier déposé
- La pertinence des projets proposés au regard de critères énoncés dans le cahier de charges

## 5– Publication et modalités de consultation de l'avis d'appel à candidatures :

Cet avis d'appel à candidatures est consultable et téléchargeable sur le site internet de l'ARS Occitanie (https://www.occitanie.ars.sante.fr/) La date de publication sur le site internet de l'ARS vaut ouverture de la période de dépôt des dossiers jusqu'à la date de clôture.

## 6– Précisions complémentaires :

Les candidats peuvent demander à l'ARS des compléments d'informations exclusivement par messagerie électronique à l'adresse suivante ARS-OC-DOSA-MEDICO-SOC@ars.sante.fr : en mentionnant, dans l'objet du courriel, la référence de l'appel à candidatures.

**Annexes :**

1) Cahier des charges
2) Indicateurs relatifs à l'évaluation du dispositif d'emploi accompagné
3) Dossier de demande à compléter par les candidats
4) Grille d'analyse et de sélection des projets

A Toulouse le 24 SEP. 2018

P/La Directrice Générale
Et par délégation

La Directrice de l'offre de soin et de l'autonomie

Olivia LEVRIER

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

Annexe 1 : Cahier des charges pour la création d'un dispositif d'emploi accompagné dans l'Hérault

## Rappel du contexte et de la règlementation

La loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées implique un renouvellement des approches d'accompagnement des personnes en situation de handicap et une organisation ouverte des établissements et services médico-sociaux (ESMS) qui leur sont traditionnellement dédiés.
Cette loi affirme également le principe de permettre à toutes les personnes en situation de handicap de pouvoir jouir pleinement de leur citoyenneté, en réduisant les barrières liées au handicap dans les domaines de la scolarité et de la vie professionnelle.

L'article 52 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels met en place un dispositif d'emploi accompagné pour les travailleurs handicapés, dont l'objectif est de leur permettre d'accéder et de se maintenir dans l'emploi.
**Le décret n° 2017-473 du 3 avril 2017 et la circulaire interministérielle n°DGCS/3B/5A/DGEFP/METH/2017/125 du 14 avril 2017 précisent les modalités de mise en œuvre du dispositif d'emploi accompagné.**

**Le dispositif d'emploi accompagné est mobilisé en complémentarité et en articulation avec les services, aides et prestations existants** pour l'emploi des personnes handicapées sur les territoires desquels ils sont implantés (actions des Cap emploi, des Sameth, des opérateurs du service public de l'emploi, de l'Agefiph, du FIPHFP…) et des actions mises en œuvre sur les territoires pour l'emploi des personnes handicapées. L'ensemble s'inscrit dans le cadre du plan régional d'insertion des travailleurs handicapés (PRITH) défini à l'article L.5211-5 du code du travail et figurent au nombre des outils mobilisables pour favoriser l'accès et le maintien dans l'emploi des publics nécessitant un accompagnement spécifique.

Les partenaires impliqués sont notamment : l'agence régionale de santé (ARS), la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), l'Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées (AGEFIPH) et le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

## Objectifs et enjeux principaux

Le dispositif d'emploi accompagné vise **la sécurisation sur le long terme du parcours professionnel des personnes en situation de handicap qui souhaitent travailler ou travaillent déjà en milieu ordinaire.** L'accompagnement est coordonné par **un conseiller dédié** et comporte :

- un accompagnement médico-social et un soutien à l'insertion professionnelle du travailleur handicapé
- un soutien et un accompagnement de l'employeur qu'il soit public ou privé

L'objectif est de permettre aux travailleurs en situation de handicap d'accéder et de se maintenir dans l'emploi rémunéré sur le marché du travail.

## Le périmètre

Le dispositif d'emploi accompagné mis en œuvre sur décision d'orientation de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), après accord de l'intéressé ou de ses représentants légaux.

### *A. Le territoire*

Trois dispositifs d'emploi accompagné ont été créés en 2018 dans les départements du Gard (30) et de la Haute-Garonne (31).
Le présent appel à candidature vise à poursuivre le déploiement de ce dispositif dans le département de l'**Hérault (34)**.

Ce choix de ces territoires se justifie par le fait qu'il s'agit des trois départements les plus peuplés de la région Occitanie, ce qui permet de déployer des dispositifs d'emploi accompagnés significatifs en termes de file active. Aucun promoteur n'ayant été retenu dans le département de l'Hérault suite à l'appel à candidatures mené en 2017, ce département est ciblé pour la seconde vague de déploiement dans le présent appel à candidatures. Les autres départements ne sont pas encore concernés par la mise en œuvre de ce dispositif du fait que les financements mobilisables demeurent limités.
Toutefois, l'objectif à terme est de déployer des dispositifs d'emploi accompagné dans l'ensemble des départements de la région Occitanie.

Dans le cadre du présent appel à candidatures, les établissements, services ou organismes porteurs devront donc impérativement être implantés au sein de ces trois départements et le projet devra préciser le(s) territoire(s) d'intervention couvert(s) par le dispositif.

### *B. Les qualités et conditions requises pour être personne morale gestionnaire d'un dispositif d'emploi accompagné*

Cet appel à candidatures est adressé à :

• Soit (I) un établissement ou service médico-social mentionnés aux 5° ou 7° de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles (de type ESAT, CRP/CPO, SAVS ou SAMSAH) ayant obligatoirement signé une convention de gestion avec l'un au moins des organismes mentionnés aux articles L. 5214-3-1, L. 5312-1 et L. 5314-1 du présent code (opérateur du service public de l'emploi : Pôle emploi, Cap emploi, mission locale)

• Soit (II) un autre organisme ayant obligatoirement conclu une convention de gestion avec un établissement ou service mentionné au (I) ET un opérateur du service public de l'emploi.

Conformément à l'article D5213-88 du Code du travail, le dispositif d'emploi accompagné mentionné à l'article L. 5213-2-1 est mis en œuvre aux fins d'insertion dans le milieu ordinaire de travail, par une personne morale gestionnaire qui organise, au moyen de la convention de gestion mentionnée au III du même article, le soutien à l'insertion professionnelle et l'accompagnement médico-social du travailleur handicapé ainsi que l'accompagnement de son employeur. Le gestionnaire peut être sollicité tout au long du parcours professionnel par le travailleur handicapé et, lorsque celui-ci occupe un emploi, par l'employeur.

### *C. La population cible :*

La population ciblée doit être conforme au décret n° 2016-1899 du 27 décembre 2016 modifié. Il s'agit des travailleurs en situation de handicap dès l'âge de 16 ans avec une orientation de la CDAPH.

- Bénéficiant d'une reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés ayant un projet d'insertion en milieu ordinaire de travail ;
- Accueillis dans un établissement ou service d'aide par le travail mentionné au a du 5° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ayant un projet d'insertion en milieu ordinaire de travail ;
- En emploi en milieu ordinaire de travail qui rencontrent des difficultés particulières pour sécuriser de façon durable leur insertion professionnelle.

Par ailleurs, le projet devra préciser le profil des personnes ciblées en fonction des critères définis dans le présent cahier des charges. Le projet devra préciser la file active prévisionnelle par profil concerné.

La priorité sera portée sur les publics suivants qu'ils soient sans emploi, accueillis dans un établissement ou service d'aide par le travail ou en emploi en milieu ordinaire :

- personnes atteintes d'un handicap psychique, de troubles du spectre autistique, de déficiences intellectuelles ou de troubles du comportement ;
- jeunes adultes handicapés en provenance d'ESMS
- jeunes adultes handicapés sortant des établissements scolaires, accompagnés ou non par des ULIS

A noter que ces critères de priorisation ne sont pas cumulatifs.

## Les modalités d'accompagnement et de mise en œuvre du projet

Le projet devra préciser les modalités d'accompagnement en suivant le plan de présentation prévu dans le dossier de candidature (annexe 3 de l'avis d'appel à candidatures). Le projet doit préciser les éléments suivants :

A. <u>La description des activités et des prestations de soutien à l'insertion professionnelle ainsi que les modalités d'entrée et de sorties du dispositif :</u>

L'accompagnement du travailleur handicapé dans son parcours vers et dans l'emploi comprend quatre phases clés qui doivent donc a minima être couvertes par le dispositif d'emploi accompagné sous la forme de modules de prestation :

- L'évaluation de sa situation, en tenant compte de son projet professionnel, de ses capacités et besoins, ainsi que ceux de son employeur (prestation distincte de l'évaluation préliminaire) ;

- La détermination de son projet professionnel et l'aide à sa réalisation en vue de l'insertion dans l'emploi en milieu ordinaire de travail dans les meilleurs délais ;

- L'assistance du bénéficiaire dans sa recherche d'emploi en lien avec les entreprises susceptibles de le recruter ;

- L'accompagnement dans l'emploi afin de sécuriser le parcours professionnel du travailleur handicapé en facilitant notamment l'accès à la formation et aux bilans de compétence, incluant si nécessaire une intermédiation entre la personne handicapée et son employeur, ainsi que les modalités d'adaptation ou d'aménagement de l'environnement de travail aux besoins de la personne handicapée, en lien notamment avec les acteurs de l'entreprise, notamment le médecin du travail ;

La personne morale gestionnaire s'appuiera sur des partenariats pour optimiser la réalisation de l'accompagnement dans ces différentes phases mais demeure garante de leur mise en œuvre. Elle devra être en capacité de démontrer que l'équipe pluridisciplinaire remplit les compétences pour ces 4 clauses minimales.

B. Les modalités d'entrée dans le dispositif d'emploi accompagné :

L'admission d'un travailleur handicapé dans le dispositif d'emploi accompagné repose sur une décision de la MDPH, pouvant être prise en urgence au titre de l'article R.241-28 du CASF et dont la mise en œuvre suppose l'accord du bénéficiaire. La décision est notifiée à l'intéressé, au gestionnaire du dispositif emploi accompagné aux fins de l'élaboration de la convention individuelle d'accompagnement et s'il est en emploi, à son employeur.

Mobilisé en complément des services, aides et prestations existants, le dispositif d'emploi accompagné est mis en œuvre sur décision d'orientation de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) après accord de l'intéressé ou de ses représentants légaux. Les modalités d'accompagnement et de soutien du travailleur handicapé et de son employeur, notamment sur le lieu de travail, sont précisées dans une convention individuelle d'accompagnement conclue entre la personne morale gestionnaire du dispositif d'emploi accompagné, la personne accompagnée ou son représentant légal et l'employeur.

C. Les formes et la durée de l'accompagnement du travailleur handicapé et de l'employeur :

L'accompagnement de l'employeur peut être mis en place par un appui ponctuel par le référent « emploi accompagné » de la personne handicapée pour prévenir et pallier ses difficultés, sensibiliser et former les équipes de travail ; adapter le poste et l'environnement de travail, faciliter la gestion des compétences et le parcours du travailleur handicapé.

L'accompagnement dans l'emploi doit pouvoir perdurer dans la durée. Celle-ci peut être estimée à au moins une année, pour une intensité de l'accompagnement pouvant être dégressive en fonction des besoins concrets du salarié et de l'employeur. Néanmoins, l'accompagnement doit pouvoir être réactivé à tout moment de manière à répondre ponctuellement à des situations difficiles.

Le candidat précisera la file active prévisionnelle ainsi que son évolution dans le temps, à savoir l'admission éventuelle de nouveaux bénéficiaires au fur et à mesure que les premiers accompagnements deviennent d'intensité dégressive.

D. La description de la nature des activités et des prestations visant à répondre aux besoins des employeurs, pouvant inclure l'appui ponctuel du référent emploi accompagné de la personne handicapée :

Le projet devra décrire les actions entreprises pour prospecter et mobiliser les employeurs. L'organisation qui sera mise en place et les modalités de collaboration entre acteurs devront être présentées avec un souci de complémentarité et de cohérence.

E. La présentation des employeurs avec lesquelles la personne morale gestionnaire du dispositif d'emploi accompagné envisage d'intervenir sur le territoire considéré, ainsi que sa démarche de sensibilisation auprès de nouvelles entreprises susceptible de recruter des travailleurs handicapées.

F. Les modalités de suivi et d'évaluation du dispositif d'emploi accompagné :

La présentation doit comporter des données qualitatives et quantitatives relatives aux profils des travailleurs handicapés et des employeurs accompagnés, à la file active, à la durée effective des accompagnements, aux sorties du dispositif et à leurs motifs, à la nature des prestations mobilisées ainsi qu'aux difficultés rencontrées, le cas échéant, à chacune des étapes d'accompagnement.

La circulaire du 14 avril précitée fournit un socle d'indicateurs relatifs à l'évaluation du dispositif d'emploi accompagné devant être retracés dans un rapport adressé annuellement à l'ARS. Ces indicateurs sont rappelés en annexe 2 du présent appel à candidatures.

G. Partenariats et articulation :

Les partenariats interne et externe sont des prérequis indispensables au projet présenté.

Le porteur doit prévoir une articulation avec les services publics de l'emploi et les démarches d'accompagnement existantes.

Une collaboration effective avec la MDPH est également attendue ainsi qu'un rapprochement rapide du porteur du dispositif dès la validation de son projet afin que des bénéficiaires du dispositif puissent être orientés dès l'ouverture.

Dans leur dossier de candidature, les candidats doivent préciser les autres offres de service qu'ils proposent ainsi que les financements afférents. Ils y explicitent également leur stratégie à moyen terme.

Les modalités de contractualisation entre les opérateurs et services du dispositif d'emploi accompagné sont établies par la voie d'un projet de convention de gestion. Dans l'attente de la publication officielle de l'arrêté relatif aux modèles de conventions des dispositifs d'emploi accompagné et de financement mentionnées aux III et IV de l'article L. 5313-2-1 du code du travail, le candidat fournira, en annexe à son dossier de demande, une lettre d'intention signée par les partenaires associés au projet. Dès leur parution officielle (courant octobre), les modèles de convention seront publiés sur le site internet de l'ARS Occitanie (www.ars.occitanie.sante.fr).

Cette convention organise *a minima* les responsabilités réciproques des différentes parties, en particulier s'agissant :

- des activités et des prestations de soutien à l'insertion professionnelle et des prestations d'accompagnement médico-social proposées aux personnes suivies,
- des activités et des prestations visant à répondre aux besoins des employeurs publics et privés avec lesquelles le dispositif d'emploi accompagné envisage d'intervenir sur le territoire considéré,
- de sa démarche de sensibilisation auprès de nouvelles entreprises/administrations susceptibles de recruter des travailleurs handicapés.

La convention de gestion prévoit également les engagements des parties prenantes au dispositif emploi accompagné et les moyens mobilisés pour la mise en œuvre des actions, notamment :

- les effectifs (désignation de référents ou de contacts privilégiés au sein de chacune des parties prenantes, leur qualification et les compétences mobilisées).
- l'organisation retenue pour l'accompagnement du travailleur handicapé et de l'employeur par un même référent « emploi accompagné » au regard du nombre de personnes susceptibles d'être accompagnées au titre d'une année.

Elle prévoit enfin les autres formes d'engagements telles que les mises à disposition ou mutualisations de moyens et de personnels en précisant les effectifs et leurs qualifications, mais aussi les actions communes de communication, de prospection ou encore d'information du public.
Cette convention systématise les échanges d'informations entre les différents acteurs du dispositif afin de capitaliser l'évaluation de la situation des bénéficiaires, leurs besoins et leur suivi.

## Composition de l'équipe pluridisciplinaire et organigramme

Le projet décrira précisément les moyens en personnels mobilisés pour la mise en œuvre des actions à destination des personnes handicapées, notamment les effectifs, leur qualification et les compétences mobilisées : chargé(s) d'insertion professionnelle, professionnels médico-sociaux, professionnel(s) aguerris dans les missions d'adaptation du poste de travail, etc...

Une expérience préalable dans le champ de l'insertion professionnelle des personnes handicapées sera une plus-value.

Les modalités de gouvernance, de management, d'organisation et de gestion de l'équipe du dispositif devront également être précisées.

Aussi, devront être transmis :

- le tableau des effectifs en ETP par qualification et emploi (salariés, mises à disposition éventuelles, libéraux, intervenants extérieurs,...) ;
- un organigramme prévisionnel distinguant le personnel actuel du porteur et le personnel supplémentaire affecté au dispositif d'emploi accompagné ;
- les dispositions salariales applicables au personnel

Les candidats expliciteront les ratios d'encadrement la taille des portes-feuilles envisagés au regard du nombre de personnes accompagnées au cours d'une année. Ils préciseront notamment les ratios d'accompagnement pertinents.

## Modalités de financement

Une enveloppe d'un plafond de 200 000 € euros sera allouée en année pleine, pour le projet retenu, d'après la décomposition suivante : 136 000 € par l'ARS et 64 000 € par l'AGEFIPH/FIPHFP. Une convention de financement sera établie à cet effet avec les financeurs.

Les promoteurs devront indiquer la file active envisagée et expliciter le calcul du coût de l'accompagnement. Le coût d'accompagnement individuel moyen est susceptible de varier selon les besoins en termes de prestations à mobiliser, elles-mêmes variables en fonction des publics.

Le dossier de candidature devra comporter le budget prévisionnel du dispositif.

## Calendrier de mise en œuvre

Le dossier devra préciser le calendrier de déploiement du dispositif avec un début de mise en œuvre dès mars 2019.

## Procédure de sélection des projets

Un comité de sélection sera constitué et composé des membres suivants : l'ARS, la DIRECCTE, l'AGEFIPH, le FIPHFP et le Rectorat. Il étudiera les projets au regard de :

- La complétude du dossier déposé
- La pertinence des projets au regard des critères énoncés dans le présent cahier de charges

L'ARS informera les CDAPH du ou des dispositifs d'emploi accompagné retenu(s).

## Suivi et évaluation du dispositif

Le comité de pilotage comportera a minima l'ARS, la DIRECCTE, l'AGEFIPH et le FIPHFP. Il réalisera une évaluation annuelle au regard des indicateurs mentionnés à l'annexe 2 du présent appel à candidatures.

Les modalités de suivi et d'évaluation du dispositif d'emploi accompagné, devront comprendre des données quantitatives et qualitatives (cf. annexe 2 du présent appel à candidatures) relatives aux profils des travailleurs handicapés et des employeurs accompagnés, à la file active, à la durée effective des accompagnements, aux sorties du dispositif et à leurs motifs, à la nature des prestations mobilisées ainsi qu'aux difficultés rencontrées, le cas échéant, à chacune des étapes d'accompagnement. Le suivi des indicateurs est réalisé par la personne morale gestionnaire qui précisera ces modalités d'évaluation de la qualité du service rendu aux usagers sur la base du référentiel national.

## Annexe 2 : Indicateurs relatifs à l'évaluation du dispositif d'emploi accompagné

Prévus par la circulaire interministérielle n°DGCS/3B/5A/DGEFP/ METH/2017/125 du 14 avril 2017

| Indicateurs relatifs aux bénéficiaires | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Age | Moins de 20 | 20-29 | 30-39 | 40-49 | 50-59 | 60+ | |
| Sexe | Homme | Femme | | | | | |
| Type de handicap | Moteur | Sensoriel | Psychique | Mental | Autisme | | |
| Conditions d'habitat | Autonome | Famille | Etablissement | | | | |
| Niveau de formation | V | IV | III | II | I | | |
| Nombre de jours travaillés sur les 5 dernières années | | | | | | | |
| Durée de chaque emploi depuis l'entrée dans le dispositif | Emploi 1 | Emploi 2 | ... | | | | |
| Nombre d'emplois occupés depuis l'entrée dans le dispositif | | | | | | | |
| Quotité de temps de travail | 100% | 90% | 80% | 60% | 50% | | |
| Nombre de bénéficiaires ayant accédé à l'emploi en milieu ordinaire à l'issue de ... | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois | 18 mois | | |
| Types de contrats | < 1 mois | < 3 mois | < 6 mois | < 1 an | CDI | | |
| Situation du bénéficiaire avant entrée dans le dispositif | Sans emploi | Scolarisé | Au sein d'un ESAT | Au sein d'une EA | Etablissement public | Entreprise ordinaire privée | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

| Indicateurs relatifs aux employeurs | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Statut de l'entreprise | Entreprise adaptée | Entreprise du milieu ordinaire hors EA | Autres as | | | | |
| Nombre d'employés/salariés | 0 | 1 à 9 | 10 à 49 | 50 à 199 | 200 à 499 | 500 à 1999 | 2000 + |
| Présence d'autres BOE en plus du bénéficiaire | Oui | Non | | | | | |
| Accord agréé | Oui | Non | | | | | |
| Coût des prestations pour les enteprises sous accord agréés | Module 1 | Module 2 | Module 3 | Module 4 | ... | | |

| Indicateurs globaux quantitatifs | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de demandes reçues pour bénéficier du dispositif | | | | | | | |
| Nombre de travailleurs handicapés accompagnés | Flux | Stock | | | | | |
| Nombre d'employeurs accompagnés | Flux | Stock | | | | | |
| Nombre de personnes sorties du dispositif | Motif 1 (à préciser) | Motif 2 (à préciser) | ... | | | | |
| Délais moyen et médian de déclenchement de l'accompagnement après la prescription par la MDPH | | | | | | | |
| Délais moyen et médian pour les demandeurs d'emploi entre la prise en charge et la signature d'un contrat de travail | | | | | | | |
| Nombre de travailleurs handicapés accompagnés ayant perdu leur emploi sur la période de la convention | | | | | | | |
| Coût de l'accompagnement pour chacun des modules | Module 1 | Module 2 | Module 3 | Module 4 | ... | | |
| | | | | | | | |

| Indicateurs globaux qualitatifs | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Motifs des sorties de dispositif | | | | | | | |
| Nature des prestations mobilisées | | | | | | | |
| Difficultés rencontrées | | | | | | | |
| | | | | | | | |

Annexe 3 : Dossier de demande à remplir par les candidats à l'appel à candidatures pour la création de dispositifs d'emploi accompagné dans l'Hérault


1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS DU GESTIONNAIRE ..... 2
1.1. IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE GESTIONNAIRE ..... 2
1.2. IDENTIFICATION DU RESPONSABLE DE LA STRUCTURE ..... 2
2. DESCRIPTION DU PROJET ..... 3
2.1. IDENTIFICATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET ..... 3
2.2. BENEFICIAIRES VISES PAR LE PROJET ..... 3
2.2.1. SELECTIONNER LE TYPE DE PUBLIC VISE : ..... 3
2.2.2. SELECTIONNER LE TYPE DE PUBLIC CIBLE CI-DESSOUS (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES) : ..... 3
2.2.1. PRECISER LE TYPE DE DEFICIENCE DES PERSONNES CIBLEES : ..... 3
2.3. PRECISION DES TERRITOIRES D'INTERVENTION DU PROJET DANS L'HERAULT ..... 3
2.4. DESCRIPTION DU DEROULEMENT DU PROJET ..... 4
2.4.1. OBJECTIF GENERAL DU PROJET D'EMPLOI ACCOMPAGNE ET COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES DISPOSITIFS4
2.4.2. ACTIVITES ET PRESTATIONS PREVUES POUR LA PERSONNE EN SITUATION DE HANDICAP ..... 4
2.4.3. NATURE DES ACTIVITES ET DES PRESTATIONS VISANT A REPONDRE AUX BESOINS DE L'EMPLOYEUR ..... 5
2.4.4. LISTER LES ENTREPRISES ET/OU ADMINISTRATIONS AVEC LESQUELLES LE DISPOSITIF D'EMPLOI ACCOMPAGNE ENVISAGE D'INTERVENIR ..... 5
2.4.5. DECRIRE L'ORGANISATION PREVUE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DU TRAVAILLEUR HANDICAPE ..... 5
2.4.6. INDIQUER LES MODALITES DE TRAVAIL ENVISAGEES AVEC LA MDPH ..... 6
2.4.7. INDIQUER LES MODALITES DE TRAVAIL ENVISAGEES AVEC TOUT AUTRE PARTENARIAT COMPLEMENTAIRE EXISTANT OU ENVISAGE PERMETTANT LA MISE EN PLACE DU DISPOSITIF ..... 6
2.4.8. OFFRES DE SERVICES DEJA PROPOSEES PAR VOTRE ORGANISME, ET COORDINATION DU DISPOSITIF EMPLOI ACCOMPAGNE AVEC CES SERVICES ..... 6
2.4.9. MOYENS MOBILISES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET ..... 6
2.4.10. CONVENTION DE GESTION BIPARTIE OU TRIPARTIE ..... 7
2.5. MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION ENVISAGES ..... 7
2.6. CALENDRIER DU PROJET ..... 7
2.7. BUDGET DU PROJET ..... 7
2.8. OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES DU PROJET ..... 7

## 1. Renseignements administratifs du gestionnaire

### 1.1. Identification de la structure gestionnaire

Nom de la structure : .....

Numéro FINESS : .....

Votre structure est : *(Sélectionner l'une des deux options)*

a. ☐ un établissement ou service médico-social de type ESAT, CRP/CPO, SAVS ou SAMSAH ayant signé une convention de gestion avec un opérateur du service public de l'emploi (Pôle emploi, Cap emploi, une mission locale).

b. ☐ un autre organisme, dont les établissements médico-sociaux accompagnant des jeunes handicapées (IME, ASE) ayant conclu une convention de gestion avec un établissement ou service mentionné au (a) ET un opérateur du service public de l'emploi

Activités principales de la structure (autorisations/agrément) : .....

.....

Adresse de la structure (Hérault) : .....

.....

Adresse mail de la structure : .....

Adresse site internet : .....

Téléphone : ..... Télécopie (fax) : .....

Adresse du siège social de la structure : .....

.....

### 1.2. Identification du responsable de la structure

Il peut s'agit du (de la) président(e) ou d'une autre personne désignée par les statuts.

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

## 2. Description du projet

*(Compléter les informations suivantes)*

### 2.1. Identification de la personne responsable du projet

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

Téléphone : .....

Adresse mail : .....

### 2.2. Bénéficiaires visés par le projet

#### 2.2.1. Sélectionner le type de public visé :

a. ☐ Travailleurs handicapés bénéficiant d'une reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés ayant un projet d'insertion en milieu ordinaire de travail;

b. ☐ Travailleurs handicapés accueillis dans un établissement ou service d'aide par le travail mentionné au a du 5° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ayant un projet d'insertion en milieu ordinaire de travail;

c. ☐ Travailleurs handicapés en emploi en milieu ordinaire de travail qui rencontrent des difficultés particulières pour sécuriser de façon durable leur insertion professionnelle.

#### 2.2.2. Sélectionner le type de public ciblé ci-dessous (plusieurs réponses possibles) :

☐ jeunes adultes handicapés sortants des établissements scolaires
☐ jeunes adultes handicapés sortant d'établissements ou service médico-sociaux
☐ public actif salarié en milieu ordinaire avec des troubles spécifiques
☐ publics accueillis dans un établissement ou service d'aide par le travail
☐ autre : préciser .....

#### 2.2.1. Préciser le type de déficience des personnes ciblées :

☐ Handicap psychique
☐ Troubles du spectre autistique
☐ Déficiences intellectuelles
☐ Troubles du comportement
☐ Autre : préciser .....

### 2.3. Précision des territoires d'intervention du projet dans l'Hérault

Commune (s) : .....

.....

.....

## 2.4. Description du déroulement du projet

### 2.4.1. Objectif général du projet d'emploi accompagné et complémentarité avec d'autres dispositifs

*(Compléter ci-dessous, Texte libre)*

### 2.4.2. Activités et prestations prévues pour la personne en situation de handicap

**a. Décrire les activités et les prestations de soutien à l'insertion professionnelle envisagées (préciser la durée d'accompagnement)**
*(Compléter ci-dessous, Texte libre)*

**b. Décrire les prestations d'accompagnement médico-social envisagées à proposer (préciser la durée d'accompagnement)**
*(Compléter ci-dessous, Texte libre)*

**c. Décrire l'articulation entre les deux aspects ci-dessus et les modalités de collaboration entre les deux structures**
*(Compléter ci-dessous, Texte libre)*

**d. Lister les modalités d'entrée et de sortie prévue par le dispositif.**

Entrée : .....
.....
.....
.....

Sortie : .....
.....
.....
.....

### 2.4.3. Nature des activités et des prestations visant à répondre aux besoins de l'employeur

*(Compléter ci-dessous, Texte libre)*

### 2.4.4. Lister les entreprises et/ou administrations avec lesquelles le dispositif d'emploi accompagné envisage d'intervenir

*(Compléter ci-dessous, Texte libre)*

***S'il s'agit des nouvelles entreprises, décrire la démarche de sensibilisation envisagée auprès de nouvelles entreprises susceptibles de recruter des travailleurs handicapés***
*(Compléter ci-dessous, Texte libre)*

### 2.4.5. Décrire l'organisation prévue pour l'accompagnement du travailleur handicapé

*(Compléter ci-dessous, Texte libre)*

### 2.4.6. Indiquer les modalités de travail envisagées avec la MDPH

*(Compléter ci-dessous, Texte libre)*

### 2.4.7. Indiquer les modalités de travail envisagées avec tout autre partenariat complémentaire existant ou envisagé permettant la mise en place du dispositif

*(Compléter ci-dessous, Texte libre)*

### 2.4.8. Offres de services déjà proposées par votre organisme, et coordination du dispositif emploi accompagné avec ces services

*(Compléter ci-dessous, Texte libre)*

### 2.4.9. Moyens mobilisés pour la mise en œuvre du projet

- ***Nombre total d'effectifs :*** .....

| Qualification | ETP consacré au dispositif | Compétences mobilisées |
|---|---|---|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

- ***Ratios d'accompagnement :***
  - Nombre de référents / nombre de personnes accueillies :
  - Personnel affecté au dispositif d'emploi accompagné / personnel total du porteur :
  - Autres ratios pertinents :

### 2.4.10. Convention de gestion bipartie ou tripartie

*Sélectionner le(s) organisme(s) avec lesquels votre structure a conclu au minimum une convention de gestion (une ou plusieurs réponses) :*

a. ☐ Cap Emploi, organismes de placement spécialisés, chargés de la préparation, de l'accompagnement et du suivi durable dans l'emploi des personnes handicapées.

b. ☐ Pôle emploi

c. ☐ Missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes (article L.5314-1 du code du travail)

d. ☐ Etablissement ou service médico-social mentionnés aux 5° ou 7° de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles

## 2.5. Modalités de suivi et d'évaluation envisagés

## 2.6. Calendrier du projet

*(Compléter ci-dessous. Texte libre)*

## 2.7. Budget du projet

Un tableau présentant le budget prévisionnel sera annexé au présent dossier de demande.

## 2.8. Observations complémentaires du projet

*(Compléter ci-dessous, texte libre, et joindre tout document ou diagramme complémentaire permettant la compréhension du dispositif).*

## Annexe 4 : Critères d'analyse et de sélection des candidatures en réponse à l'appel à candidatures pour la création d'un dispositif d'emploi accompagné dans l'Hérault

| CRITERES | INFORMATIONS ATTENDUES | COTATION |
|---|---|---|
| Territoire | Pertinence de la couverture territoriale | / 10 |
| Population | Pertinence de la population cible au regard des besoins (typologie et nombre de personnes concernées par le dispositif).<br><br>Une attention particulière sera portée aux publics suivants :<br>- personnes atteintes d'un handicap psychique, de troubles du spectre autistique, de déficiences intellectuelles ou de troubles du comportement ;<br>- jeunes adultes handicapés en provenance d'ESMS<br>- jeunes adultes handicapés sortant des établissements scolaires, accompagnés ou non par des ULIS | / 10 |
| Ressources humaines | Effectifs, qualifications et compétences mobilisées | / 15 |
| Prestations proposées | L'accompagnement du travailleur handicapé doit comprendre :<br><br>- L'évaluation de sa situation, en tenant compte de son projet professionnel, de ses capacités et besoins, ainsi que ceux de son employeur (prestation distincte de l'évaluation préliminaire) ;<br>- La détermination de son projet professionnel et l'aide à sa réalisation ;<br>- L'assistance du bénéficiaire dans sa recherche d'emploi ;<br>- L'accompagnement dans l'emploi afin de sécuriser son parcours professionnel (faciliter l'accès aux formations et bilans de compétence, adaptation ou aménagement de l'environnement de travail...).<br><br>L'accompagnement de l'employeur doit consister à mettre en place un appui ponctuel par le référent « emploi accompagné » de la personne handicapée. | / 25 |
| Modalités de partenariat | La présentation des entreprises et des administrations avec lesquelles la personne morale gestionnaire du dispositif d'emploi accompagné envisage d'intervenir sur le territoire considéré.<br><br>Démarche de sensibilisation auprès de nouvelles entreprises et/ou administrations susceptibles de recruter des travailleurs handicapés ou d'avoir des personnes en situation de handicap déjà en emploi et dont la situation justifierait qu'il soit opportun de les rendre bénéficiaires d'un dispositif d'emploi accompagné.<br><br>Autres partenariats éventuels permettant d'inscrire le projet dans une dimension départementale.<br>Le projet de convention de gestion liant les différents opérateurs et services partis au dispositif d'emploi accompagné candidat (*en attente de la publication officielle de l'arrêté relatif aux modèles de conventions des dispositifs d'emploi accompagné et de financement mentionnées aux III et IV de l'article L. 5313-2-1 du code du travail.*) | / 20 |
| Budget | Cohérence du budget prévisionnel | / 15 |
| Calendrier | Démarrage | / 5 |
| | **TOTAL** | / 100 |

ARS OCCITANIE TOULOUSE

R76-2018-09-03-016

# Arrêté portant autorisation de transfert de la pharmacie LECLERC D'ORLEAC - BERTRAND - BASTIE à Grisolles (82)

ARSOC-DPR-PS-PHAR-BIO n° 2018-075

# ARRETE

portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de la région Occitanie**

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L. 5125-3 à L. 5125-14, L. 5125-32 et R. 5125-1 à R. 5125-11 ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences régionales de santé ;

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives ;

Vu le décret en date du 17 décembre 2015 portant nomination de Madame Monique CAVALIER en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées à compter du 1er janvier 2016 ;

Vu le décret n°2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2015 fixant le siège de l'Agence Régionale de Santé constituée dans la région provisoirement dénommée Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Vu la décision n°2016-AA4 en date du 4 janvier 2016 portant délégation de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Vu la décision ARS OCCITANIE 2018-2437 en date du 11 juin 2018 modifiant la décision n°2016-AA4 portant délégation de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale Occitanie ;

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

Vu la demande déclarée complète le 25 mai 2018, présentée par Madame Sophie LELERC D'ORLEAC, Madame Aurélie BERTRAND et Monsieur Mathieu BASTIE, gérants de la SARL Pharmacie de Grisolles, en vue d'obtenir l'autorisation de transférer l'officine de pharmacie sise :

18 rue Adrien Hébrard
82170 GRISOLLES

vers le

40 route de Fronton
82170 GRISOLLES

Vu l'avis du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens en date du 5 juillet 2018 ;

Vu l'avis du Syndicat des Pharmaciens du Tarn et Garonne en date du 18 juillet 2018 ;

Vu l'avis de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officines en date du 16 juillet 2018 ;

Vu la demande d'avis en date du 31 mai 2018 à l'Union Nationale des Pharmacies de France, restée sans réponse ;

Vu la demande d'avis en date du 31 mai 2018 au Préfet du Tarn et Garonne, restée sans réponse ;

Considérant que l'article L. 5125-14 du code susvisé dispose que : *« Le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer, conformément à l'article L. 5125-3, au sein de la même commune [...] »*, et que les demandeurs sollicitent un transfert au sein de la commune de Grisolles où ils sont déjà installés ;

Considérant que l'article L. 5125-3 du code susvisé dispose que : *« [...] les transferts [...] d'officines de pharmacie doivent permettre de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans les quartiers d'accueil de ces officines. Les transferts [...] ne peuvent être accordés que s'ils n'ont pas pour effet de compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente de la commune ou du quartier d'origine »* ;

Considérant de plus que l'article L. 5125-3 susvisé dispose que : *« [...] les transferts [...] ne peuvent être effectués que dans un lieu qui garantit un accès permanent du public à la pharmacie et permet à celle-ci d'assurer un service de garde ou d'urgence mentionné à l'article L.5125-22 » ;*

Considérant que l'officine est la seule de la commune, que l'emplacement où le transfert est projeté se situe à 600 m (source Google Maps) de l'emplacement actuel et que la population à desservir reste la même ;

Considérant que les locaux actuels en raison d'un risque d'effondrement du plafond et nécessitant de gros travaux, sont devenus dangereux pour l'accueil du public ;

Considérant que le nouveau local permettra d'améliorer les conditions d'accueil de la population, avec notamment des espaces qui permettront de répondre aux nouvelles missions des pharmaciens et une meilleure confidentialité ;

Considérant que l'emplacement où le transfert est projeté améliorera l'accessibilité de l'officine avec notamment une rampe d'accès et des emplacements de parking dédiés, permettant ainsi une meilleure accessibilité pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite ;

Considérant que de ce qui précède le transfert permettra d'apporter une réponse optimale aux besoins en médicaments de la population de la commune ;

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

Considérant que l'article R. 5125-11 du code susvisé dispose que : *« Les autorisations [...] de transfert [...] d'officines de pharmacie sont **subordonnées** au respect des conditions prévues par les articles R. 5125-9 et R. 5125-10 [...] »* et que le local proposé est conforme aux conditions d'installation ;

Considérant que dans ces conditions, le projet de transfert de cette officine répond aux dispositions de l'article L5125-3 du code susvisé ;

**ARRETE**

**Article 1er –** La demande présentée par Madame Sophie LELERC D'ORLEAC, Madame Aurélie BERTRAND et Monsieur Mathieu BASTIE, gérants de la SARL Pharmacie de Grisolles, en vue d'être autorisés à transférer l'officine de pharmacie dont ils sont titulaires à l'adresse suivante :

18 rue Adrien Hébrard
82170 GRISOLLES

vers le nouveau site situé :

40 route de Fronton
82170 GRISOLLES

est **acceptée**.

**Article 2 –** La licence octroyée est enregistrée sous le n° 82#000183.

**Article 3 –** L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à partir du jour de la notification de l'arrêté de licence, sauf prolongation en cas de force majeure.

**Article 4 –** Sauf cas de force majeure constaté par le directeur général de l'agence régionale de santé, l'officine ne peut être transférée ou faire l'objet d'un regroupement avant l'expiration d'un délai de cinq ans, qui court à partir du jour de la notification de l'arrêté de licence.

**Article 5 –** La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

**Article 6 –** Le Directeur du Premier Recours est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le 3 septembre 2018

P/La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie et par délégation,
Le Directeur du Premier Recours,

Pascal DURAND

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

ARS OCCITANIE TOULOUSE

R76-2018-07-01-012

# ARRETE portant autorisation d’extension de capacité de la structure des Appartements de Coordination Thérapeutique «ACT CEIIS CAJARC » gérée par l’association « CEIIS -46»n° FINESS G : 460006505

*ARRETE portant autorisation d’extension de capacité de la structure des Appartements de Coordination Thérapeutique «ACT CEIIS CAJARC » gérée par l’association « CEIIS -46»n° FINESS G : 460006505*

Agence Régionale de Santé
Occitanie

# ARRETE

portant autorisation d'extension de capacité de la structure des Appartements de Coordination Thérapeutique «ACT CEIIS CAJARC » gérée par l'association « CEIIS -46»
**n° FINESS G : 460006505**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,**

Vu le Code de l'action sociale et des familles

Vu le Code de la sécurité sociale

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, modifiée par la loi n°2011-940 du 10 août 2011

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Madame Monique CAVALIER en qualité de directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie à compter du 1er janvier 2016

Vu le décret n° 2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 portant autorisation de création de cinq places des ACT « CEIIS - 46»

Vu la demande d'extension déposée par « CEIIS - 46»

Considérant que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le Code de l'action sociale et des familles

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

**Sur proposition** du Délégué Départemental du Lot

---

**ARRETE**

---

**Article 1** : L'extension d'une place déposée par la structure « ACT CEIIS CAJARC» à CAJARC (46) est autorisée à compter du 1er juillet 2018.

**Article 2** : La capacité totale de la structure dénommée « ACT CEIIS CAJARC» est donc portée de cinq à six places à compter de cette date.

**Article 3** : La présente autorisation sera caduque si l'extension n'a pas été ouverte au public dans le délai de trois ans à compter de la date de sa notification.

**Article 4** :, Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance de l'ARS Occitanie.

**Article 5**: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il sera notifié et de sa publication pour les autres personnes.

**Article 6**: L'arrêté du 30 juin 2018 portant autorisation d'extension de capacité de la structure des Appartements de Coordination Thérapeutique «ACT CEIIS CAJARC» à CAJARC (46) est abrogé.

**Article 7**: Le Délégué Départemental de l'Agence Régionale de Santé Occitanie pour le Lot et le responsable de « CEIIS - 46» sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Occitanie.

Montpellier, le - 1 JUIL. 2018

La Directrice Générale,

Pour la Directrice Générale de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie
et par délégation, Le Directeur Général Adjoint
Monique CAVALIER

Dr Jean-Jacques MORFOISSE

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

ARS OCCITANIE TOULOUSE

R76-2018-07-01-013

# ARRETE portant autorisation d’extension de capacité de la structure des Appartements de Coordination Thérapeutique «ACT Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN» gérée par l’association « Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN » n° FINESS G : 660004896

*ARRETE portant autorisation d’extension de capacité de la structure des Appartements de Coordination Thérapeutique «ACT Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN» gérée par l’association « Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN » n° FINESS G : 660004896*

Agence Régionale de Santé Occitanie

# ARRETE

portant autorisation d'extension de capacité de la structure des Appartements de Coordination Thérapeutique «ACT Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN» gérée par l'association « Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN »
**n° FINESS G : 660004896**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,**

Vu le Code de l'action sociale et des familles

Vu le Code de la sécurité sociale

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, modifiée par la loi n°2011-940 du 10 août 2011

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Madame Monique CAVALIER en qualité de directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie à compter du 1er janvier 2016

Vu le décret n° 2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie

Vu l'arrêté du 16 avril 2003 portant autorisation de création de neuf places des Appartements de Coordination Thérapeutique (ACT) « Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN» gérés par l'association « ACT Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN»

Vu l'arrêté du 15 décembre 2011 portant autorisation d'extension de capacité de neuf places à douze places des ACT « ACT Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN»

Vu l'arrêté du 19 décembre 2014 portant autorisation d'extension de capacité de douze places à quinze places des ACT « ACT Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN»

Vu la décision d'autorisation budgétaire du 22 septembre 2017 tenant compte de la création de deux portant la capacité à dix-sept places des ACT « ACT Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN»

Vu la demande d'extension déposée par l'association « ACT Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN»

Considérant que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le Code de l'action sociale et des familles

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

**Sur proposition** du Délégué Départemental des Pyrénées Orientales

---

**ARRETE**

---

**Article 1** : L'extension d'une place déposée par la structure « ACT Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN» à PERPIGNAN (66) est auorisée à compter du 1er juillet 2018.

**Article 2** : La capacité totale de la structure dénommée « ACT Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN» est donc portée de dix-sept à dix-huit places à compter de cette date.

**Article 3** : La présente autorisation sera caduque si l'extention n'a pas été ouverte au public dans le délai de trois ans à compter de la date de sa notification.

**Article 4** :, Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance de l'ARS Occitanie.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il sera notifié et de sa publication pour les autres personnes.

**Article 6**: L'arrêté du 30 juin 2018 portant autorisation d'extension de capacité de la structure des Appartements de Coordination Thérapeutique «ACT Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN est abrogé.

**Article 7**: Le Délégué Départemental de l'Agence Régionale de Santé Occitanie pour les Pyrénées Orientales et le responsable de l'association « ACT Groupe SOS Solidarités PERPIGNAN» sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Occitanie.

Montpellier, le - 1 JUIL. 2018

La Directrice Générale,

Monique CAVALIER

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

ARS OCCITANIE TOULOUSE

R76-2018-09-03-012

# Arrêté portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale BIO FUSION (31)

ARSOC-DPR-PS-PHAR-BIO n° 2018-071

# ARRETE

portant modification de l'autorisation de fonctionnement
d'un laboratoire de biologie médicale multi sites

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de la région Occitanie**

Vu le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie,

Vu la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale,

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé,

Vu l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales,

Vu l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions,

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences régionales de santé,

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives,

Vu le décret en date du 17 décembre 2015 portant nomination de Madame Monique CAVALIER en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées à compter du 1er janvier 2016,

Vu le décret n° 2016-44 du 26 janvier 2016 relatif aux sociétés exploitant un laboratoire de biologie médicale privé et aux sociétés de participations financières de profession libérale de biologistes médicaux,

Vu le décret n° 2016-46 du 26 janvier 2016 relatif à la biologie médicale,

Vu le décret n°2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie,

Vu l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale,

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2015 fixant le siège de l'agence régionale de santé constituée dans la région provisoirement dénommée Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,

Vu la décision n°2016-AA4 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,

Vu la décision n°2018-2437 en date du 11 juin 2018 modifiant la décision n°2016-AA4 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu l'arrêté en date du 9 décembre 2010 du Directeur de l'Agence Régionale de Santé Midi-Pyrénées portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites, exploité par la société d'exercice libéral à responsabilité limitée BIO FUSION, dont le siège social est 2 avenue du Président Kennedy – 31330 GRENADE SUR GARONNE, enregistré sous le numéro 31-49,

Vu la demande en date du 30 juillet 2018 du cabinet d'avocats Alpha Conseils, agissant pour le compte de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée BIO FUSION, et portant sur la modification de la société exploitant le laboratoire,

Vu le dossier accompagnant la demande,

Considérant les pièces annexées au dossier :

- Extrait du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 25 juin 2018
- Les projets de statuts et du règlement intérieur adoptés par l'assemblée générale extraordinaire en date du 25 juin 2018,

**ARRETE**

**Article 1er :** **A compter du 1er octobre 2018**, l'arrêté en date du 9 décembre 2010 du Directeur de l'Agence Régionale de Santé Midi-Pyrénées portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites, exploité par la société d'exercice libéral à responsabilité limitée BIO FUSION, numéro FINESS de l'entité juridique : 31 002 281 9, dont le siège social est 2 avenue du Président Kennedy – 31330 GRENADE SUR GARONNE, est modifié comme suit :

Le laboratoire de biologie médicale est exploité par la société d'exercice libéral par actions simplifiée BIO FUSION, dont le siège social est 2 avenue du Président Kennedy – 31330 GRENADE SUR GARONNE, autorisé à fonctionner sous le numéro 31-49 sur les sites ouverts au public suivants :

- 2 avenue du Président Kennedy – 31330 GRENADE SUR GARONNE – numéro FINESS : 31 002 282 7
- Avenue de Toulouse – La Mouline – 31150 BRUGUIERES – numéro FINESS : 31 002 283 5
- 10 rue Adrien Hébrard – 82170 GRISOLLES – numéro FINESS : 82 000 866 2
- 27 avenue André Bonnet – 82700 MONTECH – numéro FINESS : 82 000 867 0
- 245 avenue de la Gimone – 82500 BEAUMONT DE LOMAGNE – numéro FINESS : 82 000 859 7
- 330 avenue Marcel Unal / 43 rue des Arts – 82000 MONTAUBAN – numéro FINESS : 82 000 858 9
- 146 avenue Marceau Hamecher – 82000 MONTAUBAN – numéro FINESS : 82 000 864 7

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

- 1 place Franklin Roosevelt – 82000 MONTAUBAN – numéro FINESS : 82 000 863 9
- Place de la Gare – 82300 CAUSSADE – numéro FINESS : 82 000 861 3
- 72 avenue du 11ème régiment d'Infanterie – 82000 MONTAUBAN – numéro FINESS : 82 000 865 4
- 232 rue Joachim Murat – 46000 CAHORS – numéro FINESS : 46 000 573 9
- Pôle Service – 1 rue Cabourdy – 31790 SAINT-JORY – numéro FINESS : 31 002 490 6
- 14 boulevard Pierre Flamens – 82100 CASTELSARRASIN – numéro FINESS : 82 000 860 5.

Les biologistes coresponsables sont :

Madame Martine DACHARY-BLANCHARD, pharmacien biologiste
Monsieur Jean-François LAVERDURE, pharmacien biologiste
Monsieur Laurent GREZE, pharmacien biologiste
Madame Pascale SCHIAVON, pharmacien biologiste
Monsieur Alain BELAYGUE, pharmacien biologiste
Monsieur Bernard NESPOULOUS, pharmacien biologiste
Madame Sandra SNOECK, pharmacien biologiste
Madame Zoubida SEPART, pharmacien biologiste
Monsieur Gilles DESVAUX, pharmacien biologiste
Madame Caroline LASSIS, pharmacien biologiste
Monsieur Bernard RIVENC, pharmacien biologiste
Madame Sophie CARRIE, médecin biologiste
Monsieur Jean-François LARAN, médecin biologiste
Monsieur Stéphane PECOU, médecin biologiste

Les biologistes médicaux sont :

Madame Bénédicte DE BADTS, pharmacien biologiste
Madame Corinne DUBUC, médecin biologiste
Madame Marjolaine HERAUD, pharmacien biologiste
Madame Danielle GALY, pharmacien biologiste
Monsieur Axel FERAUT, pharmacien biologiste.

**Article 2 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou pour les tiers à compter de sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

**Article 3 :** Le Directeur du Premier recours est chargé de l'exécution du présent arrêté.

A Montpellier, le 3 septembre 2018

P/La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé Occitanie et par délégation
Le Directeur du Premier Recours

Pascal DURAND

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

ARS OCCITANIE TOULOUSE

R76-2018-09-03-013

# Arrêté portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale CEDIBIO-UNILABS (31)

ARSOC-DPR-PS-PHAR-BIO n° 2018-072

# ARRETE

portant modification de l'autorisation de fonctionnement
d'un laboratoire de biologie médicale multi sites

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de la région Occitanie**

Vu le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie,

Vu la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale,

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé,

Vu l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales,

Vu l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions,

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences régionales de santé,

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives,

Vu le décret en date du 17 décembre 2015 portant nomination de Madame Monique CAVALIER en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées à compter du 1er janvier 2016,

Vu le décret n° 2016-44 du 26 janvier 2016 relatif aux sociétés exploitant un laboratoire de biologie médicale privé et aux sociétés de participations financières de profession libérale de biologistes médicaux,

Vu le décret n° 2016-46 du 26 janvier 2016 relatif à la biologie médicale,

Vu le décret n°2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie,

Vu l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale,

Agence Régionale de Santé Occitanie
26-28 Parc Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2015 fixant le siège de l'agence régionale de santé constituée dans la région provisoirement dénommée Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,

Vu la décision n°2016-AA4 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,

Vu la décision n°2018-2437 en date du 11 juin 2018 modifiant la décision n°2016-AA4 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu l'arrêté en date du 8 juin 2012 du Directeur de l'Agence Régionale de Santé Midi-Pyrénées portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale, exploité par la société d'exercice libéral par actions simplifiée CEDIBIO – UNILABS, dont le siège social est 9 avenue Etienne Billières – 31300 TOULOUSE, enregistré sous le numéro 31-37,

Vu la demande en date du 7 août 2018 du cabinet d'avocats Themis Conseils, agissant pour le compte de la société d'exercice libéral par actions simplifiée CEDIBIO – UNILABS, et portant sur l'intégration d'un nouveau biologiste,

Vu le dossier accompagnant la demande,

Considérant les pièces annexées au dossier :
- Extrait des délibérations de l'assemblée générale en date du 27 juin 2018
- Déclaration de cession de droits sociaux en date du 27 juin 2018,

**ARRETE**

**Article 1er :** **A compter du 27 juin 2018**, l'arrêté en date du 8 juin 2012 du Directeur de l'Agence Régionale de Santé Midi-Pyrénées portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale, exploité par la société d'exercice libéral par actions simplifiée CEDIBIO – UNILABS, numéro FINESS de l'entité juridique : 31 000 537 6, dont le siège social est 9 avenue Etienne Billières – 31300 TOULOUSE, est modifié comme suit :

Le laboratoire de biologie médicale exploité par la société d'exercice libéral par actions simplifiée CEDIBIO – UNILABS, fonctionne sous le numéro 31-37 sur les sites suivants :

Site non ouvert au public :

- 9 avenue Etienne Billières – BP 83022 – 31024 TOULOUSE CEDEX – numéro FINESS : 31 002 451 8

Sites ouverts au public :

- 2 et 2 bis allées Paul Feuga – 31000 TOULOUSE – numéro FINESS : 31 002 452 6
- 45 rue de Gironis – CS 13624 – 31036 TOULOUSE CEDEX 1 – numéro FINESS : 31 002 453 4
- 387 route de Saint Simon – 31082 TOULOUSE CEDEX 1 – numéro FINESS : 31 002 454 2
- Résidence Latécoère – Bât D3 – 5 rue Valentina Terechkova – 31400 TOULOUSE – numéro FINESS : 31 002 471 6
- 8 impasse Dordac – 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE – numéro FINESS : 31 002 250 4

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

- Cours Goudouli – Bât A – 31130 QUINT-FONSEGRIVES – numéro FINESS : 31 002 251 2
- 3 rue Camille Saint-Saëns – 31130 BALMA – numéro FINESS : 31 002 493 0
- Avenue de la République – 31320 CASTANET TOLOSAN – numéro FINESS : 31 002 494 8
- Clinique Rive Gauche – 41 allée Charles Fitte – 31300 TOULOUSE – numéro FINESS : 31 002 750 3.

Les biologistes coresponsables sont :

Monsieur Arnaud CAUSSANEL, pharmacien biologiste
Monsieur Patrice LOSCO, médecin biologiste
Madame Dominique JULIE, pharmacien biologiste
Monsieur Yannick BIGOUROUX, pharmacien biologiste
Madame Isabelle IZOPET, pharmacien biologiste
Madame Christine DURAND, médecin biologiste
Madame Marie FOURAGE, pharmacien biologiste
Monsieur Jérôme COLLIGNON, médecin biologiste
Monsieur Brice DUBOUIL, pharmacien biologiste
Madame Carole TESTON, pharmacien biologiste
**Madame Alice-Anne JANIN, pharmacien biologiste**.

**Article 2 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou pour les tiers à compter de sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

**Article 3 :** Le Directeur du Premier recours est chargé de l'exécution du présent arrêté.

A Montpellier, le 3 septembre 2018

P/La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé Occitanie et par délégation
Le Directeur du Premier Recours

Pascal DURAND

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

ARS OCCITANIE TOULOUSE

R76-2018-09-03-014

# Arrêté portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale CERBALLIANCE MIDI-PYRENEES (31)

ARSOC-DPR-PS-PHAR-BIO n° 2018-073

# ARRETE

portant modification de l'autorisation de fonctionnement
d'un laboratoire de biologie médicale multi sites

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de la région Occitanie**

Vu le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie,

Vu la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale,

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé,

Vu l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales,

Vu l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions,

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences régionales de santé,

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives,

Vu le décret en date du 17 décembre 2015 portant nomination de Madame Monique CAVALIER en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées à compter du 1er janvier 2016,

Vu le décret n° 2016-44 du 26 janvier 2016 relatif aux sociétés exploitant un laboratoire de biologie médicale privé et aux sociétés de participations financières de profession libérale de biologistes médicaux,

Vu le décret n° 2016-46 du 26 janvier 2016 relatif à la biologie médicale,

Vu le décret n°2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie,

Vu l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale,

Agence Régionale de Santé Occitanie
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2015 fixant le siège de l'agence régionale de santé constituée dans la région provisoirement dénommée Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,

Vu la décision n°2016-AA4 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,

Vu la décision n°2018-2437 en date du 11 juin 2018 modifiant la décision n°2016-AA4 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu l'arrêté en date du 8 décembre 2010 du Directeur de l'Agence Régionale de Santé Midi-Pyrénées portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites, exploité par la société d'exercice libéral par actions simplifiée CERBALLIANCE MIDI-PYRENEES, dont le siège social est 16 avenue du Docteur Maurice Grynfogel – 31100 TOULOUSE, enregistré sous le numéro 31-109,

Vu la demande en date du 3 août 2018 de Monsieur Laurent ESCUDIE, président de la société d'exercice libéral par actions simplifiée CERBALLIANCE MIDI-PYRENEES et par Madame Caroline POIRIER, président de la société d'exercice libéral par actions simplifiée AB+ LABO, portant sur la fusion absorption de la société d'exercice libéral par actions simplifiée AB+ LABO par la société d'exercice libéral par actions simplifiée CERBALLIANCE MIDI-PYRENEES,

Vu le dossier accompagnant la demande,

Considérant les pièces annexées au dossier :

- Procès-verbal de l'assemblée générale des associés de la société d'exercice libéral par actions simplifiée CERBALLIANCE MIDI-PYRENEES en date du 5 juillet 2018
- Procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société d'exercice libéral par actions simplifiée AB+ LABO en date du 9 juillet 2018
- Traité de fusion absorption entre la société CERBALLIANCE MIDI-PYRENEES et la société AB+ LABO en date du 31 juillet 2018,

## ARRETE

**Article 1er :** **A compter du 31 octobre 2018**, l'arrêté en date du 8 décembre 2010 du Directeur de l'Agence Régionale de Santé Midi-Pyrénées portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites, exploité par la société d'exercice libéral par actions simplifiée CERBALLIANCE MIDI-PYRENEES, numéro FINESS de l'entité juridique : 31 002 285 0, dont le siège social est 16 avenue du Docteur Maurice Grynfogel – 31100 TOULOUSE, enregistré sous le numéro 31-109, est modifié comme suit :

Le laboratoire de biologie médicale exploité par la société d'exercice libéral par actions simplifiée CERBALLIANCE MIDI-PYRENEES, dont le siège social est 16 avenue du Docteur Maurice Grynfogel – 31100 TOULOUSE, fonctionne sous le numéro 31-109 sur les sites ouverts au public suivants :

- 16 avenue du Docteur Grynfogel – 31100 TOULOUSE – numéro FINESS : 31 002 426 0
- 41 avenue de Grande Bretagne – 31300 TOULOUSE – numéro FINESS : 31 002 286 8
- 38 boulevard Docteurs Aribat – 81100 CASTRES – numéro FINESS : 81 000 949 8
- 18 avenue Albert 1er – 81100 CASTRES – numéro FINESS : 81 000 954 8

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

- 2/4 rue Jean Marie Arnaud – 31320 CASTANET – numéro FINESS : 31 002 358 5
- 59 avenue Charles de Gaulle – 82000 MONTAUBAN – numéro FINESS : 82 000 895 1
- 69 allée de Bellefontaine – 31100 TOULOUSE – numéro FINESS : 31 002 278 5
- 9 place des Pradettes – 31100 TOULOUSE – numéro FINESS : 31 002 279 3
- 100 avenue de Muret – 31300 TOULOUSE – numéro FINESS : 31 002 280 1
- 1 rue Méjanel – 81200 MAZAMET – numéro FINESS : 81 001 032 2
- 25 avenue de Villemur – 31140 SAINT ALBAN – numéro FINESS : 31 002 406 2
- 125 route de Fronton – 31140 AUCAMVILLE – numéro FINESS : 31 002 407 0
- **7 rue Pierre Raynaud – 81100 CASTRES – numéro FINESS : 81 001 000 9**
- **6 rue Saint Jean – 81100 CASTRES – numéro FINESS : 81 001 005 8**
- **2 rue Alphonse Tournier – 81200 MAZAMET – numéro FINESS : 81 001 086 8.**

Le biologiste responsable est :

Monsieur Laurent ESCUDIE, pharmacien biologiste

Les biologistes médicaux sont :

Mademoiselle Anne Claire STRZELECKI, médecin biologiste
Monsieur Emmanuel BERTHOUMIEUX, médecin biologiste
Monsieur Gaston ATLAN, pharmacien biologiste
Monsieur Alain GAUSSENS, médecin biologiste
Monsieur Patrice CARNEAU, médecin biologiste
Monsieur Gérald VILLENEUVE, pharmacien biologiste
Monsieur Gilles LESOURD, médecin biologiste
Madame Caroline LONGUEFOSSE, pharmacien biologiste
Madame Caroline BOUTTE, médecin biologiste
Monsieur Laurent BENOIT, pharmacien biologiste
Madame Sarah CERDAN, pharmacien biologiste
Monsieur Lambert GBARSSIN, pharmacien biologiste
Madame Sarah QUANCARD, pharmacien biologiste
Madame Raphaëlle JOFFRAY, médecin biologiste
**Madame Caroline POIRIER, médecin biologiste**
**Monsieur Jean-François RIBES, pharmacien biologiste**
**Monsieur Patrick LAROSE, pharmacien biologiste**
**Monsieur Christian MASSE-NAVETTE, pharmacien biologiste**
**Monsieur Jean-François QUILLET, pharmacien biologiste.**

**Article 2 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou pour les tiers à compter de sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

**Article 3 :** Le Directeur du Premier recours est chargé de l'exécution du présent arrêté.

A Montpellier, le 3 septembre 2018

P/La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé Occitanie et par délégation
Le Directeur du Premier Recours

Pascal DURAND

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

ARS OCCITANIE TOULOUSE

R76-2018-09-03-015

# Arrêté portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale LABOSUD GARONNE (31)

ARSOC-DPR-PS-PHAR-BIO n° 2018-074

# ARRETE

portant modification de l'autorisation de fonctionnement
d'un laboratoire de biologie médicale multi sites

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de la région Occitanie**

Vu le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie,

Vu la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale,

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé,

Vu l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales,

Vu l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions,

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences régionales de santé,

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives,

Vu le décret en date du 17 décembre 2015 portant nomination de Madame Monique CAVALIER en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées à compter du 1er janvier 2016,

Vu le décret n° 2016-44 du 26 janvier 2016 relatif aux sociétés exploitant un laboratoire de biologie médicale privé et aux sociétés de participations financières de profession libérale de biologistes médicaux,

Vu le décret n° 2016-46 du 26 janvier 2016 relatif à la biologie médicale,

Vu le décret n°2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie,

Vu l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale,

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2015 fixant le siège de l'agence régionale de santé constituée dans la région provisoirement dénommée Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,

Vu la décision n°2016-AA4 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,

Vu la décision n°2018-2437 en date du 11 juin 2018 modifiant la décision n°2016-AA4 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu l'arrêté en date du 17 mai 2011 du Directeur de l'Agence Régionale de Santé Midi-Pyrénées portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites, exploité par la société d'exercice libéral par actions simplifiée LABOSUD GARONNE, dont le siège social est 20 route de Revel – 31400 TOULOUSE, enregistré sous le numéro 31-138,

Vu la demande en date du 14 août 2018 du cabinet d'avocats MBA & Associés, agissant pour le compte de la société d'exercice libéral par actions simplifiée LABOSUD GARONNE, et portant sur le transfert du site sis 77 avenue Jean Rieux à TOULOUSE (31500) au 52 chemin de Ribaute à QUINT-FONSEGRIVES (31130),

Vu le dossier accompagnant la demande,

Considérant les pièces annexées au dossier :
- Réunion du comité de direction en date du 13 août 2018
- Plan et liste des équipements,

**ARRETE**

**Article 1er :** **A compter du 25 octobre 2018**, l'arrêté en date du 17 mai 2011 du Directeur de l'Agence Régionale de Santé Midi-Pyrénées portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites, exploité par la société d'exercice libéral par actions simplifiée LABOSUD GARONNE, numéro FINESS de l'entité juridique : 31 002 310 6, dont le siège social est 20 route de Revel – 31400 TOULOUSE, enregistré sous le numéro 31-138, est modifié comme suit :

Le laboratoire de biologie médicale exploité par la société d'exercice libéral par actions simplifiée LABOSUD GARONNE, dont le siège social est 20 route de Revel – 31400 TOULOUSE, fonctionne sous le numéro 31-138 sur les sites suivants :

Site non ouvert au public :

ZAC de la Bourgade – 335 rue du Chêne Vert – 31683 LABEGE – numéro FINESS : 31 002 322 1

Sites ouverts au public :

- 20 route de Revel – 31400 TOULOUSE – numéro FINESS : 31 002 311 4
- 71 allées Jean Jaurès – 31000 TOULOUSE – numéro FINESS : 31 002 312 2
- Clinique Monié – Route de Revel – 31290 VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS - numéro FINESS : 31 002 657 7
- Clinique du Parc – 31 rue des Bûchers – 31400 TOULOUSE – numéro FINESS : 31 002 688 5
- 8 rue de Cugnaux – 31300 TOULOUSE – numéro FINESS : 31 002 323 9

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

- 52 avenue Tolosane – 31520 RAMONVILLE SAINT AGNE – numéro FINESS : 31 002 324 7
- 2 rue de l'Autan – 31670 LABEGE – numéro FINESS : 31 002 325 4
- **52 chemin de Ribaute – 31130 QUINT-FONSEGRIVES – numéro FINESS : 31 002 403 9**
- 2 avenue de Courrège – 31400 TOULOUSE – numéro FINESS : 31 002 518 4.

Les biologistes coresponsables sont :

Madame Marie MONTAGUT, médecin biologiste
Monsieur Jean-François ROUSSELLE, pharmacien biologiste
Monsieur Philippe DE MAS, médecin biologiste
Madame Christine VIGNE, médecin biologiste
Madame Emmanuelle ESQUIROL, pharmacien biologiste
Monsieur Richard FABRE, pharmacien biologiste
Madame Sylvia HÖLSCHER, pharmacien biologiste
Monsieur Matthieu BERNIER, pharmacien biologiste

Les biologistes médicaux sont :

Madame Pascale DAVIAUD, pharmacien biologiste
Madame Yvette LEVADE, médecin biologiste
Madame Anne BAYOL, pharmacien biologiste
Madame Valérie LACASSAGNE, pharmacien biologiste
Monsieur Romain MOLIGNIER, médecin biologiste
Madame Aurélie BOUIGE, pharmacien biologiste.

**Article 2 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou pour les tiers à compter de sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

**Article 3 :** Le Directeur du Premier recours est chargé de l'exécution du présent arrêté.

A Montpellier, le 3 septembre 2018

P/La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé Occitanie et par délégation
Le Directeur du Premier Recours

Pascal DURAND

**Agence Régionale de Santé Occitanie**
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

ARS OCCITANIE-

R76-2018-09-17-003

# Décision 2018-3233 : modification de l'autorisation de fonctionnement-Cerballiance Haute Vallée à SALENGRO QUILLAN(11)

**DECISION ARS OC/ 2018-3233**

**Portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites SELAS CERBALLIANCE HAUTE VALLEE, 6 Place SALENGRO QUILLAN (AUDE)**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

**Vu** le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

**Vu** la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou règlementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participation financière ;

**Vu** la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale et ratifiant l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

**Vu** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences régionales de santé ;

**Vu** le décret en date du 17 décembre 2015 portant nomination de Madame Monique CAVALIER en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées à compter du 1er janvier 2016 ;

**Vu** le décret n° 2016-44 du 26 janvier 2016 relatif aux sociétés exploitant un laboratoire de biologie médicale privé et aux sociétés de participations financières de profession libérale de biologistes médicaux ;

**Vu** le décret n° 2016-46 du 26 janvier 2016 relatif à la biologie médicale ;

**Vu** l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

**Vu** le décret du Conseil d'Etat n° 2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la Région Occitanie ;

**Vu** la décision n°2018-2437 du 11 juin 2018 modifiant la décision ARS LR/2016-AA4 portant délégation de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie au Directeur du Premier Recours ;

**Vu** la décision ARS OC /2018-2817 du 18 juillet 2018 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites SELAS CERBALLIANCE HAUTE VALLEE situé, 6 Place SALENGRO 11500 QUILLAN ;

**Vu** le courrier en date du 31 août 2018 parvenu à l'ARS Occitanie le 10 septembre 2018 co-signé par Monsieur Omar HASSAN, Président de la Société d'exercice libéral par actions simplifiée (SELAS) CERBALLIANCE LANGUEDOC (ex CERBALLIANCE HAUTE VALLEE), et par Monsieur PEZE, Président de la SELAS CERBALLIANCE LAURAGAIS, ainsi que le dossier l'accompagnant, en vue de diverses modifications consécutives à la fusion-absorption de CERBALLIANCE LAURAGAIS par CERBALLIANCE HAUTE VALLEE ;

**Vu** le procès-verbal des décisions unanimes des associés de CERBALLIANCE LAURAGAIS prises par acte unanime sous seing privé en date du 31 août 2018 ;

**Vu** le procès-verbal des décisions unanimes des associés de CERBALLIANCE HAUTE VALLEE prises par acte unanime sous seing privé en date du 31 août 2018 ;

**Vu** les statuts de la Société CERBALLIANCE LANGUEDOC mis à jour à la suite de l'Assemblée générale des associés en date du 31 août 2018 ;

**Vu** la répartition du capital social de la Société CERBALLIANCE HAUTE VALLEE figurant dans le courrier de demande, telle qu'elle résulte de l'opération de fusion absorption de la Société CERBALLIANCE LAURAGAIS par CERBALLIANCE HAUTE VALLEE ;

**Considérant** les décisions unanimes des associés de CERBALLIANCE HAUTE VALLEE en date du 31 août 2018 agréant Monsieur Christophe PEZE, Madame Jacqueline MANTION, Madame Sylvie MARTY, Madame Nadine GUITTON et Madame Bénédicte SCHMID en qualité de nouveaux associés de la Société CERBALLIANCE HAUTE VALLEE ;

**Considérant** les décisions unanimes des associés de CERBALLIANCE HAUTE VALLEE et de la Société CERBALLIANCE LAURAGAIS en date du 31 août 2018 approuvant la fusion par absorption de CERBALLIANCE LAURAGAIS par CERBALLIANCE HAUTE VALLEE et, par voie de conséquence, la décision des associés de CERBALLIANCE HAUTE VALLEE d'augmenter le capital social de leur société d'un montant de 398 197 €, le capital social de ladite société étant ainsi porté de 304 898,03 € à la somme de 703 095,03 € ;

**Considérant** les nouveaux statuts de CERBALLIANCE HAUTE VALLEE à la date du 31 août 2018 modifiés en ce sens ;

**Considérant** l'approbation par décisions unanimes des associés de CERBALLIANCE HAUTE VALLEE en date du 31 août 2018 :
- du changement de dénomination de CERBALLIANCE HAUTE VALLEE qui devient « CERBALLIANCE LANGUEDOC »,
- du transfert du siège social de CERBALLIANCE HAUTE VALLEE actuellement situé 6 Place Salengro à QUILLAN (11500) au 30 Place de la liberté à CASTELNAUDARY (11400) ;
- de la démission de Monsieur Omar HASSAN de ses fonctions de Président de CERBALLIANCE HAUTE VALLEE à compter du 31 août 2018 minuit et de la nomination en remplacement de Monsieur Christophe PEZE à compter du 1er septembre 2018,
- de la nomination de Madame Sylvie MARTY en qualité de Directeur général de CERBALLIANCE LANGUEDOC à compter du 1er septembre 2018,
- de la nomination de Madame Jacqueline MANTION en qualité de Directeur général de CERBALLIANCE LANGUEDOC à compter du 1er septembre 2018 ;

**DECIDE**

**Article 1 : A compter de la présente décision,** le laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée **CERBALLIANCE LANGUEDOC** (ex CERBALLIANCE HAUTE VALLEE), numéro FINESS entité juridique 110005634, dont le siège est situé, **30, Place de la liberté CASTELNAUDARY( 11400),** est autorisé à fonctionner sur les 6 sites suivants :

| | |
|---|---|
| 1 | 6, Place SALENGRO 11500 QUILLAN (n°FINESS d'établissement 110005642), |
| 2 | 24, Avenue Docteur BERNADAC 09300 LAVELANET (n°FINESS d'établissement 090002973). |
| 3 | 30 Place de la liberté 11400 CASTELNAUDARY (n°FINESS d'établissement 110005964) |
| 4 | 7 Quai du Port 11400 CASTELNAUDARY (n°FINESS d'établissement 110005972) |
| 5 | 4 Avenue du Général Sarrail 31290 VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS (n°FINESS d'établissement 310024161) |
| 6 | 46 bis Avenue de l'Hers 31450 BAZIEGE (n°FINESS d'établissement 310024583) |

Les biologistes co-responsables de CERBALLIANCE LANGUEDOC exerçant au sein du laboratoire de biologie médicale sont :

- **Monsieur Christophe PEZE, biologiste médical, pharmacien**,
- **Madame Jacqueline MANTION, Directeur général et biologiste médical, pharmacien,**
- **Madame Sylvie MARTY, Directeur général et biologiste médical, pharmacien,**

Les biologistes médicaux et associés de la Société CERBALLIANCE LANGUEDOC sont :

- Monsieur Omar HASSAN, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Pascal EYCHENNE, biologiste médical médecin,
- **Madame Nadine GUITTON, biologiste médical, pharmacien,**
- **Madame Bénédicte SCHMID, biologiste médical, pharmacien,**

**Article 2** : Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière doit être déclarée au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

**Article 3** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification, ou pour les tiers, sa publication et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le même délai à compter de sa notification ou sa publication.

**Article 4** : La présente décision est notifiée au biologiste responsable, représentant légal du laboratoire de biologie médicale.

**Article 5 :** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Occitanie.

Fait à MONTPELLIER, le 17 septembre 2018

Pour la Directrice générale
de l'Agence régionale de santé Occitanie
et par délégation,
Le Directeur du Premier Recours ,

**Pascal DURAND**

DDT31

R76-2018-06-28-009

DRAAF OCCTANIE – ARDC dossier autorisation d'exploiter à Madame GERADUZZI Estelle sous le numéro 318082

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA HAUTE GARONNE

Direction départementale des territoires
Service Economie Agricole

Affaire suivie par : Sabine LOMBARD
Tél. : 05-61-10-60-74
Courriel : sabine.lombard
@haute-garonne.gouv.fr

Toulouse, le 28 juin 2018

Madame GERARDUZZI Estelle
5, impasse des Passereaux
31834 PLAISANCE DU TOUCH

OBJET: Contrôle des structures -
Accusé de réception d'un dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter et attestation en cas d'accord tacite

Madame,

J'accuse réception le **09/05/2018** de votre dossier **complet** de demande d'autorisation d'exploiter de 0,08 ha (9,45 ha pondéres) situés sur la commune de PLAISANCE-DU-TOUCH (0,08 ha)

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- **Date de réception de dossier complet : 09/05/2018**
- **Numéro d'enregistrement : 31/18/082**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois soit le **09/09/2018**, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée.
Ce délai est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

Je vous précise par ailleurs que l'avis formel de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA) sur les demandes d'autorisation d'exploiter n'est plus systématique. Pour autant, l'intégralité des dossiers qui font l'objet d'une autorisation préfectorale sont présentés en CDOA pour information. Si un avis formel de la CDOA est requis sur votre dossier, vous en serez avisé par courrier. Vous serez également informé en cas de dépôt de candidature(s) concurrente(s).

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse en application du code rural et de la pêche maritime article R331-6 : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs régional.

Après cette publication **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1.

Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera en cas d'accord tacite le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

L'Adjoint au Chef de service

Marc [illegible]

Le Chef du Service Economie Agricole

Christophe THINET

DDT31

R76-2018-07-09-013

DRAAF OCCTANIE – ARDC dossier autorisation d'exploiter à Madame RASPAUD Sandrine sous le numéro 3117334

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA HAUTE GARONNE

Direction départementale des territoires
Service Economie Agricole

Affaire suivie par : Sabine LOMBARD
Tél. : 05-61-10-60-74
Courriel : sabine.lombard
@haute-garonne.gouv.fr

Toulouse, le 9 juillet 2018

Madame RASPAUD Sandrine
Nouziès
31190 ESPERCE

OBJET: Contrôle des structures -
Accusé de réception d'un dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter et attestation en cas d'accord tacite

Madame,

J'accuse réception le **18/05/2018** de votre dossier **complet** de demande d'autorisation d'exploiter. Cette dernière porte sur votre installation au sein de l'EARL LAUDRINE qui exploite 245,86 situés sur les communes de ESPERCE (210,16 ha), GAILLAC-TOULZA (31,95 ha), LEZAT-SUR-LEZE (3,75 ha).

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- **Date de réception de dossier complet : 18/05/2018**
- **Numéro d'enregistrement : 31/17/334**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois soit le **18/09/2018**, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée.
Ce délai est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

Je vous précise par ailleurs que l'avis formel de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA) sur les demandes d'autorisation d'exploiter n'est plus systématique. Pour autant, l'intégralité des dossiers qui font l'objet d'une autorisation préfectorale sont présentés en CDOA pour information. Si un avis formel de la CDOA est requis sur votre dossier, vous en serez avisé par courrier. Vous serez également informé en cas de dépôt de candidature(s) concurrente(s).

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse en application du code rural et de la pêche maritime article R331-6 : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs régional.

Après cette publication **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1.

Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera en cas d'accord tacite le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef du Service Economie Agricole

Christophe THINET

DDT31

R76-2018-07-18-005

DRAAF OCCTANIE – ARDC dossier autorisation d'exploiter à Messieurs les gérants de la SCEA PERRY sous le numéro 3118124

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA HAUTE GARONNE

Direction départementale des territoires
Service Economie Agricole

Affaire suivie par : Sabine LOMBARD
Tél. : 05-61-10-60-74
Courriel : sabine.lombard
@haute-garonne.gouv.fr

Toulouse, le 18 juillet 2018

SCEA PERRY
61, avenue des Pyrénées
31220 MARTRES TOLOSANE

OBJET: Contrôle des structures -
Accusé de réception d'un dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter et attestation en cas d'accord tacite

Messieurs les Gérants,

J'accuse réception le **25/05/18** de votre dossier **complet** de demande d'autorisation d'exploiter.Cette dernière porte sur l'installation de Monsieur CARUSO Jérémy au sein de la SCEA PERRYnouvellement constituée qui exploite 44,91 ha situés sur les communes de MARIGNAC-LASPEYRES (21,86 ha), MONTBERAUD (6,26 ha), MARTRES-TOLOSANE (16,11 ha), LAHITERE (0,68 ha).

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- **Date de réception de dossier complet : 25/05/18**
- **Numéro d'enregistrement : 31/18/124**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois soit le **25/09/2018**, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée.
Ce délai est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

Je vous précise par ailleurs que l'avis formel de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA) sur les demandes d'autorisation d'exploiter n'est plus systématique. Pour autant, l'intégralité des dossiers qui font l'objet d'une autorisation préfectorale sont présentés en CDOA pour information. Si un avis formel de la CDOA est requis sur votre dossier, vous en serez avisé par courrier. Vous serez également informé en cas de dépôt de candidature(s) concurrente(s).

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse en application du code rural et de la pêche maritime article R331-6 : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs régional.

Après cette publication **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1.

Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera en cas d'accord tacite le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Messieurs les Gérants, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef du Service Economie Agricole

Christophe THINET

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-05-29-029

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier autorisation d'exploiter à BARTHERE Margaux sous le numéro 82180113.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE TARN-ET-GARONNE

Direction
Départementale
des Territoires

Service
de l'économie agricole

Bureau
des exploitations agricoles
et de la ruralité

**Montauban,** le 29 mai 2018

**Le Directeur Départemental des Territoires**
**à**
Madame BARTHERE Margaux
La Baraque
82600 VERDUN SUR GARONNE

**Envoi recommandé avec AR**

objet : Contrôle des structures - Accusé de réception d'un dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter.
affaire suivie par : Françoise MAYBON
tél. : 05.63.22.24.80 - courriel : francoise.maybon@tarn-et-garonne.gouv.fr

Madame,

J'accuse réception le 18 mai 2018 de votre dossier **complet** de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **6,3112 ha** :

| Commune | Superficie (ha) | Références cadastrales | Propriétaire | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|---|---|---|---|---|
| VERDUN SUR GARONNE | 6,3112 | Le Bois ZW 29 | BARTHES Pierre et BARTHERE Margaux | EARL LABROUE (LABROUE Jean-Luc) |

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- **Date de réception de dossier complet : 18 mai 2018**
- **Numéro d'enregistrement : 82180113**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **18 septembre 2018**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus**.

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Après cette publication, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Madame, l'assurance de ma meilleure considération.

P/le directeur,
Le chef du bureau
des exploitations agricoles et de la ruralité

Daniel GALTIE

2 quai de Verdun – 82000 MONTAUBAN
tel : 05 63 22 23 24 - fax : 05 63 22 23 23 - courriel : ddt@tarn-et-garonne.gouv.fr
Accueil du public : lundi, mardi et jeudi : 9h-12h/14h-17h - mercredi et vendredi : 9h-12h

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-05-29-028

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier autorisation d'exploiter à FERREIRA Georges sous le numéro 82180112.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE TARN-ET-GARONNE

Direction
Départementale
des Territoires

Service
de l'économie agricole

Bureau
des exploitations agricoles
et de la ruralité

**Montauban,** le 29 mai 2018

**Le Directeur Départemental des Territoires**
**à**
Monsieur FERREIRA Georges
1495 chemin de Lasfonds
82800 NEGREPELISSE

**Envoi recommandé avec AR**

objet : Contrôle des structures - Accusé de réception d'un dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter.
affaire suivie par : Françoise MAYBON
tél. : 05.63.22.24.80 - courriel : francoise.maybon@tarn-et-garonne.gouv.fr

Monsieur,

J'accuse réception le 18 mai 2018 de votre dossier **complet** de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **0,2946 ha** :

| Commune | Superficie (ha) | Références cadastrales | Propriétaire | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|---|---|---|---|---|
| NEGREPELISSE | 0,2946 | Tregalionne Berges A 1090 et 1092 | FEDERATION DE TARN-ET-GARONNE POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE | Parcelles non exploitées |

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- **Date de réception de dossier complet : 18 mai 2018**
- **Numéro d'enregistrement : 82180112**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **18 septembre 2018**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus**.

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Après cette publication, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma meilleure considération.

P/le directeur,
Le chef du bureau
des exploitations agricoles et de la ruralité

Daniel GALTIE

2 quai de Verdun – 82000 MONTAUBAN
tel : 05 63 22 23 24 - fax : 05 63 22 23 23 - courriel : ddt@tarn-et-garonne.gouv.fr
Accueil du public : lundi, mardi et jeudi : 9h-12h/14h-17h - mercredi et vendredi : 9h-12h

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-05-29-027

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier autorisation d'exploiter au GAEC DE LA PAGESE sous le numéro 82180111.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE TARN-ET-GARONNE

Direction
Départementale
des Territoires

Service
de l'économie agricole

Bureau
des exploitations agricoles
et de la ruralité

**Montauban,** le 29 mai 2018

**Le Directeur Départemental des Territoires**
**à**
GAEC DE LA PAGESE
BERTHOLET François, Joëlle et Félicien
La Pagèse
82240 SAINT GEORGES

**Envoi recommandé avec AR**

**objet :** Contrôle des structures - Accusé de réception d'un dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter.
affaire suivie par : Françoise MAYBON
tél. : 05.63.22.24.80 - courriel : francoise.maybon@tarn-et-garonne.gouv.fr

Madame, Messieurs,

J'accuse réception le 18 mai 2018 de votre dossier **complet** de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **20,3558 ha** :

| Commune | Superficie (ha) | Références cadastrales | Propriétaire | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|---|---|---|---|---|
| LABASTIDE DE PENNE | 20,3558 | ZC 10, 14, 29, 31 et 34 | BERTHOLET Joëlle | BONESTEVE Régis |

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- **Date de réception de dossier complet : 18 mai 2018**
- **Numéro d'enregistrement : 82180111**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **18 septembre 2018**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Après cette publication, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'assurance de ma meilleure considération.

P/le directeur,
Le chef du bureau
des exploitations agricoles et de la ruralité

Daniel GALTIE

2 quai de Verdun – 82000 MONTAUBAN
tel : 05 63 22 23 24 - fax : 05 63 22 23 23 - courriel : ddt@tarn-et-garonne.gouv.fr
Accueil du public : lundi, mardi et jeudi : 9h-12h/14h-17h - mercredi et vendredi : 9h-12h

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-05-30-012

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier autorisation d'exploiter à l'EARL PUGES sous le numéro 82180118.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE TARN-ET-GARONNE

Direction
Départementale
des Territoires

Service
de l'économie agricole

Bureau
des exploitations agricoles
et de la ruralité

**Montauban,** le 30 mai 2018

**Le Directeur Départemental des Territoires**
**à**
EARL PUGES
Monsieur PUGES Julien
Padouenc
82500 MARIGNAC

**Envoi recommandé avec AR**

objet : Contrôle des structures - Accusé de réception d'un dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter.
affaire suivie par : Françoise MAYBON
tél. : 05.63.22.24.80 - courriel : francoise.maybon@tarn-et-garonne.gouv.fr

Monsieur,

J'accuse réception le 14 mai 2018 de votre dossier **complet** de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **58,7528 ha** :

| Commune | Superficie (ha) | Références cadastrales | Propriétaire | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|---|---|---|---|---|
| BEAUMONT DE LOMAGNE | 12,4270 | Camberle YD 5 et 7 | BORDES Bernard, Patrice et Eric | EARL DU BOISON (BORDES Bernard et Indivision BORDES Marie) |
| BEAUMONT DE LOMAGNE | 46,3258 | Ponchude YD 22, Grand Boise YD 23partie et 40partie, Boison YE 4partie et 5partie, Rivière de la Grange ZW 2 (A et B) | BORDES Bernard | EARL DU BOISON (BORDES Bernard et Indivision BORDES Marie) |

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- **Date de réception de dossier complet : 14 mai 2018**
- **Numéro d'enregistrement : 82180118**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **14 septembre 2018**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus**.

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Après cette publication, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma meilleure considération.

P/le directeur,
Le chef du bureau
des exploitations agricoles et de la ruralité

Daniel GALTIE

2 quai de Verdun – 82000 MONTAUBAN
tel : 05 63 22 23 24 - fax : 05 63 22 23 23 - courriel : ddt@tarn-et-garonne.gouv.fr
Accueil du public : lundi, mardi et jeudi : 9h-12h/14h-17h - mercredi et vendredi : 9h-12h

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-09-05-005

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter au GAEC DE LA MOURNIE sous le numéro 81182839

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU TARN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Bureau des exploitations agricoles,
de la forêt et de la chasse

Albi, le mardi 15 mai 2018

à l'attention du

**GAEC DE LA MOURNIE**
146, Chemin de la Mournie

81130 MAILHOC

Dossier suivi par : Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr

Tél. : 05.81.27.59.39
Fax : 05 81 27 51 07

Objet : Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter

Messieurs,

J'accuse réception le 04/05/2018 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter 53,86 ha SAU, terres situées sur la commune de CAGNAC-LES-MINES, appartenant à la SCI du Domaine de Saint-Sernin.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **04/05/2018**
- Numéro d'enregistrement : **n° 81182839**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **5 septembre 2018.**

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole
et forestière

Laure HEIM

Visites et appels téléphoniques uniquement les matinées des lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 11 h 30

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-09-04-005

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter au GAEC DU BROUAS sous le numéro 81182837

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU TARN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Bureau des exploitations agricoles, de la forêt et de la chasse

Albi, le mardi 15 mai 2018

à l'attention du

**GAEC DU BROUAS**
Le Brouas

81250 CURVALLE

Dossier suivi par : Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr

Tél. : 05.81.27.59.39
Fax : 05 81 27 51 07

Objet : Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter

Messieurs,

J'accuse réception le 03/05/2018 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter 20,67 ha SAU, terres situées sur la commune de CURVALLE, appartenant à Messieurs André et Serge BARTHE.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **03/05/2018**
- Numéro d'enregistrement : **n° 81182837**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **4 septembre 2018.**

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole
et forestière

Laure HEIM

Visites et appels téléphoniques uniquement les matinées des lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 11 h 30

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-09-17-004

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter au GAEC VIALET sous le numéro 81182841

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU TARN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Bureau des exploitations agricoles, de la forêt et de la chasse

Dossier suivi par : Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr

Tél. : 05.81.27.59.39
Fax : 05 81 27 51 07

Albi, le mercredi 16 mai 2018

à l'attention du

**GAEC VIALET**
Revalies

81320 MURAT-SUR-VEBRE

Objet : Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter

Messieurs,

J'accuse réception le 16/05/2018 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter 85,80 ha SAU, terres situées sur les communes de MURAT-SUR-VEBRE (76.21 ha), de BARRE (1.80 ha) situées dans le département du Tarn et de PEUX-ET-COUFFOULEUX (7.79 ha), terres situées dans le département de l'Aveyron, appartenant à Monsieur Gilbert ROQUES (2.65 ha), à Monsieur Richard ROQUES (46.53 ha), à Madame Andréa VERDEIL (16.81 ha), à Monsieur Robert LAVABRE (8.24 ha), à Monsieur Jean ROUANET (3.44 ha) et à Monsieur Bruno REGIS (8.13 ha).

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **16/05/2018**
- Numéro d'enregistrement : **n° 81182841**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **17 septembre 2018.**

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole
et forestière

Laure HEIM

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-09-12-006

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à EARL DU GERS sous le numéro 81182844

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU TARN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Bureau des exploitations agricoles, de la forêt et de la chasse

Albi, le mardi 22 mai 2018

à l'attention de

**L'EARL DU GRES**
**Monsieur Jérôme MAFFRE**
Le Grès

81170 FRAUSSEILLES

Dossier suivi par : Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr

Tél. : 05.81.27.59.39
Fax : 05 81 27 51 07

Objet : Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception le 11/05/2018 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter 12,62 ha SAU, terres situées sur les communes de LABARTHE-BLEYS (0.70 ha) et de LIVERS-CAZELLES (11.92 ha), appartenant à Monsieur Guy CANTALOUBE (0.70 ha), à la SCI MHBC représentée par Monsieur Francis PAPAZIAN (5.47 ha) et à Monsieur et Madame Jean-Pierre BES (6.45 ha).

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **11/05/2018**
- Numéro d'enregistrement : **n° 81182844**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **12 septembre 2018.**

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole
et forestière

Laure HEIM

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-09-04-006

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à l'EARL LA BARONIE sous le numéro 81182842

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU TARN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Bureau des exploitations agricoles, de la forêt et de la chasse

Albi, le vendredi 18 mai 2018

à l'attention de

**L'EARL LA BARONIE**
**Madame Céline IMART**
La Baronié
11, route des Tournesols

81470 AGUTS

Dossier suivi par : Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr

Tél. : 05.81.27.59.39
Fax : 05 81 27 51 07

Objet : Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter

Madame,

J'accuse réception le 03/05/2018 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter 68,58 ha SAU, terres situées sur les communes de CUQ-TOULZA (2.67 ha), de AGUTS (62.17 ha) dans le département du Tarn et VILLENEUVE-LA-COMPTAL (3.74 ha) dans le département de l'Aude, appartenant en partie à Madame Ida PAGES, Monsieur Serge ROUTELOUS et Monsieur Jérémie ROUTELOUS.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **03/05/2018**
- Numéro d'enregistrement : **n° 81182842**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **4 septembre 2018.**

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole
et forestière

Laure HEIM

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-09-18-004

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à Monsieur Alexandre COUCOUREUX sous le numéro 81182846

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU TARN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Bureau des exploitations agricoles, de la forêt et de la chasse

Albi, le mardi 22 mai 2018

à l'attention de

**Monsieur Alexandre COUCOUREUX**
Le Village

81170 NOAILLES

Dossier suivi par : Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr

Tél. : 05.81.27.59.39
Fax : 05 81 27 51 07

Objet : Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception le 17/05/2018 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter 77,82 ha SAU, terres situées sur les communes de VILLENEUVE-SUR-VERE (12.97 ha), de SOUEL (21.94 ha), de DONNAZAC (0.40 ha) et de NOAILLES (42.51 ha), appartenant à Madame Dorothy COLOMB (12.97 ha), à Monsieur Olivier CARMONA (3.76 ha), à Madame Nadine NEGRE (10.40 ha), à Monsieur Claude FASSINO (11.11 ha), à Madame Marie-Françoise LAPERRUQUE (4.50 ha), à Monsieur Bernard FAVIER (2.16 ha), à la SCI MYBOONS ESTATE (0.93 ha), à Monsieur François MONCERE (4.84 ha) et à Monsieur Jean-Paul ECHE (27.15 ha).

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **17/05/2018**
- Numéro d'enregistrement : **n° 81182846**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **18 septembre 2018.**

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole
et forestière

Laure HEIM

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-09-05-004

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à Monsieur Cédric CARME sous le numéro 81182838

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU TARN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Bureau des exploitations agricoles, de la forêt et de la chasse

Albi, le mardi 15 mai 2018

à l'attention de

**Monsieur Cédric CARME**
3, les Estrabauts Hauts

81240 SAINT-AMANS-SOULT

Dossier suivi par : Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr

Tél. : 05.81.27.59.39
Fax : 05 81 27 51 07

Objet : Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception le 04/05/2018 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter 4,05 ha SAU, terres situées sur la commune de SAINT-AMANS-SOULT, appartenant à l'Indivision REILLE – SOULT (1.98 ha) et à Monsieur Thierry IZARD (2.07 ha).

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **04/05/2018**
- Numéro d'enregistrement : **n° 81182838**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **5 septembre 2018.**

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole
et forestière

Laure HEIM

Visites et appels téléphoniques uniquement les matinées des lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 11 h 30

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-09-12-005

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à Monsieur Jean-Claude PITOT sous le numéro 81182843

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU TARN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Bureau des exploitations agricoles, de la forêt et de la chasse

Dossier suivi par : Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr

Tél. : 05.81.27.59.39
Fax : 05 81 27 51 07

Albi, le vendredi 18 mai 2018

à l'attention de

**Monsieur Jean-Claude PITOT**
Les Goubels

81800 GRAZAC

Objet : Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception le 11/05/2018 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter 3,07 ha SAU, terres situées sur la commune de RABASTENS, appartenant à Monsieur Arnaud DELPOUX et à Madame Valérie LELOUP.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **11/05/2018**
- Numéro d'enregistrement : **n° 81182843**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **12 septembre 2018.**

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole
et forestière

Laure HEIM

Visites et appels téléphoniques uniquement les matinées des lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 11 h 30

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-09-08-001

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à Monsieur Mathieu COMPAN sous le numéro 81182840

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU TARN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Bureau des exploitations agricoles, de la forêt et de la chasse

Dossier suivi par : Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr

Tél. : 05.81.27.59.39
Fax : 05 81 27 51 07

Albi, le mercredi 16 mai 2018

à l'attention de

**Monsieur Mathieu COMPAN**
Roqueviane

81170 TONNAC

Objet : Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception le 07/05/2018 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter 14,42 ha SAU, terres situées sur les communes de MARNAVES (6.85 ha) et de LABARTHE-BLEYS (7.57 ha), appartenant à Monsieur Guy CANTALOUBE.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **07/05/2018**
- Numéro d'enregistrement : **n° 81182840**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **8 septembre 2018.**

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole
~~et forestière~~

Laure HEIM

Visites et appels téléphoniques uniquement les matinées des lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 11 h 30

Direction Départementale des Territoires

R76-2018-09-15-001

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à Monsieur Thierry BAYSSE sous le numéro 811182845

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU TARN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Bureau des exploitations agricoles, de la forêt et de la chasse

Albi, le mardi 22 mai 2018

à l'attention de

**Monsieur Thierry BAYSSE**
La Permoulie

81350 SAINT-JEAN-DE-MARCEL

Dossier suivi par : Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr

Tél. : 05.81.27.59.39
Fax : 05 81 27 51 07

Objet : Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception le 14/05/2018 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter 9,12 ha SAU, terres situées sur la commune de SAINT-JEAN-DE-MARCEL, appartenant à Madame Sylvie BLEYS.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **14/05/2018**
- Numéro d'enregistrement : **n° 81182845**

**En l'absence de réponse de l'administration** dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **15 septembre 2018.**

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus.**

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

**Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole
et forestière

Laure HEIM

Visites et appels téléphoniques uniquement les matinées des lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 11 h 30

# DRAC

## R76-2018-09-21-002

## Arrêté portant modification de l'arrêté du 12 octobre 2017 portant composition de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture d'Occitanie

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 12 octobre 2017 portant composition de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture d'Occitanie**

Le Préfet de la région Occitanie
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code du patrimoine, notamment ses articles L.611-2 et R.611-17 à R.611-25 ;
VU le code des relations entre le public et l'administration, et notamment le chapitre III du titre III du livre 1er ;
VU le code de l'urbanisme ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU les avis et propositions du directeur régional des affaires culturelles d'Occitanie ;
Vu l'arrêté du Préfet de région en date du 12 octobre 2017 portant nomination des membres de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture d'Occitanie,

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

**ARRÊTE**

**Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté du 12 octobre 2017 sont modifiés comme suit :**

**Article 1er** : M. Martin MALVY, conseiller municipal de Figeac, est nommé président de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture de la région Occitanie.

**Article 2** : sont nommés membres de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture de la région Occitanie :

**1 - Au titre de la 1ère section "Protection et valorisation de l'architecture et du patrimoine immobilier" :**

***En qualité de membres de droit :***
- le préfet de région
- le directeur régional des affaires culturelles
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- le chef de l'inspection des patrimoines
- le conservateur régional des monuments historiques
- le conservateur régional de l'archéologie

***En qualité de représentants de l'État*** :

| Trois titulaires | Trois suppléants |
|---|---|
| M. Eric RADOVITCH, chef de l'UDAP de Haute-Garonne | Mme Sophie LOUBENS, cheffe de l'UDAP de l'Hérault |
| Mme Valérie GAUDARD, conservatrice des monuments historiques | M. Philippe HERTEL, conservateur des monuments historiques |
| M. Philippe GISCLARD, architecte des bâtiments de | M. François BRETON, architecte des bâtiments de |

| | |
|---|---|
| France, UDAP de Tarn-et-Garonne | France, UDAP de l'Aude |

***En qualité de titulaires d'un mandat électif national ou local*** :

| Six titulaires | Six suppléants |
|---|---|
| M. Martin MALVY, conseiller municipal de Figeac (46), **président de la Commission régionale du patrimoine et de l'architecture (CRPA)** | M. Renaud CALVAT, conseiller départemental de l'Hérault, maire de Jacou (34) |
| Mme Claire LAPEYRONIE, vice-présidente de l'agglomération du Gard Rhodanien, adjointe au maire de Pont-Saint-Esprit (30) | Mme Catherine MARLAS, conseillère départementale du Lot (46) |
| Mme Annette LAIGNEAU, vice-présidente de Toulouse-Métropole, adjointe au maire de Toulouse (31) | M. Philippe SAUREL, président de Montpellier Méditerranée Métropole, maire de Montpellier (34) |
| M. Jacques TAURINYA, maire de Baillestavy (66) | M. Jacques BRUNE, vice-président du conseil départemental des Hautes-Pyrénées, maire de Beaudéan (65) |
| M. Henri PRADALIER, adjoint au maire de Saint-Michel-de-Lanès (11) | Mme Christine TEQUI, vice-présidente du conseil départemental de l'Ariège, maire de Seix (09) |
| Mme Dominique SALOMON, vice-présidente du conseil régional en charge de la culture, du patrimoine et des langues régionales | Mme Aude LUMEAU-PRECEPTIS, membre de la commission culture du conseil régional |

***En qualité de représentants d'associations ou de fondations ayant pour objet de favoriser la connaissance, la protection, la conservation et la mise en valeur du patrimoine*** :

| Six titulaires | Six suppléants |
|---|---|
| Mme Marie-Hélène DELTORT, déléguée de la Demeure Historique | M. Michel de RIVOYRE, délégué de la Demeure Historique, correspondant Jardins |
| Mme Françoise de BARRAU, déléguée Aveyron et Occitanie des Vieilles Maisons Françaises | M. Olivier ICARD, délégué-adjoint de l'Hérault des Vieilles Maisons Françaises |
| M. René BRUN, délégué régional de la Fondation du Patrimoine pour l'Occitanie-Méditerranée | M. Charles MARÉCHAL, délégué départemental Haute-Garonne Nord pour la Fondation du Patrimoine |
| Mme Catherine COMPAIN-GAJAC, représentante de l'association Documentation et Conservation des édifices et sites du Mouvement Moderne (DOCOMOMO) | Mme Monique BOURIN, association Recherche sur les Charpentes et Plafonds Peints Médiévaux (RCPPM) |
| Mme Aline TOMASIN, association les Toulousains de Toulouse (31) | Mme Hélène DERONNE, Académie de Nîmes, maître de conférences honoraire (30) |
| M. Jacques MICHAUD, président de la société des arts sacrés de Narbonne (11), membre de l'association des Amis de Fontcaude (34) | M. Alain KLEIN, représentant de l'association ABRITERRE, Poucharramet (31) |

***En qualité de personnalités qualifiées :***

| Six titulaires |
|---|
| M. Alain VERNET, architecte du patrimoine |
| M. Roland CHABBERT, conservateur du patrimoine en charge des opérations d'inventaire |
| Mme Luce BARLANGUE, professeure émérite d'histoire de l'art contemporain, université Jean-Jaurès (Toulouse) |

| |
|---|
| Mme Laure BARTHET, conservatrice du musée Saint-Raymond à Toulouse |
| M. Luc DOUMENC, architecte et membre de l'association du collège des Ecossais |
| Mme Adriana SÉNART, maître de conférence à l'université Jean-Jaurès Toulouse |

**2 - Au titre de la 2ème section "Projets architecturaux et travaux sur immeubles" :**

***En qualité de membres de droit :***
- le préfet de région
- le directeur régional des affaires culturelles
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- le chef de l'inspection des patrimoines
- le conservateur régional des monuments historiques
- le conservateur régional de l'archéologie

***En qualité de représentants de l'État*** :

| Trois titulaires | Trois suppléants |
|---|---|
| M. François BRETON, architecte des bâtiments de France, UDAP de l'Aude | M. Pierre SICARD, architecte des bâtiments de France, UDAP du Lot |
| M. Denis MAGNOL, chef de l'UDAP du Gard | Mme Clémentine PEREZ-SAPPIA, cheffe de l'UDAP du Gers |
| M. Philippe HERTEL, conservateur des monuments historiques | Mme Manon VIDAL, conservatrice des monuments historiques |

***En qualité de titulaires d'un mandat électif national ou local*** :

| Six titulaires | Six suppléants |
|---|---|
| M. Martin MALVY, conseiller municipal de Figeac (46), **président de la CRPA** | Mme Isabelle CHESA, conseillère municipale de Carcassonne (11) |
| Mme Ghislaine CABESSUT, conseillère départementale Haute-Garonne, maire de Bouloc (31) | Mme Marie-José MAURIEGE, vice-présidente du conseil départemental (82) |
| M. Michel SIMON, adjoint au maire de Cahors (46) | Mme Claire LAPEYRONIE, adjointe au maire de Pont-Saint-Esprit (30) |
| M. Eddy VALADIER, maire de Saint-Gilles (30) | M. Jean-Claude GIORDANA, maire de Lauzerte (82) |
| Mme Caroline FERRIÈRE-SIRÈRE, adjointe au maire de Perpignan (66) | Mme Christine PRESNE, vice-présidente du conseil départemental (12) |
| M. Serge REGOURD, conseiller régional, président de la commission culture | M. Sébastien PLA, conseiller régional, président de la commission économie touristique |

***En qualité de représentants d'associations ou de fondations ayant pour objet de favoriser la connaissance, la protection, la conservation et la mise en valeur du patrimoine*** **:**

| Six titulaires | Six suppléants |
|---|---|
| M. Olivier ICARD, délégué-adjoint de l'Hérault, association Vieilles Maisons Françaises | Mme Françoise de BARRAU, déléguée Occitanie, déléguée de l'Aveyron, association Vieilles Maisons Françaises |
| M. Michel de RIVOYRE, délégué de la Demeure Historique, correspondant Jardins | Mme Marie-Hélène DELTORT, déléguée de la Demeure Historique |
| Mme Catherine BOUTRY, architecte-urbaniste et paysagiste d'aménagement, association sauvegarde | Mme Catherine COMPAIN-GAJAC, représentante de l'association Documentation et Conservation des |

| | |
|---|---|
| du jardin de la Reine (34) | édifices et sites du Mouvement Moderne (DOCOMOMO) |
| Mme Anne-Marie LLANTA, association Patrimoine et Environnement (30) | M. Charles MARÉCHAL, délégué départemental Haute-Garonne, Fondation du Patrimoine |
| M. Jean-Louis PAULET, architecte du patrimoine, Association des Architectes du patrimoine | Mme Élodie NOURRIGAT, architecte, agence NBJ Architectes, Association Champ Libre |
| M. Roland AGRECH, délégué régional de la fédération Patrimoine et Environnement Occitanie | Mme Claire DURAND, association Passe Muraille, membre de l'association Patrimoine et Environnement |

***En qualité de personnalités qualifiées*** :

| **Six titulaires** |
|---|
| Mme Catherine ROI, architecte paysagiste, SAS Roi architecture urbanisme paysage |
| M. Antoine BRUGUEROLLE, architecte du patrimoine |
| Mme Nicole ROUX-LOUPIAC, architecte |
| M. Laurent MACÉ, professeur en histoire médiévale, université Jean-Jaurès (Toulouse ) |
| M. Philippe GRUAT, archéologue, conseil départemental de l'Aveyron |
| Mme Brigitte MAS, directrice du CAUE de l'Hérault |

**3 - Au titre de la 3ème section "Protection des objets mobiliers et travaux" :**

***En qualité de membres de droit :***

- le préfet de région
- le directeur régional des affaires culturelles
- le chef de l'inspection des patrimoines
- le conservateur régional des monuments historiques
- le conservateur régional de l'archéologie

***En qualité de représentants de l'État*** :

| **Quatre titulaires** | **Quatre suppléants** |
|---|---|
| Mme Catherine GAICH, conservatrice des monuments historiques | M. Philippe HERTEL, conservateur des monuments historiques |
| Mme Ariane DOR, conservatrice des monuments historiques | M. Christophe PELLECUER, conservateur du patrimoine |
| Mme Isabelle BROU-POIRIER, architecte des bâtiments de France de la Haute-Garonne | M. Denis MAGNOL, architecte des bâtiments de France du Gard |
| Major Emmanuel GUIMBAUD (Toulouse) | Major Philippe ROMERO (Montpellier) |

***En qualité de titulaires d'un mandat électif national ou local*** :

| **Six Titulaires** | **Six Suppléants** |
|---|---|
| M. Martin MALVY, conseiller municipal de Figeac (46), **président de la CRPA** | Mme Aurélie CORBINEAU, maire de Verdun-sur-Garonne (82) |
| M. Jean-Noël BADENAS, maire de Puisserguier et | M. Emmanuel FABRE, maire de Vals (09) |

| | |
|---|---|
| président de la communauté de communes Sud Hérault (34), | |
| M. Jean VERDIER, maire de Valcabrère (31) | M. Philippe ANDRIEU, maire de Cépie (Aude) |
| Mme Sylvie CANDAU, maire de Dorres (66) | Mme Sarah LAURENS, vice-présidente de la communauté d'agglomération d'Albi (81) |
| Mme Delphine SOUBIROUX-MAGREZ, adjointe au maire de Gourdon (46) | Mme Régine BOURGADE, conseillère départementale déléguée au patrimoine, adjointe au maire de Mende (48) |
| M. Roger CAIZERGUES, maire de LAVERUNE (34) | M. Yoan RUMEAU, maire d'Aventignan (65) |

***En qualité de représentants d'associations ou de fondations ayant pour objet de favoriser la connaissance, la protection, la conservation et la mise en valeur du patrimoine*** :

| Six titulaires | Six suppléants |
|---|---|
| M. Thierry SABIN, délégué du Tarn de l'association Vieilles Maisons Françaises | Mme Françoise PLANCHE, déléguée de la Lozère de l'association Vieilles Maisons Françaises |
| Mme Marie-Hélène DELTORT, déléguée de la Demeure Historique | M. Michel de RIVOYRE, délégué de la Demeure Historique, correspondant Jardins |
| M. Roger GARDEZ, président de l'association pour la sauvegarde des valeurs archéologiques et culturelles (ASVAC), St Genis des Fontaines (66) | M. Pierre LANÇON, membre de la société des lettres de l'Aveyron |
| Mme Nelly DESSEAUX, membre du conseil d'administration de l'association Les amis de Virebent (31) | M. Daniel TRAVIER, association du musée des vallées cévenoles (30) |
| Mme Isabelle DARNAS, présidente de l'association des chantiers de fouilles et de restauration de la Lozère | Mme Valérie ROUSSET, membre de la société des études du Lot |
| Mme Elise RACHEZ, présidente de l'association des conservateurs restaurateurs de Méditerranée Pyrénées – Occitanie (ACRMP-Occitanie) | M. Bernard FENET, association diocésaine du Gard |

***En qualité de personnalités qualifiées*** :

| Six titulaires |
|---|
| M. Emmanuel MOUREAU, conservateur des antiquités et objets d'art du Tarn-et-Garonne |
| Mme Hélène PALOUZIÉ, conservatrice des antiquités et objets d'art de l'Hérault |
| Mme Natacha ABRIAT, conservatrice du patrimoine en charge des opérations d'inventaire |
| Mme Christine ARIBAUD, professeure d'histoire de l'art, université Jean-Jaurès (Toulouse) |
| Mme Michèle-Caroline HECK, professeure d'histoire de l'art moderne, université Paul-Valéry (Montpellier) |
| Mme Brigitte BENNETEU, conservatrice en chef du patrimoine honoraire |

**Article 3 :** sont nommés membres de la délégation permanente de chacune des sections :

**1 - au titre de la délégation permanente de la 1ère section "protection et valorisation de l'architecture et du patrimoine immobilier"**

***En qualité de membres de droit :***
- le directeur régional des affaires culturelles, ou son représentant,
- le conservateur régional des monuments historiques, ou son représentant,

***En qualité de membres désignés au sein des représentants de l'État nommés à la première section*** :

| Deux titulaires | Deux suppléants |
|---|---|
| Mme Valérie GAUDARD, conservatrice des monuments historiques | M. Philippe HERTEL, conservateur des monuments historiques |
| M. François BRETON, architecte des bâtiments de France de l'Aude | M. Philippe GISCLARD, chef de l'UDAP de Tarn-et-Garonne |

***En qualité de membres au sein des titulaires d'un mandat électif national ou local de la première section :***

| Deux titulaires | Deux suppléants |
|---|---|
| M. Martin MALVY, conseiller municipal de Figeac (46), **président de la CRPA** | M. Renaud CALVAT, conseiller départemental de l'Hérault, maire de Jacou (34) |
| Mme Claire LAPEYRONIE, vice-présidente de l'agglomération du Gard Rhodanien, adjointe au maire de Pont-Saint-Esprit (30) | Mme Christine TEQUI, vice-présidente du conseil départemental de l'Ariège, maire de Seix (09) |

***En qualité de membres désignés au sein des représentants d'associations ou de fondations de la première section***

| Deux titulaires | Deux suppléants |
|---|---|
| Mme Françoise de BARRAU, déléguée Aveyron des Vieilles Maisons Françaises | M. Olivier ICARD, délégué-adjoint de l'Hérault des Vieilles Maisons Françaises |
| M. Jacques MICHAUD, président de la société des arts sacrés de Narbonne, membre de l'association des Amis de Fontcaude | Mme Aline TOMASIN, présidente de l'association les Toulousains de Toulouse |

***En qualité de membres désignés au sein des personnalités qualifiées de la première section :***

| Deux titulaires |
|---|
| M. Roland CHABBERT, conservateur du patrimoine en charge des opérations d'inventaire |
| Mme Luce BARLANGUE, professeure émérite d'histoire de l'art contemporain, université Jean-Jaurès (Toulouse) |

**2 - Au titre de la délégation permanente de la 2ème section "Projets architecturaux et travaux sur immeubles" :**

***En qualité de membres de droit :***
- le directeur régional des affaires culturelles, ou son représentant,
- le conservateur régional des monuments historiques, ou son représentant

*En qualité de membres désignés au sein des représentants de l'État de la deuxième section* :

| Deux titulaires | Deux suppléants |
|---|---|
| Mme Clémentine PÉREZ-SAPPIA, chef de l'UDAP du Gers | M. Pierre SICARD, architecte des bâtiments de France, UDAP du Lot |
| Mme Manon VIDAL, conservatrice des monuments historiques | M. Philippe HERTEL, conservateur des monuments historiques |

*En qualité de membres désignés au sein des titulaires d'un mandat électif national ou local de la deuxième section* :

| Deux titulaires | Deux suppléants |
|---|---|
| M. Martin MALVY, conseiller municipal de Figeac (46), **président de la CRPA** | Mme Caroline FERRIÈRE-SIRÈRE, adjointe au maire de Perpignan (66) |
| Mme Ghislaine CABESSUT, conseillère départementale Haute-Garonne, maire de Bouloc (31) | Mme Isabelle CHESA, conseillère municipale de Carcassonne (11) |

*En qualité de membres désignés au sein des représentants d'associations ou de fondations de la deuxième section* **:**

| Deux titulaires | Deux suppléants |
|---|---|
| Mme Catherine BOUTRY, architecte-urbaniste et paysagiste d'aménagement, association sauvegarde du jardin de la Reine (34) | Mme Françoise de BARRAU, déléguée Occitanie, déléguée de l'Aveyron, association Vieilles Maisons Françaises |
| M. Charles MARÉCHAL, délégué départemental Haute-Garonne, Fondation du Patrimoine | Mme Anne-Marie LLANTA, association Patrimoine et Environnement (30) |

*En qualité de membres désignés au sein des personnalités qualifiées de la deuxième section* :

| Deux titulaires |
|---|
| Mme Catherine ROI, architecte paysagiste |
| Mme Brigitte MAS, directrice du CAUE de l'Hérault |

**3 - Au titre de la délégation permanente de la 3ème section "Protection des objets mobiliers et travaux" :**

*En qualité de membres de droit :*
- le directeur régional des affaires culturelles, ou son représentant,
- le conservateur régional des monuments historiques, ou son représentant,

*En qualité de membres désignés au sein des représentants de l'État de la troisième section* :

| Deux titulaires | Deux suppléants |
|---|---|
| M. Philippe HERTEL, conservateur des monuments historiques | Mme Catherine GAICH, conservatrice des monuments historiques |
| Mme Isabelle BROU-POIRIER, architecte des bâtiments de France de la Haute-Garonne | M. Denis MAGNOL, architecte des bâtiments de France du Gard |

***En qualité de membres désignés au sein des membres titulaires d'un mandat électif national ou local de la troisième section*** :

| Deux titulaires | Deux suppléants |
|---|---|
| M. Martin MALVY, conseiller municipal de Figeac (46), **président de la CRPA** | Mme Sylvie CANDAU, maire de Dorres (66) |
| M. Roger CAIZERGUES, maire de LAVERUNE (34) | Mme Sarah LAURENS, vice-présidente de la communauté d'agglomération d'Albi (81) |

***En qualité de représentants d'associations ou de fondations désignés au sein des représentants de la troisième section*** :

| Deux titulaires | Deux suppléants |
|---|---|
| Mme Nelly DESSEAUX, membre du conseil d'administration de l'association Les amis de Virebent (31) | Mme Marie-Hélène DELTORT, déléguée de la Demeure Historique |
| Mme Isabelle DARNAS, présidente de l'association des chantiers de fouilles et de restauration de la Lozère | Mme Élise RACHEZ, présidente de l'association des conservateurs restaurateurs de Méditerranée Pyrénées – Occitanie (ACRMP-Occitanie) |

***En qualité de personnalités qualifiées désignées au sein de la troisième section*** :

| Deux titulaires |
|---|
| Mme Hélène PALOUZIÉ, conservatrice des antiquités et objets d'art de l'Hérault |
| Mme Natacha ABRIAT, conservatrice du patrimoine en charge des opérations d'inventaire |

**Article 4 :** sont désignés membres du comité des sections :

***En qualité de membres de droit :***
- le président de la commission
- le préfet de région
- le directeur régional des affaires culturelles
- le conservateur régional des monuments historiques

***En qualité de représentants des membres nommés au sein de chaque section :***

| Section | Six titulaires | Six suppléants |
|---|---|---|
| 1 | Mme Valérie GAUDARD, conservatrice des monuments historiques, | M. Philippe GISCLARD, architecte des bâtiments de France, UDAP de Tarn-et-Garonne |
| | M. Jacques MICHAUD, président de la société des arts sacrés de Narbonne (11), membre de l'association des Amis de Fontcaude (34) | M. Alain KLEIN, représentant de l'association ABRITERRE, Poucharramet (31) |
| 2 | M. Michel SIMON, adjoint au maire de Cahors (46) | Mme Claire LAPEYRONIE, adjointe au maire de Pont-Saint-Esprit (30) |
| | M. Serge REGOURD, conseiller régional, président de la commission culture | M. Sébastien PLA, conseiller régional, président de la commission économie touristique |
| 3 | Mme Hélène PALOUZIÉ, conservatrice des antiquités et objets d'art de l'Hérault | Mme Nelly DESSEAUX, membre du conseil d'administration de l'association Les amis de Virebent (31) |
| | Mme Valérie ROUSSET, membre de la société des études du Lot | Mme Isabelle DARNAS, présidente de l'association des chantiers de fouilles et de restauration de la Lozère |

Le reste sans changement.

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Toulouse, le 21 SEP. 2018

Pascal MAILHOS

DRFIP Occitanie

R76-2018-09-06-020

# Convention de délégation de gestion de la mission de tutelle sur le Conseil régional de l'Ordre des experts comptables de Montpellier

*Convention entre la DRFiP Occitanie et la DDFiP de l'Hérault pour la tutelle des pouvoirs publics sur le Conseil régional de l'Ordre des experts comptables de Montpellier*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'économie et des finances

**Convention de délégation de gestion de la mission de tutelle sur le Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables de MONTPELLIER**
**(départements de l'ancienne région Languedoc- Roussillon et département de l'Aveyron)**

La présente délégation est conclue en application des textes suivants :

-- Ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 modifiée portant institution de l'Ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable, notamment son article 56;

-- Décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat;

-- Décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques;

-- Décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable;

- Décret n° 2014-404 du 16 avril 2014 relatif aux attributions du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique;

- Arrêté du 3 mai 2012 portant agrément du règlement intérieur de l'ordre des experts-comptables;

- Arrêté du 14 juin 2016 portant agrément d'un nouveau titre Ier relatif aux élections aux conseils de l'ordre.

Entre le Directeur régional des finances publiques de la région OCCITANIE, commissaire du Gouvernement auprès du conseil régional de l'ordre des experts-comptables de MONTPELLIER (départements de l'ancienne région Languedoc-Roussillon et département de l'Aveyron), désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

et le Directeur départemental des finances publiques de l'HERAULT, désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1er : Objet de la délégation**

Au nom et pour le compte du délégant, le délégataire est chargé d'exercer la tutelle des pouvoirs publics sur le conseil régional de l'ordre des experts-comptables de MONTPELLIER (départements de l'ancienne région Languedoc-Roussillon et département de l'Aveyron), en qualité de délégataire du commissaire du Gouvernement. Le délégant est responsable des actes accomplis par le délégataire.

Le délégataire peut déléguer tout ou partie de ses fonctions à l'un de ses collaborateurs.

**Article 2 : Actes et prestations accomplies par le délégataire**

Le délégataire du commissaire du Gouvernement assure notamment pour le compte du délégant les actes et prestations suivantes :

1 – Intervention dans la procédure électorale en application des articles 9 du décret du 30 mars 2012 et du titre I$^{er}$ du règlement intérieur de l'ordre des experts-comptables

- Le délégataire est membre du bureau de vote du conseil régional. A ce titre, le délégataire signe le procès verbal qui proclame le résultat des élections;

- Le délégataire est également habilité à déférer les opérations électorales devant le tribunal administratif.

2 – Contrôle du conseil régional de l'Ordre des experts-comptables, en application de l'article 57 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, ainsi que des articles 33 et 34 du décret du 30 mars 2012

- Le délégataire assiste aux séances du conseil régional, de l'assemblée générale et des divers organes de l'ordre;

- Le délégataire peut être chargé du contrôle du fonctionnement du conseil régional de l'ordre, de l'exécution de son budget et de la vérification de leurs comptes;

- Le délégataire approuve, de manière expresse ou tacite, les décisions du conseil régional, afin de les rendre exécutoires.

3 – Participation à l'inscription au tableau de l'Ordre

- Le délégataire participe à la procédure générale d'inscription au tableau de l'Ordre définie aux articles 114 et suivants du décret du 30 mars 2012;

- ♦ Le délégataire réalise une enquête de moralité sur le candidat, portant notamment sur le comportement fiscal de l'intéressé. Conformément à l'article L.121 du livre des procédures fiscales (LPF), le délégataire est délié de son obligation au secret professionnel pour transmettre le résultat de l'enquête au Conseil régional de l'Ordre, accompagné de son avis favorable ou défavorable à l'inscription de l'intéressé;
- ♦ Le délégataire effectue, le cas échéant, un recours auprès du comité national du tableau contre la décision du conseil régional d'inscription ou de refus d'inscription.

- Le délégataire participe à la procédure d'inscription au tableau de l'Ordre prévue à l'article 84 du décret précité, en application de l'article « 7 bis » de l'ordonnance précitée;

- ♦ Le délégataire réceptionne les demandes d'inscription au tableau de l'Ordre et les instruit;
- ♦ Le délégataire assure le secrétariat et la présidence de la commission régionale et veille à sa composition conformément à l'article 86 du décret précité;
- ♦ Le délégataire forme, le cas échéant, un appel des décisions de la commission régionale devant la commission nationale : le délégataire transmet à la commission nationale l'intégralité du dossier et produit ses conclusions. Le délégataire informe le candidat de l'appel formé ainsi que des motifs invoqués.

4 - Participation à la discipline des experts-comptables et à la surveillance de l'exercice de la profession
- Le délégataire reçoit de l'administration fiscale les renseignements nécessaires pour exercer ses missions, qu'il peut communiquer au conseil régional de l'ordre ou à la chambre de discipline en matière de discipline et d'exercice illégal, conformément aux articles L.121 et L.166 C du LPF;
- Le délégataire peut former devant la chambre régionale de discipline toute action contre les personnes ou sociétés soumises à la surveillance et au contrôle disciplinaire de l'Ordre. Le délégataire du commissaire du gouvernement est alors délié du secret professionnel en application de l'article L.121 du LPF. Le délégataire assiste, sans participer aux délibérés, aux séances de la chambre régionale de discipline. Le délégataire peut déférer à la chambre nationale de discipline les décisions de la chambre régionale de discipline.

5 - Autorisation et conventionnement avec les professionnels de l'expertise comptable prévus à l'article 1649 quater L du code général des impôts (CGI)
Le délégataire est compétent pour autoriser à ce titre un candidat à l'inscription au tableau de l'ordre ou un professionnel qui souhaite bénéficier de ce dispositif. Le délégataire notifie sa décision au candidat et au conseil régional et le cas échéant, à la commission nationale d'inscription prévue à l'article 42 bis de l'ordonnance de 1945 précitée. Le délégataire est susceptible également de retirer cette autorisation dans les conditions prévues aux articles 371 bis B et 371 bis J de l'annexe II au CGI. Le délégataire tient la liste des professionnels de l'expertise comptable autorisés en application de l'article 1649 quater L du CGI.
Le délégataire instruit le dossier déposé par un professionnel et conclut avec lui une convention.
Le délégataire peut résilier la convention dans les conditions prévues à l'article 371 bis H de l'annexe II au CGI.

**Article 3 : Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par la présente convention. Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations et à rendre compte régulièrement à son délégant au plus tard au terme de chaque année civile ou au terme de la délégation en cas de dénonciation.

### Article 4 : Obligations du délégant

Le délégant s'engage à fournir en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

### Article 5 : Modification du document

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant.

### Article 6 : Publication, durée, reconduction et résiliation de la convention

La présente convention et ses avenants font l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs.

Cette convention prend effet au lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs.

Elle prend fin à la date d'effet de l'arrêté portant modification de la circonscription géographique des conseils régionaux de l'ordre des experts-comptables.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite.

Fait à Toulouse, le 06/09/2018 en deux exemplaires.

| *Le délégant* | *Le délégataire* |
|---|---|
| Le Directeur régional des finances publiques d'OCCITANIE, Commissaire du Gouvernement auprès du conseil régional de l'ordre des experts-comptables de Montpellier,<br><br>Hugues PERRIN | Le Directeur départemental des finances publiques de l'HERAULT,<br><br>Samuel BARREAULT |

DRFIP Occitanie

R76-2018-07-26-004

# Convention de délégation de gestion CHORUS entre les DDFiP du Lot et de l'Hérault

*Convention de délégation de gestion entre les DDFiP du Lot et de l'Hérault pour l'ordonnancement des dépenses des programmes 156, 218 et 723 dans le cadre de CHORUS*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# CONVENTION DE DELEGATION DE GESTION ENTRE LA DDFIP DU LOT ET LA DDFIP DE L'HERAULT

La présente délégation est conclue en application du décret 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État modifié par le décret n°2005-436 du 9 mai 2005 portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier et dans le cadre de la délégation d'ordonnancement secondaire du Préfet du Lot du 26 juillet2018.

Entre la **Direction Départementale des Finances Publiques du Lot,** représentée par **Gérard VIXÈGE,** directeur du pôle « Pilotage et Ressources », désignée sous le terme de **"délégant"**, d'une part,

Et

La **Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault,** représentée par **André PIERRE** directeur « Ressources », désignée sous le terme de **"délégataire"**, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

## Article 1er: Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses relevant des programmes :

- 156 - « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local »,
- 218 - « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières »,
- 723 - « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État ».

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

La délégation de gestion porte sur les actes de gestion et d'ordonnancement secondaire des dépenses précisés dans les articles ci-dessous.

Un contrat de service conclu entre le délégant et le délégataire visé par l'ordonnateur secondaire de droit précise les engagements réciproques, le cadre et les modalités de fonctionnement entre les services.

## Article 2 : Prestations accomplies par le délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après ; à ce titre, la délégation emporte délégation de la fonction d'ordonnateur pour l'engagement, la liquidation et l'établissement des ordres à payer.

1. Le délégataire assure pour le compte du délégant les actes suivants :

a. il saisit et valide les engagements juridiques,

b. il notifie aux fournisseurs les bons de commande sur marchés,

c. il saisit la date de notification des actes,

d. il réalise, lorsqu'il y a lieu, la saisine du contrôleur financier et de l'ordonnateur secondaire selon les seuils fixés,

e. il enregistre la certification du service fait valant ordre de payer en mode facturier,

f. il instruit, saisit et valide les demandes de paiement quand elles ne sont pas créées par le service facturier,

g. il réalise, en liaison avec les services du délégant, les travaux de fin de gestion,

h. il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations,

i. il assiste le délégant dans la mise en œuvre du contrôle interne comptable et met en œuvre le contrôle interne comptable de 1er niveau au sein de sa structure,

j. il réalise l'archivage des pièces qui lui incombent.

2. Le délégant reste responsable, dans le cadre de la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire, de :

a. la décision des dépenses,

b. la constatation du service fait,

c. le pilotage des crédits de paiement,

d. l'archivage des pièces qui lui incombent.

## Article 3 : Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte de son activité selon les délais définis dans le contrat de service.

Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées et à l'avertir sans délai en cas d'indisponibilité des crédits.

## Article 4 : Obligations du délégant

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission. Le contrat de service précise les éléments attendus.

Il adresse une copie de ce document au contrôleur financier et au comptable assignataire concernés.

## Article 5 : Exécution financière de la délégation

Le délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés, sous sa responsabilité, la validation dans CHORUS des actes d'ordonnancement. La liste des agents qui exerceront dans l'outil les actes nécessitant la qualité d'ordonnateur secondaire est précisée en annexe du contrat de service.

## Article 6 : Modification du document

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant validé par l'ordonnateur secondaire de droit dont un exemplaire est transmis aux destinataires du présent document mentionnés à l'article 4.

## Article 7 : Durée, reconduction et résiliation du document

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées. Il est établi pour l'année 2018 et reconduit tacitement, d'année en année.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite ; l'ordonnateur secondaire de droit, le comptable assignataire et le contrôleur budgétaire doivent en être informés.

La convention de délégation de gestion est transmise au contrôleur financier et au comptable assignataire, accompagnée de la délégation d'ordonnancement secondaire du délégant et du délégataire.

Ce document sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Occitanie.

Fait, à Cahors, le 26 juillet 2018

| | |
|---|---|
| **Le délégant**<br>Direction départementale des Finances publiques du Lot<br><br>**Gérard VIXÈGE**<br>OSD par délégation du Préfet du Lot<br>en date du 26 juillet 2018 | **Le délégataire**<br>Direction départementale des Finances publiques de l'Hérault<br><br>**André PIERRE** |
| **Visa du Préfet du Lot**<br><br>**Jérôme FILIPPINI** | **Visa du Préfet de la région Occitanie**<br>Préfet de la Haute Garonne |

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-11-005

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Adaptation à la Vie Active géré par l'association FARE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Adaptation à la Vie Active géré par l'Association FARE

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 13 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date du 24 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 31 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Adaptation à la Vie Active géré par l'association FARE sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 3 000 € | **100 864 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 89 864 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 8 000 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 47 364 € | **100 864 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 53 500 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 0 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Adaptation à la Vie Active géré par l'association FARE est fixée à 47 364 € (*quarante sept mille trois cent soixante quatre euros).*

Cette dotation a déjà été versée pour 2018 sur les douzièmes avancés de janvier à juin 2018.

**ARTICLE 3 :**

Suite aux délibérations du conseil d'administration de l'association et du dialogue de gestion entre l'association et la DDCS en date du 27 juin 2018, il est acté la fin du financement du Centre d'Adaptation à la Vie Active à compter du 30 juin 2018 et la fermeture de l'activité du centre au 31 décembre 2018.

**ARTICLE 4 :**

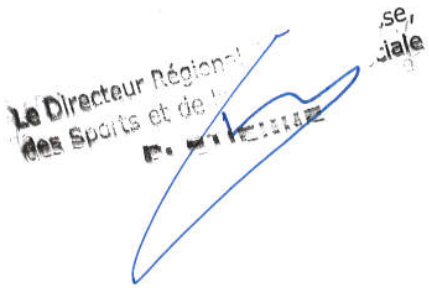
La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 11 SEP. 2018



DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-11-004

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Adaptation à la Vie Active géré par l'association ADAGES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Adaptation à la Vie Active géré par l'Association ADAGES

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 16 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date des 23 et 30 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 31 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Adaptation à la Vie Active géré par l'association ADAGES sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 3 361,78 € | **85 734,00 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 58 649,00 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 23 723,22 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 85 734,00 € | **85 734,00 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 0,00 e | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 0,00 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Adaptation à la Vie Active géré par l'association ADAGES est fixée à 85 734 € (*quatre vingt cinq mille sept cent trente quatre euros)*.

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 7 144,50 € (*sept mille cent quarante quatre euros et cinquante centimes*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Centre d'Adaptation à la Vie Active géré par l'association ADAGES, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**CAVA :**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051211 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02 .01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-11 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | ADAGES REGAIN |
| **Banque** : | CREDIT COOPERATIF |
| **Domiciliation** : | Montpellier |
| **N° compte** : | 42559-10000-08002754422-88 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 11 SEP. 2018

Le Directeur [illegible] de la Jeunesse, des S[illegible] de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-18-007

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS "Bouissonnade" géré par le CCAS de Montpellier

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) « BOUISSSONNADE » géré par le CCAS DE MONTPELLIER

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 18 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date du 27 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 31 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale BOUISSONNADE géré par le CCAS DE MONTPELLIER sont autorisées comme suit :

| | **Groupes fonctionnels** | **Montants en Euros** | **Total en Euros** |
|---|---|---|---|
| ***Dépenses*** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 48 000 € | **674 004 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 491 000 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 135 004 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 540 192 € | **674 004 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 86 500 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 12 041 € | |
| | Excédent | 35 271 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale BOUISSONNADE géré par le CCAS DE MONTPELLIER est fixée à 540 192 € (*cinq cent quarante mille cent quatre vingt douze euros)* dont 4 004 € de Crédits Non Reconductibles (CNR).

Insertion : 463 500 €
Urgence : 76 692 €

La dotation globale de financement hors CNR est fixée à 536 188 € (cinq cent trente six mille cent quatre vingt huit euros).

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 44 682,33 € (*quarante quatre mille six cent quatre vingt deux euros et trente trois centimes*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale BOUISSONNADE géré par le CCAS DE MONTPELLIER, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**CHRS INSERTION:**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051210 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | CCAS DE MONTPELLIER |
| **Banque** : | BANQUE DE FRANCE – TRESORERIE MUNICIPALE DE MONTPELLIER |
| **N° compte** : | 30001-00572-E3400000000-10 |

**CHRS URGENCE:**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051212 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02 .01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | CCAS DE MONTPELLIER |
| **Banque** : | BANQUE DE FRANCE – TRESORERIE MUNICIPALE DE MONTPELLIER |
| **N° compte** : | 30001-00572-E3400000000-10 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 18 SEP. 2018

Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-18-008

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS "Chauliac Rauzy" géré par l'Association AERS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) « Chauliac Rauzy » géré par l'Association AERS

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 16 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date du 20 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 27 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association AERS sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 78 376 € | **947 468 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 493 209 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 375 883 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 706 919 € | **947 468 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 193 864 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 46 685 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association AERS est fixée à 706 919 € (*sept cent six mille neuf cent dix neuf euros)* dont 5 240 € de Crédits Non Reconductibles (CNR).

Insertion : 647 900 €
Urgence : 59 019 €

La dotation globale de financement hors CNR est fixée à 701 679 € (sept cent un mille six cent soixante dix neuf euros).

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 58 473,25 € (*cinquante huit mille quatre cent soixante treize euros et vingt cinq centimes*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association AERS, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**CHRS INSERTION:**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051210 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02 .01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | AERS |
| **Banque** : | CRCA |
| **Domiciliation** : | MTP CELLENEUVE |
| **N° compte** : | 13506 – 10000 – 03218260000/07 |

**CHRS URGENCE:**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051212 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02 .01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | AERS |
| **Banque** : | CRCA |
| **Domiciliation** : | MTP CELLENEUVE |
| **N° compte** : | 13506 – 10000 – 03218260000/07 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 18 SEP. 2018

Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-18-013

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS "DELBREL" géré par l'Association L'Avitarelle

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) « DELBREL » géré par l'Association L'AVITARELLE

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** la signature du CPOM en date du 21 juin 2017 ;

**VU** la détermination des dotations globales de financement des établissements relevant de la gestion de l'association L'AVITARELLE en date du 18 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er :**

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale DELBREL géré par l'association L'AVITARELLE est autorisée comme suit :

| CHRS DELBREL | Nombre de place | Montant | Domaine fonctionnel | Code activité |
|---|---|---|---|---|
| **Hébergement insertion** | 40 | 576 000 € | 0177-12-10 | 017701051210 |
| **Hébergement urgence** | 5 | 67 331 € | 0177-12-10 | 017701051212 |
| **TOTAL** | **45** | **643 331 €** | | |

**ARTICLE 2 :**

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale DELBREL géré par l'association L'AVITARELLE est fixée à 643 331 € (*six cent quarante trois mille trois cent trente et un euros)* dont 4 768 € de Crédits Non Reconductibles (CNR).

La dotation globale de financement hors CNR est fixée à 638 563 € (six cent trente huit mille cinq cent soixante trois euros).

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 53 213,58 € (*cinquante trois mille deux cent treize euros et cinquante huit centimes*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale DELBREL géré par l'association L'AVITARELLE, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**CHRS INSERTION:**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051210 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | L'AVITARELLE ASSOCIATION |
| **Banque** : | CREDIT COOPERATIF |
| **Domiciliation** : | MONTPELLIER |
| **N° compte** : | 42559 – 10000 – 08002944580 - 71 |

**CHRS URGENCE:**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051212 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | L'AVITARELLE ASSOCIATION |
| **Banque** : | CREDIT COOPERATIF |
| **Domiciliation** : | MONTPELLIER |
| **N° compte** : | 42559 – 10000 – 08002944580 - 71 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 18 SEP. 2018

Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-18-011

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS "L'OUSTAL" géré par l'Association Gestare

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) « L'OUSTAL » géré par l'Association GESTARE

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 13 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date du 24 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 30 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale L'OUSTAL géré par l'association GESTARE sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 80 000,00 € | **911 999,88 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 570 000,00 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 261 999,88 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 761 890,88 € | **911 999,88 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 150 109,00 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 0,00 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale L'OUSTAL géré par l'association GESTARE est fixée à 761 890,88 € (sept cent soixante et un mille huit cent quatre vingt dix euros et quatre vingt huit centimes).

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 63 490,91 € (*soixante trois mille quatre cent quatre vingt dix euros et quatre vingt onze centimes*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale L'OUSTAL géré par l'association GESTARE, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**CHRS :**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051210 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | GESTARE |
| **Banque** : | Caisse d'épargne Languedoc Roussillon |
| **N° compte** : | 13485/00800/08912753656/51 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 18 SEP. 2018

Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-18-006

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS ACALA géré par l'association L'Avitarelle

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) « ACALA » géré par l'Association L'AVITARELLE

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** la signature du CPOM en date du 21 juin 2017 ;

**VU** la détermination des dotations globales de financement des établissements relevant de la gestion de l'association l'Avitarelle en date du 18 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er :**

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale ACALA géré par l'association L'AVITARELLE est autorisée comme suit :

| CHRS ACALA | Nombre de place | Montant | Domaine fonctionnel | Code activité |
|---|---|---|---|---|
| **Hébergement insertion** | 30 | 499 500 € | 0177-12-10 | 017701051210 |
| **Hébergement urgence** | 65 | 886 443 € | 0177-12-10 | 017701051212 |
| **TOTAL** | **95** | **1 385 943 €** | | |

**ARTICLE 2 :**

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale ACALA géré par l'association L'AVITARELLE est fixée à 1 385 943 € (*un million trois cent quatre vingt cinq mille neuf cent quarante trois euros)* dont 10 273 € de Crédits Non Reconductibles (CNR).

La dotation globale de financement hors CNR est fixée à 1 375 670 € (un million trois cent soixante quinze mille six cent soixante dix euros).

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 114 639,17 € (*cent quatorze mille six cent trente neuf euros et dix sept centimes*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale ACALA géré par l'association L'AVITARELLE, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**CHRS INSERTION:**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051210 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | L'AVITARELLE ASSOCIATION |
| **Banque** : | CREDIT COOPERATIF |
| **Domiciliation** : | MONTPELLIER |
| **N° compte** : | 42559 – 10000 – 08002944580 - 71 |

**CHRS URGENCE:**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051212 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | L'AVITARELLE ASSOCIATION |
| **Banque** : | CREDIT COOPERATIF |
| **Domiciliation** : | MONTPELLIER |
| **N° compte** : | 42559 – 10000 – 08002944580 - 71 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 18 SEP. 2018

Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-18-005

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS géré par l'association ABES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) géré par l'Association ABES

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 13 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date du 19 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 30 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association ABES sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 55 000 € | **817 279 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 697 000 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 65 279 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 712 279 € | **817 279 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 52 000 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 53 000 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association ABES est fixée à 712 279 € (*sept cent douze mille deux cent soixante dix neuf euros)* dont 5 279 € de Crédits Non Reconductibles (CNR).

Insertion : 624 000 €
Stabilisation : 88 279 €

La dotation globale de financement hors CNR est fixée à 707 000 € (sept cent sept mille euros).

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 58 916,67 € (*cinquante huit mille neuf cent seize euros et soixante sept centimes*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association ABES, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**CHRS :**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051210 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02 .01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | ABES |
| **Banque** : | CE LR |
| **Domiciliation** : | Béziers Hauts Cantons |
| **N° compte** : | 13485 – 00800 – 08913287863 – 64 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 18 SEP. 2018

Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-03-031

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS géré par l'Association Albert Peyriguère à Odos

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) géré par l'Association Albert Peyriguère

Le Préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 20 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Hautes-Pyrénées dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 11 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date du 17 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 19 juillet 2018 ;

**VU** le visa du contrôleur budgétaire régional n°498/18 en date du 23 août 2018 ;

**SUR** proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Hautes-Pyrénées ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association Albert Peyriguère sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en euros | Total en euros |
|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | Groupe 1 :<br>Dépenses d'exploitation courante | 234 230,00 | **1 459 837,00** |
| | Groupe 2 :<br>Dépenses afférentes au personnel | 1 036 247,00 | |
| | Groupe 3 :<br>Dépenses afférentes à la structure | 189 360,00 | |
| **PRODUITS** | Groupe 1 :<br>Produits de la tarification | 1 387 639,00 | **1 459 837,00** |
| | Groupe 2 :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 59 510,00 | |
| | Groupe 3 :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 12 688,00 | |

**ARTICLE 2 :**

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association Albert Peyriguère est fixée à **1 387 639 €** (un million trois cent quatre-vingt-sept mille six cent trente-neuf euros).

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à

**115 636,58 €** (*cent quinze mille six cent trente-six euros et cinquante-huit centimes*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association Albert Peyriguère au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cédex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Hautes-Pyrénées sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le - 3 SEP. 2018

Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-18-009

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS géré par l'Association FARE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) géré par l'Association FARE

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 13 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date du 24 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 31 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association FARE sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 35 725,00 € | **569 150,21 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 402 696,61 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 130 728,60 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 455 591,00 € | **569 150,21 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 101 668,00 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 11 891,21 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association FARE est fixée à 455 591 € (quatre cent cinquante cinq mille cinq cent quatre vingt onze euros).

Insertion : 400 000 €
Stabilisation : 55 591 €

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 37 965,92 € (*trente sept mille neuf cent soixante cinq euros et quatre vingt douze centimes*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association FARE, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**CHRS :**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051210 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | FARE |
| **Banque** : | BFCC |
| **Domiciliation** : | Montpellier |
| **N° compte** : | 242559 – 00034 – 21021618601 – 15 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 18 SEP. 2018

Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-18-010

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS géré par l'Association ISSUE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) géré par l'Association ISSUE

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 18 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date du 26 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 31 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association ISSUE sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 69 004 € | **1 021 103 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 607 000 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 345 099 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 971 103 € | **1 021 103 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 50 000 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 0,00 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association ISSUE est fixée à 971 103 € (*neuf cent soixante et onze mille cent trois euros)* dont 3 453 € de Crédits Non Reconductibles (CNR).

Insertion : 646 800 €
Stabilisation : 324 303 €

La dotation globale de financement hors CNR est fixée à 967 650 € (neuf cent soixante sept mille six cent cinquante euros).

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 80 925,25 € (*quatre vingt mille neuf cent vingt cinq euros et vingt cinq centimes*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association ISSUE, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**CHRS :**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051210 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | ISSUE ASSOCIATION |
| **Banque** : | GROUPE CREDIT COOPERATIF |
| **Domiciliation** : | MONTPELLIER |
| **N° compte** : | 42559-10000-08002949230-89 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 18 SEP. 2018

Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-11-008

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS géré par l'association La Clairière

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) géré par l'association LA CLAIRIERE

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 16 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 30 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association LA CLAIRIERE sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 21 500 € | **383 002 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 247 000 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 114 502 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 337 502 € | **383 002 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 42 000 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 3 500 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association LA CLAIRIERE est fixée à 337 502 € (*trois cent trente sept mille cinq cent deux euros)* dont 2 502 € de Crédits Non Reconductibles (CNR).

Insertion : 259 350 €
Stabilisation : 40 000 €
Urgence : 38 152 €

La dotation globale de financement hors CNR est fixée à 335 000 € (trois cent trente cinq mille euros).

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 27 916,67 € (*vingt sept mille neuf cent seize euros et soixante sept centimes*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association LA CLAIRIERE, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**CHRS INSERTION / STABILISATION:**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051210 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | LA CLAIRIERE |
| **Banque** : | CREDIT COOPERATIF |
| **N° compte** : | 42559-10000-08003528402-37 |

**CHRS URGENCE:**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051212 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | LA CLAIRIERE |
| **Banque** : | CREDIT COOPERATIF |
| **N° compte** : | 42559-10000-08003528402-37 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 11 SEP. 2018

Le D... ...nesse,
des Sp... ...on Sociale
P... ...NNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-18-012

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS géré par l'Association Solidarité Urgence Sétoise

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) géré par l'association SOLIDARITE URGENCE SETOISE

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 16 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date du 25 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 31 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association SOLIDARITE URGENCE SETOISE sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 54 432,00 € | **581 145,00 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 419 000,00 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 107 713,00 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 509 507,00 € | **581 145,00 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 50 000,00 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 21 638,00 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association SOLIDARITE URGENCE SETOISE est fixée à 509 507 € (*cinq cent neuf mille cinq cent sept euros)* dont 3 777 € de Crédits Non Reconductibles (CNR).

Insertion : 471 200 €
Stabilisation : 38 307 €

La dotation globale de financement hors CNR est fixée à 505 730 € (cinq cent cinq mille sept cent trente euros).

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 42 144,17 € (*quarante deux mille cent quarante quatre euros et dix sept centimes*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association SOLIDARITE URGENCE SETOISE, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**CHRS :**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051210 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | SOLIDARITE URGENCE SETOISE |
| **Banque** : | CRCA |
| **Domiciliation** : | SETE |
| **N° compte** : | 13506-10000-17814294000/11 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 18 SEP. 2018

Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-11-006

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS Hors les Murs "La Babotte" géré par l'Association Amicale du Nid

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale Hors les Murs « La Babotte » géré par l'Association AMICALE DU NID

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 17 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date du 24 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 31 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association AMICALE DU NID sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 16 500 € | **285 582 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 206 760 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 62 322 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 269 719 € | **285 582 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 4 000 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 5 863 € | |
| | Excédent | 6 000 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association AMICALE DU NID est fixée à 269 719 € (*deux cent soixante neuf mille sept cent dix neuf euros)* dont 1 999 € de Crédits Non Reconductibles (CNR).

La dotation globale de financement hors CNR est fixée à 267 720 € (deux cent soixante sept mille sept cent vingt euros).

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 22 310 € (*vingt deux mille trois cent dix euros*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association AMICALE DU NID, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**CHRS :**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051211 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-11 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | AMICALE DU NID HERAULT |
| **Banque** : | CREDIT COOPERATIF |
| **Domiciliation** : | Montpellier |
| **N° compte** : | 42559 – 10000 – 08004206186 - 96 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 11 SEP. 2018

Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-11-007

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du CHRS SAO "CORUS" géré par l'Association ISSUE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Service d'Accueil et d'Orientation (SAO) « CORUS » géré par l'Association ISSUE

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 16 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date du 26 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 31 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er :**

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Accueil et d'Orientation CORUS géré par l'association ISSUE sont autorisées comme suit :

| | **Groupes fonctionnels** | **Montants en Euros** | **Total en Euros** |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 37 614 € | **582 760 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 485 066 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 60 080 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification<br>Dont 259 000 € en subvention | 550 000 € | **582 760 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 32 760 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 0 € | |

**ARTICLE 2 :**

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Service d'Accueil et d'Orientation CORUS géré par l'association ISSUE est fixée à 291 000 € (*deux cent quatre vingt onze mille euros).*

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 24 250 € (*vingt quatre mille deux cent cinquante euros*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Service d'Accueil et d'Orientation CORUS géré par l'association ISSUE, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**SAO :**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051211 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-11 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | ISSUE |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | ISSUE ASSOCIATION |
| **Banque** : | GROUPE CREDIT COOPERATIF |
| **Domiciliation** : | MONTPELLIER |
| **N° compte** : | 42559-10000-08002949230-89 |

**ARTICLE 4 :**

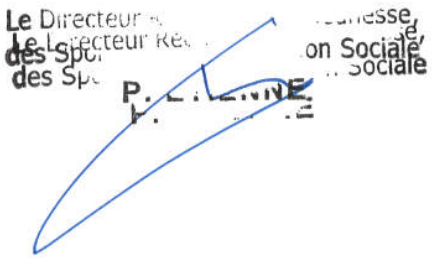
La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 11 SEP. 2018



DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-20-002

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du dispositif Parenthèse géré par l'association ADAGES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du dispositif PARENTHESE géré par l'Association ADAGES

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 16 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date des 23 et 30 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 31 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du dispositif PARENTHESE géré par l'association ADAGES sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 0 € | **12 864,12 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 12 363,00 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 501,12 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 12 864,12 € | **12 864,12 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 0 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 0 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du dispositif PARENTHESE par l'association ADAGES est fixée à 12 864,12 € (*douze mille huit cent soixante quatre euros et douze centimes).*

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 1 072,01 € (*mille soixante douze euros et un centime*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au dispositif PARENTHESE géré par l'association ADAGES, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051211 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02 .01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-10 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | ADAGES REGAIN |
| **Banque** : | CREDIT COOPERATIF |
| **Domiciliation** : | Montpellier |
| **N° compte** : | 42559-10000-08002754422-88 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 20 SEP. 2018

Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-11-010

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du SAO Bouissonnade géré par l'Association le CCAS de Montpellier

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Service d'Accueil et d'Orientation (SAO) BOUISSONNADE géré par le CCAS DE MONTPELLIER

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 19 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date du 27 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 31 juillet 2018;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Accueil et d'Orientation BOUISSONNADE géré par le CCAS DE MONTPELLIER sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 7 350 € | **217 653 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 201 285,50 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 9 017,50 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 65 184 € | **217 653 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 150 160 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 0 € | |
| | Excédent | 2 309 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Service d'Accueil et d'Orientation BOUISSONNADE géré par le CCAS DE MONTPELLIER est fixée à 65 184 € (soixante cinq mille cent quatre vingt quatre euros).

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 5 432 € (*cinq mille quatre cent trente deux euros*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Service d'Accueil et d'Orientation BOUISSONNADE géré par le CCAS DE MONTPELLIER, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**SAO :**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051211 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-11 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | CCAS DE MONTPELLIER |
| **Banque** : | BANQUE DE FRANCE – TRESORERIE MUNICIPALE DE MONTPELLIER |
| **N° compte** : | 30001-00572-E3400000000-10 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 11 SEP. 2018

Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

DRJSCS Occitanie

R76-2018-09-11-009

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du SAO géré par l'Association AERS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE**

**Direction régionale de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale**

# Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement 2018 du Service d'Accueil et d'Orientation (SAO) géré par l'Association AERS

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;

**VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;

**VU** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 15 mars 2018 ;

**VU** la délégation de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » en date du 23 avril 2018 et les subdélégations qui ont suivi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 fixant le modèle de tableau d'analyse de l'activité et des coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L.345-1 et L.322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds prévus aux deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code au titre de l'année 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 mai 2018 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 2 juin 2018 ;

**VU** l'arrêté du préfet de région 2017-SGAR du 21 août 2017 portant délégation de signature à M. Pascal ETIENNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;

**VU** l'arrêté du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie portant subdélégation de signatures aux agents de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Occitanie ;

**VU** la délégation de gestion en date du 22 mars 2018 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de la cohésion sociale du 34 dénommée le « délégataire » ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2018, établi le 6 juin 2018 ;

**VU** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2018 transmis le 16 juillet 2018 ;

**VU** les observations apportées par l'association en date du 20 juillet 2018 ;

**VU** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 27 juillet 2018 ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion ;

**SUR** proposition du secrétaire général des affaires régionales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Accueil et d'Orientation géré par l'association AERS sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 1 693 € | **78 919 €** |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 70 846 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 6 379 € | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | Groupe I :<br>Produits de la tarification | 73 000 € | **78 919 €** |
| | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 0 € | |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 0 € | |
| | Excédent | 5 819 € | |

### ARTICLE 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, la dotation globale de financement du Service d'Accueil et d'Orientation géré par l'association AERS est fixée à 73 0000 € (*soixante treize mille euros).*

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement s'élève à 6 083,33 € (*six mille quatre vingt trois euros et trente trois centimes*).

**ARTICLE 3 :**

Le versement de cette dotation par douzième allouée au Service d'Accueil et d'Orientation géré par l'association AERS, au titre de l'exercice 2018, est imputé sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

**SAO :**

| | |
|---|---|
| **Centre financier** : | 0177-D034-DD34 |
| **Référentiel activité** : | 017701051211 |
| **Groupe marchandises** : | 12.02.01 |
| **Domaine fonctionnel** : | 0177-12-11 |
| **Sur le compte ouvert au nom de** : | AERS |
| **Banque** : | CRCA |
| **Domiciliation** : | MTP CELLENEUVE |
| **N° compte** : | 13506 – 10000 – 03218260000/07 |

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun - 33 074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de la cohésion sociale du département de l'Hérault sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 11 SEP. 2018

Le Directeur régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale
P. ETIENNE

# MISSION NATIONALE DE CONTRÔLE antenne de Bordeaux

## R76-2018-09-24-002

## Arrêté portant modification de la composition du conseil d'administration de la CAF du Tarn

*Arrêté portant modification de la composition du conseil d'administration de la CAF du Tarn*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE

**ARRETE n° 126 / 2018**

**portant modification de la composition du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales du Tarn**

**La ministre des solidarités et de la santé**

Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 212-2 et D.231-1 à D.231-4 ;

Vu la désignation formulée par le Préfet de la Région en date du 21 septembre 2018 ;

Vu l'arrêté ministériel n°43/2018 du 26/01/2018 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales du Tarn modifié les 13/04/2018, 11/06/2018 et 19/06/2018 ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2018 portant délégation de signature à Monsieur Hubert VERDIER, chef de l'antenne de Bordeaux de la mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale ;

**A R R Ê T E**

**Article 1**

L'arrêté ministériel en date du 26/01/2018 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales est modifié comme suit :

Dans la liste des représentants des personnes qualifiées est nommé :

- **Monsieur Pierre CARRIE** en remplacement de Monsieur **Florent VAN DER ZYPPE** démissionnaire.

**Article 2**

Le Chef de l'antenne de Bordeaux de la Mission Nationale de Contrôle et d'Audit des organismes de sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la de la région.

Fait à Bordeaux, le 24 septembre 2018

La ministre des solidarités et de la santé,
Pour la ministre et par délégation ;

Le Chef d'antenne de Bordeaux
de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit
des organismes de sécurité sociale

**Hubert VERDIER**

Rectorat de l'académie de Montpellier

R76-2018-09-25-002

# Arrêté fixant le nombre de sièges dans la CCP des directeurs adjoints de SEGPA

académie Montpellier

RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Arrêté du 25 SEP. 2018

**fixant le nombre de sièges dans la commission consultative paritaire académique compétente à l'égard des directeurs adjoints de sections d'enseignement général et professionnel adapté**

**La Rectrice de la région académique Occitanie,**

**Rectrice de l'académie de Montpellier,**

**Chancelière des universités**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté ministériel du 6 septembre 1984 portant création de commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard de certains personnels de direction des établissements d'enseignement et de formation relevant du ministre de l'éducation nationale

Vu l'avis du comité technique académique en date du 21 septembre 2018

**ARRETE :**

**Article 1er :** La composition de la commission consultative paritaire académique compétente à l'égard des directeurs adjoints chargés de sections d'enseignement général et professionnel adapté est arrêtée ainsi qu'il suit :

| | NOMBRE DE REPRESENTANTS | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Du personnel | | De l'administration | |
| | Titulaires | Suppléants | Titulaires | Suppléants |
| Directeurs adjoints chargés de sections d'enseignement général et professionnel adapté | 2 | 2 | 2 | 2 |

**Article 2 :** les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur pour le renouvellement général des instances de représentation des personnels de la fonction publique intervenant en 2018.

**Article 3 :** le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication et d'un affichage dans les services du rectorat.

Pour la rectrice et par délégation
le Secrétaire général de l'Académie

Stéphane AYMARD

Rectorat de l'académie de Montpellier

R76-2018-09-25-003

# Arrêté fixant le nombre de sièges de représentants des personnels aux CAPD des instituteurs et des professeurs des écoles

académie Montpellier

RÉGION ACADÉMIQUE
OCCITANIE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Arrêté du 25 SEP. 2018

**portant fixation du nombre de sièges de représentants des personnels aux commissions administratives paritaires départementales uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles dans le ressort de l'académie de Montpellier**

**La Rectrice de la région académique Occitanie,**
**Rectrice de l'académie de Montpellier,**
**Chancelière des universités**

Vu le code de l'éducation notamment ses articles R. 222-1 et R. 222-29 ;

Vu le décret n°82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n°90-770 du 31 août 1990 modifié relatif aux commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles, notamment ses articles 4 et 5-1 ;

Vu le décret n°2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique d'État ;

Vu décret n°2014-1029 du 9 septembre 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et pour les élections professionnelles des maîtres des établissements d'enseignement privés des premier et second degrés sous contrat relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 10 août 2011 portant délégation permanente de pouvoirs aux recteurs d'académie et au vice-recteur de Mayotte pour fixer le nombre de sièges des membres composant les commissions administratives paritaires départementales communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles ;

Vu l'arrêté du 17 juillet 2018 relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale et de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation pour l'élection des représentants des personnels aux comités techniques, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives paritaires, au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes pour les élections professionnelles fixées du 29 novembre au 6 décembre 2018 ;

Vu l'avis du comité technique académique du 21 septembre 2018 ;

## ARRETE :

**Article 1** - Le nombre de sièges de représentants des personnels aux commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles est fixé pour chaque département ainsi qu'il suit :

1 - Aude : 7 sièges de titulaires et 7 sièges de suppléants ;

2 - Gard : 10 sièges de titulaires et 10 sièges de suppléants ;

3 - Hérault : 10 sièges de titulaires et 10 sièges de suppléants ;

4 - Lozère : 5 sièges de titulaires et 5 sièges de suppléants ;

5 - Pyrénées Orientales : 7 sièges de titulaires et 7 sièges de suppléants.

**Article 2 -** Le grade de professeurs des écoles de classe exceptionnelle est représenté pour l'élection des commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles dans les départements suivants :

1 - Gard :

- professeurs des écoles de classe exceptionnelle : 1 siège de titulaire 1 siège de suppléant ;
- professeurs des écoles hors classe : 1 siège de titulaire 1 siège de suppléant ;
- professeurs des écoles de classe normale et instituteurs : 8 sièges de titulaires 8 sièges de suppléants.

2 - Hérault :

- professeurs des écoles de classe exceptionnelle : 1 siège de titulaire 1 siège de suppléant ;
- professeurs des écoles hors classe : 1 siège de titulaire 1 siège de suppléant ;
- professeurs des écoles de classe normale et instituteurs : 8 sièges de titulaires 8 sièges de suppléants.

**Article 3** - Les grades de professeurs des écoles hors classe et de classe exceptionnelle ne forment qu'un seul grade pour l'élection des commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles dans les départements suivants :

1 - Aude :

- professeurs des écoles hors classe et de classe exceptionnelle : 2 sièges de titulaires et 2 sièges de suppléants ;
- professeurs des écoles de classe normale : 5 sièges de titulaires et 5 sièges de suppléants.

2 - Pyrénées Orientales :

- professeurs des écoles hors classe et de classe exceptionnelle : 2 sièges de titulaires et 2 sièges de suppléants ;
- professeurs des écoles de classe normale : 5 sièges de titulaires et 5 sièges de suppléants.

**Article 4** - La classe normale, la hors classe et la classe exceptionnelle du corps des instituteurs et des professeurs des écoles constituent un seul et même grade pour l'élection des commissions administratives paritaires dans le département suivant :

- Lozère :

- professeurs des écoles de classe normale, hors classe et de classe exceptionnelle : 5 sièges de titulaires et 5 sièges de suppléants.

**Article 5** - Les dispositions du présent arrêté sont applicables pour les élections professionnelles fixées du 29 novembre au 6 décembre 2018.

**Article 6** - Le secrétaire général de l'académie de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication, d'un affichage dans les services du rectorat et dans les directions des services départementaux de l'éducation nationale.

Pour la rectrice et par délégation
le Secrétaire général de l'Académie

Stéphane AYMARD

Rectorat de l'académie de Montpellier

R76-2018-09-26-003

# Arrêté fixant le nombre de sièges par grade dans les CAPA des agrégés, certifiés, adjoints d'enseignement, PLP et PEGC

RÉGION ACADÉMIQUE
OCCITANIE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**Arrêté du 26 septembre 2018**

**fixant le nombre de sièges par grade dans les commissions administratives paritaires académiques des professeurs agrégés, professeurs certifiés, adjoints d'enseignement, professeurs de lycée professionnel et professeurs d'enseignement général de collège**

**La Rectrice de la région académique Occitanie,**

**Rectrice de l'académie de Montpellier,**

**Chancelière des universités**

Vu le décret n°82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n°72-580 du 4 juillet 1972 modifié relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ;

Vu le décret n°72-581 du 4 juillet 1972 modifié relatif au statut particulier des professeurs certifiés ;

Vu le décret n°72-583 du 4 juillet 1972 modifié définissant certains éléments du statut particulier des adjoints d'enseignement ;

Vu le décret n°86-492 du 14 mars 1986 modifié relatif au statut particulier des professeurs d'enseignement général de collège ;

Vu le décret n°92-1189 du 6 novembre 1992 modifié relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel ;

Vu l'avis du comité technique académique en date du 21 septembre 2018 ;

**ARRETE :**

**Article 1er :** la composition de la commission administrative paritaire académique des professeurs agrégés est fixée comme suit :

| Grades | Nombre de représentants | | | |
|---|---|---|---|---|
| | du personnel | | de l'administration | |
| | Titulaires | Suppléants | Titulaires | Suppléants |
| Professeur agrégé classe exceptionnelle | 1 | 1 | 10 | 10 |
| Professeur agrégé hors classe | 3 | 3 | | |
| Professeur agrégé classe normale | 6 | 6 | | |

**Article 2 :** la composition de la commission administrative paritaire académique des professeurs certifiés et adjoints d'enseignement est fixée comme suit **:**

| **Grades** | Nombre de représentants | | | |
|---|---|---|---|---|
| | du personnel | | de l'administration | |
| | Titulaires | Suppléants | Titulaires | Suppléants |
| Professeur certifié classe exceptionnelle | 1 | 1 | 19 | 19 |
| Professeur certifié hors classe | 5 | 5 | | |
| Professeur certifié classe normale | 13 | 13 | | |

**Article 3 :** la composition de la commission administrative paritaire académique des professeurs de lycée professionnel est fixée comme suit :

| **Grades** | Nombre de représentants | | | |
|---|---|---|---|---|
| | du personnel | | de l'administration | |
| | Titulaires | Suppléants | Titulaires | Suppléants |
| Professeur de lycée professionnel classe exceptionnelle | 1 | 1 | 10 | 10 |
| Professeurs de lycée professionnel hors classe | 3 | 3 | | |
| Professeur de lycée professionnel de classe normale | 6 | 6 | | |

**Article 4 :** la composition de la commission administrative paritaire académique des professeurs d'enseignement général de collège est fixée comme suit :

| **Grade** | Nombre de représentants | | | |
|---|---|---|---|---|
| | du personnel | | de l'administration | |
| | Titulaires | Suppléants | Titulaires | Suppléants |
| Professeur d'enseignement général de collège | 2 | 2 | 2 | 2 |

**Article 5 :** les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur pour le renouvellement général des instances de représentation des personnels de la fonction publique intervenant en 2018.

**Article 6 :** le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication et d'un affichage dans les services du rectorat.

Stéphane AYMARD

Rectorat de l'académie de Toulouse

R76-2018-09-17-009

# Arrêté relatif aux représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la CCMD de l'Aveyron

*L'arrêté fixe le nombre de représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la commission consultative mixte départementale de l'Aveyron*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

académie
Toulouse

direction des services
départementaux
de l'éducation nationale
Aveyron
éducation
nationale

**D.S.D.E.N. de l'Aveyron**

**Division de l'enseignement privé**

Dossier suivi par
Christel Chantret
courriel
ia12-depriv@ac-toulouse.fr
tél.
05 67 76 53 84
fax
05 67 76 53 48

**Parc d'activités de la Gineste**
**279 rue Pierre- Carrère**

**C.S. 13117**
**12031 Rodez cedex 9**

**Arrêté du 17 septembre 2018 relatif aux représentants des chefs d'établissement d'enseignement privé sous contrat de la commission consultative mixte départementale de l'Aveyron**

L'Inspecteur d'Académie-Directeur académique des services de l'Education nationale de l'Aveyron,
Vu le code de l'éducation, notamment son article R. 914-10-23 ;
Vu l'arrêté du 19 mai 2014 relatif à la création de la commission consultative mixte départementale de l'Aveyron;
Vu l'arrêté du 18 mai 2018 fixant le nombre de membres de la commission consultative mixte départementale de l'Aveyron ;

**Arrête :**
**Article 1er :**
Compte tenu du nombre des représentants titulaires des maîtres fixé par l'arrêté du 18 mai 2018 susvisé à la commission consultative mixte départementale de l'Aveyron, le nombre des représentants des chefs d'établissement d'enseignement privé sous contrat du premier degré est fixé à: 2 représentants.

**Article 2 :**
Les délégations locales des organisations professionnelles et les sections locales des organisations syndicales représentant les chefs d'établissement d'enseignement privé sous contrat dans le ressort territorial de la commission mentionnée à l'article 1er formulent auprès de monsieur l'Inspecteur d'académie-Directeur académique des services de l'Education nationale de l'Aveyron des propositions nominatives de représentants des chefs d'établissement au plus tard le 13 octobre 2018. Elles peuvent proposer des représentants suppléants.

**Article 3 :**
Le présent arrêté s'applique en vue du renouvellement des instances consultatives mentionné à l'article R. 914-10-9 du code de l'éducation.

**Article 4 :**
La secrétaire générale de la direction des services départementaux de l'Aveyron est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché à la D.S.D.E.N de l'Aveyron.

A Rodez, le 17 septembre 2018

Pour la rectrice, et par délégation,
le directeur académique des services de
l'Éducation nationale,
directeur des services départementaux de
l'Éducation nationale de l'Aveyron

Gilbert Cambe

Rectorat de l'académie de Toulouse

R76-2018-09-20-004

# Arrêté relatif aux représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la CCMD de la Haute-Garonne

*L'arrêté fixe le nombre de représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la commission consultative mixte départementale de la Haute-Garonne*

académie Toulouse

RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**ARRETE DU 20 SEPTEMBRE 2018 FIXANT LE NOMBRE DE REPRESENTANTS DES DIRECTEURS D'ETABLISSEMENT DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE SOUS CONTRAT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE MIXTE DEPARTEMENTALE DE LA HAUTE GARONNE**

La directrice académique des services de l'éducation nationale de la Haute Garonne,

Vu le code de l'éducation, notamment son article R. 914-10-23 ;

**Rectorat**

Vu l'arrêté du **6 mai 2014** relatif à la création de la commission consultative mixte départementale de la Haute Garonne ;

**Direction de l'Enseignement Privé**

Vu l'arrêté du **06 juin 2018** fixant le nombre de membres de la commission consultative mixte départementale de la Haute Garonne ;

# ARRETE

**Article 1ER :**
Compte tenu du nombre des représentants titulaires des maîtres, fixé par l'arrêté du 06 juin 2018 susvisé, à la commission consultative mixte académique de la Haute Garonne, le nombre des représentants des directeurs d'établissement de l'enseignement privé sous contrat du premier degré est fixé ainsi qu'il suit :

- Membres représentants titulaires des directeurs d'établissement : trois.

**Article 2**
Les délégations locales des organisations professionnelles et les sections locales des organisations syndicales représentant les directeurs d'établissement de l'enseignement privé sous contrat dans le ressort territorial de la commission mentionnée à l'article 1er formulent auprès de la directrice académique des services de l'éducation nationale de la Haute Garonne des propositions nominatives de représentants au plus tard le **05 octobre 2018.** Elles peuvent proposer des représentants suppléants.

**Article 3**
Le présent arrêté s'applique en vue du renouvellement des instances consultatives mentionnées à l'article R. 914-10-9 du Code de l'éducation.

**Article 4**
Le secrétaire général de la DSDEN de la Haute Garonne est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au registre des actes administratifs du préfet de région et affiché au rectorat de Toulouse sis 75 rue Saint Roch et sur le site internet de l'académie de Toulouse.

Fait à Toulouse, le 20 septembre 2018

Laporte

Elisabeth Laporte

Rectorat de l'académie de Toulouse

R76-2018-09-17-006

# Arrêté relatif aux représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la CCMD des Hautes-Pyrénées

*L'arrêté fixe le nombre de représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la commission consultative mixte départementale des Hautes-Pyrénées*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

académie Toulouse

direction des services départementaux de l'éducation nationale Hautes-Pyrénées

DSDEN 65

DRH

Dossier suivi par
Sophie Doidy

Téléphone
05 67 76 56 84
Mél.
drh65@ac-toulouse.fr

13 Rue Georges Magnoac
65000 Tarbes

**Arrêté du 18 Septembre 2018 relatif aux représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la commission consultative mixte départementale des Hautes-Pyrénées.**

**Le directeur académique des services de l'Education nationale des Hautes-Pyrénées,**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles R. 914-10-23 ;

Vu l'arrêté du 26 Mai 2014 relatif à la création de la commission consultative mixte départementale des Hautes-Pyrénées.

Vu l'arrêté du 28 Mai 2018 fixant le nombre de membres de la commission consultative mixte départementale des Hautes Pyrénées ;

**Arrête :**

**Article 1er-** Compte tenu du nombre des représentants titulaires des maîtres à la commission consultative mixte départementale des Hautes-Pyrénées fixé par l'arrêté du 28 Mai 2018 susvisé, le nombre des représentants des chefs d'établissement d'enseignement privé sous contrat du premier degré est fixé à 2.

**Article 2 –** Les délégations locales des organisations syndicales et les sections locales des organisations syndicales représentant les chefs d'établissement d'enseignement privé sous contrat dans le ressort territorial de la commission mentionnées à l'article 1er, formulent auprès de Monsieur l'inspecteur d'Académie – Directeur académique des services de l'Education Nationale des Hautes-Pyrénées – des propositions nominatives de représentant au plus tard le 13 Octobre 2018.

**Article 3 -** Le présent arrêté s'applique en vue du renouvellement des instances consultatives mentionnées à l'article R.914-10.-9 du code de l'éducation.

**Article 4 -** La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au registre des actes administratifs du préfet de région et affiché au rectorat de Toulouse sis 75 rue Saint Roch, et à la DSDEN des Hautes-Pyrénées ainsi que sur les sites internet de l'académie de Toulouse et de la DSDEN des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, le 17 Septembre 2018

L'inspecteur académique,
Directeur académique des services
De l'Education nationale des Hautes-Pyrénées

Thierry AUMAGE

Rectorat de l'académie de Toulouse

R76-2018-09-17-008

# Arrêté relatif aux représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la CCMD du Gers

*L'arrêté fixe le nombre de représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la commission consultative mixte départementale du Gers*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

académie Toulouse

direction des services départementaux de l'éducation nationale Gers

DIPER

Référence
MC-2018

Dossier suivi par
Marylène CAULLET

Téléphone
05 67 76 51 20
Fax
05 67 76 51 97
Mél.
diper32@ac-toulouse.fr

10, place Jean David
32000 Auch

# Arrêté du 17 septembre 2018 fixant le nombre des représentants des chefs d'établissement privés sous contrat à une commission consultative mixte départementale du Gers

**Le directeur académique des services de l'éducation nationale du Gers**

**Vu** le code de l'éducation, notamment ses articles R 914-4, R 914-6, R 914-10-1 et R 914-10-2,

**Vu** le décret n° 2013-1231 du 23 décembre 2013 relatif à la création des commissions consultatives mixtes départementales des maîtres des établissements d'enseignement privé sous contrat de l'Education nationale,

**Vu** l'arrêté du 15 mai 2014 relatif à la création de la commission mixte départementale du Gers,

**Vu** l'arrêté du 24 mai 2018 fixant le nombre de membres de la commission consultative mixte départementale du Gers.

## ARRÊTE

**Article 1er -** Compte tenu du nombre des représentants titulaires des maîtres à la commission consultative départementale du Gers fixé par l'arrêté du 24 mai 2018 susvisé, le nombre des représentants des chefs d'établissement d'enseignement privé sous contrat du premier degré est fixé à **2**.

**Article 2 –** Les délégations locales des organisations professionnelles et les sections locales des organisations syndicales représentant les chefs d'établissement d'enseignement privé sous contrat dans le ressort territorial de la commission mentionnée à l'article 1er formulent auprès de Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'éducation nationale du Gers des propositions nominatives de représentants au plus tard le 13 octobre 2018.

**Article 3 –** Le secrétaire général de la DSDEN du Gers est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs du préfet de région et affiché au rectorat de Toulouse sis 75 rue Saint-Roch, et à la DSDEN du Gers ainsi que sur les sites internet de l'académie de Toulouse et de la DSDEN du Gers.

Fait à Auch, le 17 septembre 2018

Le directeur académique des services de l'éducation nationale du Gers

Mathieu BLUGEON

Rectorat de l'académie de Toulouse

R76-2018-09-17-007

# Arrêté relatif aux représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la CCMD du Lot

*L'arrêté fixe le nombre de représentants des chefs d'établissements d'enseignement privé sous contrat de la commission consultative mixte départementale du Lot*

académie
Toulouse

direction des services
départementaux
l'éducation nationale
Lot

éducation
nationale

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

D.S.D.E.N. de
l'Aveyron

Division de l'enseignement
privé

Dossier suivi par
Christel Chantret
courriel
ia12-depriv@ac-toulouse.fr
tél.
05 67 76 53 84
fax
05 67 76 53 48

Parc d'activités de la
Gineste
279 rue Pierre- Carrère

C.S. 13117
12031 Rodez cedex 9

**Arrêté du 17 septembre 2018 relatif aux représentants des chefs d'établissement d'enseignement privé sous contrat de la commission consultative mixte départementale du Lot**

L'Inspecteur d'Académie-Directeur académique des services de l'Education nationale du Lot,
Vu le code de l'éducation, notamment son article R. 914-10-23 ;
Vu l'arrêté du 16 avril 2014 relatif à la création de la commission consultative mixte départementale du Lot;
Vu l'arrêté du 18 mai 2018 fixant le nombre de membres de la commission consultative mixte départementale du Lot ;

**Arrête :**
**Article 1er :**
Compte tenu du nombre des représentants titulaires des maîtres fixé par l'arrêté du 18 mai 2018 susvisé à la commission consultative mixte départementale du Lot, le nombre des représentants des chefs d'établissement d'enseignement privé sous contrat du premier degré est fixé à: 2 représentants.

**Article 2 :**
Les délégations locales des organisations professionnelles et les sections locales des organisations syndicales représentant les chefs d'établissement d'enseignement privé sous contrat dans le ressort territorial de la commission mentionnée à l'article 1er formulent auprès de monsieur l'Inspecteur d'académie-Directeur académique des services de l'Education nationale du Lot des propositions nominatives de représentants des chefs d'établissement au plus tard le 13 octobre 2018. Elles peuvent proposer des représentants suppléants.

**Article 3 :**
Le présent arrêté s'applique en vue du renouvellement des instances consultatives mentionné à l'article R. 914-10-9 du code de l'éducation.

**Article 4 :**
Le secrétaire général de la direction des services départementaux du Lot, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché à la D.S.D.E.N du Lot.

A Cahors, le 17 septembre 2018

Pour la rectrice, et par délégation,
le directeur académique des services de
l'Éducation nationale,
directeur des services départementaux de
l'Éducation nationale du Lot,

Xavier Papillon

SGAR Occitanie

R76-2018-09-25-004

# Arrêté fixant les modalités de transfert des biens mobiliers et immobiliers, des créances, des droits et obligations des chambres régionales de métiers et de l'artisanat de Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées à la chambre régionale de métiers et de l'artisanat Occitanie-Pyrénées-Méditerranée

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE LA REGION OCCITANIE**

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES

Arrêté
fixant les modalités de transfert des biens mobiliers et immobiliers, des créances, des droits et obligations des chambres régionales de métiers et de l'artisanat Languedoc – Roussillon et Midi-Pyrénées à la chambre régionale de métiers et de l'artisanat Occitanie- Pyrénées- Méditerranée

Le Préfet de la région Occitanie
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de l'artisanat;

**Vu** le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales, et départementales et modifiant le calendrier électoral.

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Vu** les lois n°2010-853 du 23 juillet 2010 et n°2016-298 du 14 mars 2016 relatives aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services.

**Vu** les décrets n° 2010-1463 du 1er décembre 2010 et n° 2015-1401 du 3 novembre 2015 mettant en œuvre la réforme du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et renforçant les obligations de mutualisations régionales des fonctions administratives;

**Vu** le décret n°2016-169 du 18 février 2016 portant création de la chambre régionale des métiers et de l'artisanat Languedoc-Roussillon- Midi-Pyrénées, modifié par le décret n° 2018- 573 du 3 juillet 2018 modifiant la dénomination en chambre régionale des métiers et de l'artisanat d'Occitanie Pyrénées Méditerranée et notamment son article 1er,5ème alinéa ;

**Vu** le procès-verbal d'installation de la chambre régionale des métiers et de l'artisanat du 21 novembre 2016 ;

**Vu** les états de valorisation détaillés au 31 mars 2016 des chambres régionales de métiers et de l'artisanat Languedoc – Roussillon et Midi-Pyrénées à la chambre régionale de métiers et de l'artisanat Occitanie- Pyrénées- Méditerranée composés de l'ensemble des éléments actifs et passifs de chacune des chambres,

*1 place Saint Etienne – 31038 TOULOUSE Cedex – Tél. : 05.34.45.34.45 – Fax : 05.34.45.33.04/06*

**Vu** la demande présentée par le Président de la chambre régionale de métiers et de l'artisanat Occitanie- Pyrénées- Méditerranée le 12 juillet 2018;

**Vu** l'avis favorable du Directeur régional des finances publiques en date du 12 septembre 2018;

Sur proposition du Secrétaire général pour les affaires régionales.

## ARRETE

**Article 1er :**

Les biens mobiliers et immobiliers, ainsi que les créances, les droits et obligations des chambres régionales de métiers et de l'artisanat Languedoc – Roussillon et Midi-Pyrénées sont transférés à la chambre régionale de métiers et de l'artisanat Occitanie- Pyrénées- Méditerranée, à la date du 31 mars 2016, dans les conditions mentionnées aux articles suivants.

**Article 2 :**

Les biens mobiliers et immobiliers, créances et dettes, constituant le bilan d'ouverture et figurant dans les états détaillés joints en annexes (annexe 1 pour la CRMA Languedoc- Roussillon et annexe 2 pour celle de Midi-Pyrénées) sont transférés à leur valeur nette comptable (valeurs d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation).

**Article 3 :**

En ce qui concerne les biens immobiliers, leur désignation cadastrale et leur valeur nette comptable sont reprises dans l'annexe 3 pour les chambres régionales de métiers et de l'artisanat Languedoc – Roussillon et Midi-Pyrénées.
La valeur globale des biens immobiliers (hors immobilisations financières) à apporter s'élève à **577 060 euros** pour la CRMA Languedoc- Roussillon et à **1 065 200,01 €** pour la CRMA Midi-Pyrénées.

Le montant total des immobilisations transférées (annexe 4) à la nouvelle chambre régionale de métiers et de l'artisanat Occitanie- Pyrénées- Méditerranée, s'élève à **2 505 128,53 euros**.
Il servira de base de calcul pour la publication des actes.
Le présent acte est exonéré de salaire du conservateur des hypothèques conformément à l'article 10 de la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services.

**Article 4 :**

La chambre régionale de métiers et de l'artisanat Occitanie- Pyrénées- Méditerranée est subrogée dans tous les droits et obligations pour les contrats en cours à la date du 31 mars 2016 concernant les anciens établissements, notamment pour les contrats de travail (annexes 5 et 6).

**Article 5 :**

Les annexes 1, 2, 3, 4, 5 et 6 précitées sont consultables à la Préfecture de région Occitanie, Secrétariat général pour les affaires régionales –1 place Saint- Etienne 31 000 Toulouse.
En tant que de besoin, le présent arrêté pourra être complété.

**Article 6 :**

Tous les frais et charges concernant la publication et l'exécution du présent arrêté seront supportés par la chambre régionale de métiers et de l'artisanat Occitanie- Pyrénées-Méditerranée.

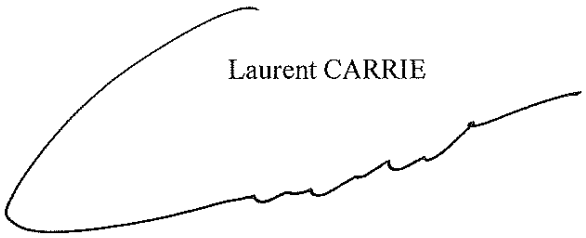
**Article 7 :**

Le Secrétaire général pour les affaires régionales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Président de la chambre régionale de métiers et de l'artisanat Occitanie- Pyrénées-Méditerrané, publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée au Ministre de l'économie et des finances, Direction régionale des entreprises, au Directeur régional des finances publiques, au Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi et au Conservateur des hypothèques.

Fait à Toulouse, le 25 SEP. 2018

Pour le Préfet de région,
Le Secrétaire général pour les affaires régionales

Laurent CARRIE



Annexe 1



# BILAN ACTIF

| | ACTIF | Exercice N 31/03/2016 - 3 Brut | Amortissements et dépréciations (à déduire) | Exercice N Net | Exercice N-1 31/12/2015 - 12 Net | Ecart N / N-1 Euros | Ecart N / N-1 % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Capital souscrit non appelé (I) | | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | **Immobilisations incorporelles** | | | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | | | |
| | Frais de développement | | | | | | |
| | Concessions, brevets et droits similaires | 30 308 | 30 308 | | | | |
| | Fonds commercial (1) | | | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| | **Immobilisations corporelles** | | | | | | |
| | Terrains | 84 725 | | 84 725 | 84 725 | | |
| | Constructions | 980 475 | 402 681 | 577 794 | 585 957 | 8 162- | 1.39- |
| | Installations techniques, matériel et outillage | 1 109 | 1 109 | | | | |
| | Autres immobilisations corporelles | 212 188 | 187 446 | 24 742 | 27 424 | 2 682- | 9.78- |
| | Immobilisations en cours | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| | **Immobilisations financières (2)** | | | | | | |
| | Participations mises en équivalence | | | | | | |
| | Autres participations | 3 366 | | 3 366 | 3 366 | | |
| | Créances rattachées à des participations | | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | | |
| | Prêts | | | | | | |
| | Autres immobilisations financières | | | | | | |
| | **Total II** | 1 312 171 | 621 545 | 690 626 | 701 471 | 10 845- | 1.55- |
| ACTIF CIRCULANT | **Stocks et en cours** | | | | | | |
| | Matières premières, approvisionnements | | | | | | |
| | En-cours de production de biens | | | | | | |
| | En-cours de production de services | | | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | | | |
| | Marchandises | | | | | | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | | | | 326 | 326- | 100.00- |
| | **Créances (3)** | | | | | | |
| | Clients et comptes rattachés | 167 702 | | 167 702 | 94 897 | 72 805 | 76.72 |
| | Autres créances | 6 975 842 | 57 193 | 6 918 649 | 5 520 513 | 1 398 137 | 25.33 |
| | Capital souscrit - appelé, non versé | | | | | | |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| | Disponibilités | 179 873 | | 179 873 | 2 147 740 | 1 967 867- | 91.63- |
| Comptes de Régularisation | Charges constatées d'avance (3) | 104 232 | | 104 232 | 18 622 | 85 610 | 459.72 |
| | **Total III** | 7 427 648 | 57 193 | 7 370 456 | 7 782 097 | 411 641- | 5.29- |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) | | | | | | |
| | Ecarts de conversion actif (VI) | | | | | | |
| | **TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)** | 8 739 819 | 678 737 | 8 061 082 | 8 483 568 | 422 486- | 4.98- |

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

# DETAIL BILAN ACTIF

| ACTIF | | Exercice N 31/03/2016 3 | Exercice N-1 31/12/2015 12 | Ecart N / N-1 Euros | Ecart N / N-1 % |
|---|---|---|---|---|---|
| CONCESSIONS, BREVETS ET DROITS SIMILAIRES | | | | | |
| 20500000 | CONCESSION LOGICIEL | 30 308 | 30 308 | | |
| 28050000 | AMORTISSEMENT LOGICIEL | 30 308- | 30 308- | | |
| TERRAINS | | 84 725 | 84 725 | | |
| 21100000 | TERRAINS | 84 725 | 84 725 | | |
| CONSTRUCTIONS | | 577 794 | 585 957 | 8 162- | 1.39- |
| 21315000 | ENSEMBLE IMMOBILIER ADMINISTRA | 980 475 | 980 475 | | |
| 28131500 | AMORT. ENEMBLE IMMOBILIER ADMI | 402 681- | 394 519- | 8 162- | 2.07- |
| INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIELS | | | | | |
| 21500000 | INSTAL.TECH.MATER.OUTIL.PEDAGO | 1 109 | 1 109 | | |
| 28150000 | AMORT.INSTAL.TECH.MAT.OUTIL.PE | 1 109- | 1 109- | | |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | 24 742 | 27 424 | 2 682- | 9.78- |
| 21810000 | INSTAL.GEN.AGENC.AMENAG. DIVER | 58 992 | 58 992 | | |
| 21831000 | MATERIEL DE BUREAU | 64 952 | 64 952 | | |
| 21832000 | MATERIEL INFORMATIQUE | 88 243 | 88 243 | | |
| 28181000 | AMORT.INSTAL.GEN.AGENC.AMEN.DI | 44 829- | 43 813- | 1 016- | 2.32- |
| 28183000 | AMORT.MATERIEL BUREAU | 64 952- | 64 952- | | |
| 28183100 | AMORT.MATERIEL INFORMATIQUE | 77 665- | 75 998- | 1 666- | 2.19- |
| AUTRES PARTICIPATIONS | | 3 366 | 3 366 | | |
| 26600000 | AUTRES FORMES DE PARTICIPATION | 3 366 | 3 366 | | |
| **Total II** | | 690 626 | 701 471 | 10 845- | 1.55- |
| AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES | | | 326 | 326- | 100.00- |
| 40910000 | AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR | | 326 | 326- | 100.00- |
| CLIENTS ET COMPTES RATTACHES | | 167 702 | 94 897 | 72 805 | 76.72 |
| 41100000 | CLIENTS | 93 611 | 56 615 | 36 996 | 65.35 |
| 41800000 | CLIENTS PRODUITS NON FACTURES | 74 091 | 38 282 | 35 809 | 93.54 |
| AUTRES CREANCES | | 6 918 649 | 5 520 513 | 1 398 137 | 25.33 |
| 40980000 | FOURNISSEURS AVOIS A RECEVOIR | 4 097 | 1 211 | 2 886 | 238.36 |
| 42510000 | PERSONNEL AVANCES ET ACOMPTES | 1 250 | 1 250 | | |
| 42700000 | PERSONNEL OPPOSITº SUR SALAIRE | | 375 | 375- | 100.00- |
| 43870000 | PRODUITS A RECEVOIR ORGAN. SOC | 164 | | 164 | |
| 46710000 | DEBITEURS DIVERS | 8 406 | 8 406 | | |
| 46870000 | DIVERS - PRODUITS A RECEVOIR | 6 961 924 | 5 567 109 | 1 394 815 | 25.05 |
| 49670000 | PROV. DEPRECIATION CPTES DEBIT | 57 193- | 57 838- | 646 | 1.12 |
| DISPONIBILITES | | 179 873 | 2 147 740 | 1 967 867- | 91.63- |
| 51200000 | BANQUE POPULAIRE DU MIDI | 151 330 | 1 468 539 | 1 317 209- | 89.70- |
| 51220000 | BPM COMPTE FRAIS | 46 | 46 | | |
| 51240000 | TRESOR PUBLIC CRM | 26 984 | 26 984 | | |
| 51250000 | CREDIT AGRICOLE DU GARD | 1 514 | 1 179 | 335 | 28.37 |
| 51260000 | CR'DIT AGRICOLE TAXE D'APPRENT | | 2 627 | 2 627- | 100.00- |
| 51280000 | COMPTE BPM -GRD EMPRUNT | | 648 365 | 648 365- | 100.00- |

# DETAIL BILAN ACTIF

| ACTIF | Exercice N 31/03/2016 3 | Exercice N-1 31/12/2015 12 | Ecart N / N-1 Euros | Ecart N / N-1 % |
|---|---|---|---|---|
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 104 232 | 18 622 | 85 610 | 459.72 |
| 48600000 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 104 232 | 18 622 | 85 610 | 459.72 |
| **Total III** | 7 370 456 | 7 782 097 | 411 641- | 5.29- |
| **TOTAL GENERAL** | 8 061 082 | 8 483 568 | 422 486 | 4.98- |

# BILAN PASSIF

| | PASSIF | Exercice N 31/03/2016 3 | Exercice N-1 31/12/2015 12 | Ecart N / N-1 Euros | Ecart N / N-1 % |
|---|---|---|---|---|---|
| CAPITAUX PROPRES | Capital (Dont versé : 22 981 ) | 22 981 | 22 981 | | |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport | | | | |
| | Ecarts de réévaluation | | | | |
| | **Réserves** | | | | |
| | Réserve légale | | | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| | Réserves réglementées | | | | |
| | Autres réserves | | | | |
| | Report à nouveau | 288 727 | 292 621 | 3 894- | 1.33- |
| | **Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)** | 182 106- | 3 894- | 178 212- | NS |
| | Subventions d'investissement | 209 206 | 212 161 | 2 955- | 1.39- |
| | Provisions réglementées | | | | |
| | **Total I** | 338 807 | 523 869 | 185 062- | 35.33- |
| AUTRES FONDS PROPRES | Produit des émissions de titres participatifs | | | | |
| | Avances conditionnées | | | | |
| | **Total II** | | | | |
| PROVISIONS | Provisions pour risques | | | | |
| | Provisions pour charges | 33 071 | 30 468 | 2 603 | 8.54 |
| | **Total III** | 33 071 | 30 468 | 2 603 | 8.54 |
| DETTES (1) | **Dettes financières** | | | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| | Autres emprunts obligataires | | | | |
| | Emprunts auprès d'établissements de crédit | 524 189 | 529 789 | 5 600- | 1.06- |
| | Concours bancaires courants | 0 | | 0 | |
| | Emprunts et dettes financières diverses | | | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | | |
| | **Dettes d'exploitation** | | | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 140 800 | 125 333 | 15 467 | 12.34 |
| | Dettes fiscales et sociales | 176 609 | 175 290 | 1 319 | 0.75 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| | Autres dettes | 6 778 023 | 7 098 819 | 320 795- | 4.52- |
| Comptes de Régularisation | Produits constatés d'avance (1) | 69 582 | | 69 582 | |
| | **Total IV** | 7 689 204 | 7 929 231 | 240 027- | 3.03- |
| | Ecarts de conversion passif (V) | | | | |
| | **TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)** | 8 061 082 | 8 483 568 | 422 486- | 4.98- |
| | (1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | 7 187 897 | 5 236 540 | | |

# DETAIL BILAN PASSIF

| PASSIF | Exercice N 31/03/2016 3 | Exercice N-1 31/12/2015 12 | Ecart N / N-1 Euros | Ecart N / N-1 % |
|---|---|---|---|---|
| CAPITAL | 22 981 | 22 981 | | |
| 10130000 DOTATION INITIALE | 22 981 | 22 981 | | |
| REPORT A NOUVEAU | 288 727 | 292 621 | 3 894- | 1.33- |
| 11000000 REPORT A NOUVEAU (CRÉDITEUR) | 288 727 | 292 621 | 3 894- | 1.33- |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte) | 182 106- | 3 894- | 178 212- | NS |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 209 206 | 212 161 | 2 955- | 1.39- |
| 13130000 SUBVENTION REGION | 320 000 | 320 000 | | |
| 13170000 SUBV.EQUIP. - AUTRES ORGAN.PUB | 34 999 | 34 999 | | |
| 13913000 SUBV.EQUIP. -REGION | 131 424- | 128 760- | 2 664- | 2.07- |
| 13917000 SUBV.EQUIP. - AUTRES ORGAN.PUB | 14 369- | 14 078- | 291- | 2.07- |
| **Total I** | 338 807 | 523 869 | 185 062- | 35.33- |
| PROVISIONS POUR CHARGES | 33 071 | 30 468 | 2 603 | 8.54 |
| 15300000 AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES | 33 071 | 30 468 | 2 603 | 8.54 |
| **Total III** | 33 071 | 30 468 | 2 603 | 8.54 |
| EMPRUNTS AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 524 189 | 529 789 | 5 600- | 1.06- |
| 16420000 EMPRUNT CREDIT AGRICOLE 700K E | 524 189 | 529 789 | 5 600- | 1.06- |
| CONCOURS BANCAIRES COURANTS | 0 | | 0 | |
| 51280000 COMPTE BPM -GRD EMPRUNT | 0 | | 0 | |
| DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES | 140 800 | 125 333 | 15 467 | 12.34 |
| 40100000 FOURNISSEURS | 52 156 | 48 862 | 3 294 | 6.74 |
| 40800000 FOURNISSEURS FACTURES NON PARV | 88 644 | 76 471 | 12 173 | 15.92 |
| DETTES FISCALES ET SOCIALES | 176 609 | 175 290 | 1 319 | 0.75 |
| 42100000 PERSONNEL REMUNERATIONS DUES | 31 | | 31 | |
| 42300000 INDEMNITES DES ELUS | 23 044 | 19 463 | 3 582 | 18.40 |
| 42820000 PROVISION POUR CP | 67 671 | 48 901 | 18 770 | 38.38 |
| 43110000 URSSAF | 26 875 | 35 190 | 8 315- | 23.63- |
| 43120000 TRESOR (1% SOLIDARITE) | 367 | 640 | 273- | 42.67- |
| 43731000 AGRR (RETRAITE COMPLEMENTAIRE) | 9 773 | 28 320 | 18 547- | 65.49- |
| 43732000 RETRAITES COMPLEMENTAIRE | 2 217 | | 2 217 | |
| 43781000 IMPOTS TAXE/SALAIRES | 5 842 | 9 646 | 3 804- | 39.43- |
| 43820000 CHARGES SUR CONGES PAYES | 36 542 | 26 406 | 10 136 | 38.39 |
| 43870000 PRODUITS A RECEVOIR ORGAN. SOC | | 1 257 | 1 257- | 100.00- |
| 44400000 IMPOTS SUR LE BENEFICE | 107 | 107 | | |
| 44860000 IMPOTS - CHARGES A PAYER | 4 140 | 5 361 | 1 220- | 22.76- |
| AUTRES DETTES | 6 778 023 | 7 098 819 | 320 795- | 4.52- |
| 41920000 CLIENT CREDITEUR CESS.DAILLY | 1 308 467 | 1 308 467 | | |
| 46720000 CREDITEUR DIV. FEDER A REVERS. | 254 406 | 133 734 | 120 672 | 90.23 |
| 46782200 SUBV. GRD EMPRUNT-ACTION 1 | | 648 365 | 648 365- | 100.00- |
| 46782300 CMA 11 | 896 827 | 790 355 | 106 472 | 13.47 |
| 46782400 CMA 30 | 1 536 342 | 1 458 712 | 77 630 | 5.32 |
| 46782500 CMA 34 | 1 161 331 | 1 254 026 | 92 696- | 7.39- |
| 46782600 CMA 48 | 393 018 | 385 454 | 7 564 | 1.96 |
| 46782700 CMA 66 | 462 557 | 327 467 | 135 090 | 41.25 |
| 46860000 DIVERS - CHARGES A PAYER | 765 075 | 792 238 | 27 163- | 3.43- |

# DETAIL BILAN PASSIF

| PASSIF | Exercice N 31/03/2016 3 | Exercice N-1 31/12/2015 12 | Ecart N / N-1 Euros | Ecart N / N-1 % |
|---|---|---|---|---|
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 69 582 | | 69 582 | |
| 48700000 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 69 582 | | 69 582 | |
| Total IV | 7 689 204 | 7 929 231 | 240 027- | 3.03- |
| TOTAL GENERAL | 8 061 082 | 8 483 568 | 422 486- | 4.98- |

# ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/03/2016

## - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

### Etat des immobilisations

| | Valeur brute début d'exercice | Augmentations | |
|---|---|---|---|
| | | Réévaluations | Acquisitions |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL | 30 308 | | |
| Terrains | 84 725 | | |
| Constructions sur sol propre | 980 475 | | |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | 1 109 | | |
| Installations générales agencements aménagements divers | 58 992 | | |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | 153 196 | | |
| TOTAL | 1 278 497 | | |
| Autres participations | 3 366 | | |
| TOTAL | 3 366 | | |
| TOTAL GENERAL | 1 312 171 | | |

| | Diminutions | | Valeur brute en fin d'exercice | Réévaluation Valeur d'origine fin exercice |
|---|---|---|---|---|
| | Poste à Poste | Cessions | | |
| Autres immobilisations incorporelles TOTAL | | | 30 308 | 30 308 |
| Terrains | | | 84 725 | 84 725 |
| Constructions sur sol propre | | | 980 475 | 980 475 |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | | | 1 109 | 1 109 |
| Installations générales agencements aménagements divers | | | 58 992 | 58 992 |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | | | 153 196 | 153 196 |
| TOTAL | | | 1 278 497 | 1 278 497 |
| Autres participations | | | 3 366 | 3 366 |
| TOTAL | | | 3 366 | 3 366 |
| TOTAL GENERAL | | | 1 312 171 | 1 312 171 |

### Etat des amortissements

| Situations et mouvements de l'exercice | Montant début d'exercice | Dotations de l'exercice | Diminutions Reprises | Montant fin d'exercice |
|---|---|---|---|---|
| Autres immobilisations incorporelles TOTAL | 30 308 | | | 30 308 |
| Constructions sur sol propre | 394 519 | 8 162 | | 402 681 |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | 1 109 | | | 1 109 |
| Installations générales agencements aménagements divers | 43 813 | 1 016 | | 44 829 |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | 140 951 | 1 666 | 0 | 142 617 |
| TOTAL | 580 392 | 10 844 | 0 | 591 237 |
| TOTAL GENERAL | 610 700 | 10 844 | 0 | 621 545 |



SGAR Occitanie - R76-2018-09-25-004 - Arrêté fixant les modalités de transfert des biens mobiliers et immobiliers, des créances, des droits et obligations des chambres régionales de métiers et de l'artisanat de Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées à la chambre régionale de métiers et de l'artisanat Occitanie-Pyrénées-Méditerranée

# ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/03/2016

| Ventilation des dotations de l'exercice | Amortissements linéaires | Amortissements dégressifs | Amortissements exceptionnels | Amortissements dérogatoires | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Dotations | Reprises |
| Constructions sur sol propre | 8 162 | | | | |
| Instal.générales agenc.aménag.divers | 1 016 | | | | |
| Matériel de bureau informatique mobilier | 1 666 | | | | |
| TOTAL | 10 844 | | | | |
| TOTAL GENERAL | 10 844 | | | | |

## Etat des provisions

| Provisions pour risques et charges | Montant début d'exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Montants utilisés | Diminutions Montants non utilisés | Montant fin d'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| Pensions et obligations similaires | 30 468 | 2 603 | | | 33 071 |
| TOTAL | 30 468 | 2 603 | | | 33 071 |

| Provisions pour dépréciation | Montant début d'exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Montants utilisés | Diminutions Montants non utilisés | Montant fin d'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| Autres provisions pour dépréciation | 57 838 | | 646 | | 57 193 |
| TOTAL | 57 838 | | 646 | | 57 193 |
| TOTAL GENERAL | 88 306 | 2 603 | 646 | | 90 264 |
| **Dont dotations et reprises exceptionnelles** | | 2 603 | 646 | | |

## Etat des échéances des créances et des dettes

| Etat des créances | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|---|---|---|---|
| Autres créances clients | 167 702 | 167 702 | |
| Personnel et comptes rattachés | 1 250 | 1 250 | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 164 | 164 | |
| Débiteurs divers | 6 974 428 | 6 974 428 | |
| Charges constatées d'avance | 104 232 | 104 232 | |
| TOTAL | 7 247 776 | 7 247 776 | |

# ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/03/2016

| Etat des dettes | Montant brut | A 1 an au plus | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans |
|---|---|---|---|---|
| Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine | 0 | 0 | | |
| Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine | 524 189 | 22 882 | 99 710 | 401 597 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 140 800 | 140 800 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 90 746 | 90 746 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 81 616 | 81 616 | | |
| Impôts sur les bénéfices | 107 | 107 | | |
| Autres impôts taxes et assimilés | 4 140 | 4 140 | | |
| Autres dettes | 6 778 023 | 6 778 023 | | |
| Produits constatés d'avance | 69 582 | 69 582 | | |
| TOTAL | 7 689 204 | 7 187 897 | 99 710 | 401 597 |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 5 600 | | | |

Autres dettes :
Le poste des autres dettes intègre pour 1.308.467€ une mobilisation de créances en dailly adossée à une partie des subventions à recevoir.

## Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

## Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

## Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

| Catégorie | Mode | Durée |
|---|---|---|
| Constructions | Linéaire | 10 à 50 ans |
| Agencements et aménagements | Linéaire | 10 à 20 ans |
| Installations techniques | Linéaire | 5 à 10 ans |
| Matériels et outillages | Linéaire | 5 à 10 ans |
| Matériel informatique | Linéaire | 3 à 5 ans |
| Matériel de bureau | Linéaire | 5 à 10 ans |
| Mobilier | Linéaire | 5 à 10 ans |

## Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.
Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir

# ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/03/2016

compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.
Le poste "titres immobilisés" à l'actif financier de la Chambre Régionale comprend 22 titres SORIDEC pour un montant total de 3.366€.

## Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

## Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Produits à recevoir

| Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant |
|---|---|
| Créances clients et comptes rattachés | 74 091 |
| Autres créances | 6 966 185 |
| Total | 7 040 276 |

# ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/03/2016

## Détail des produits à recevoir

| | Montant |
|---|---|
| SUBVENTIONS A RECEVOIR | 6 961 924 |
| CLIENTS FACTURES A ETABLIR | 74 091 |
| FOURNISSEURS AVOIRS A RECEVOIR | 4 097 |
| ORG.SOCIAUX IJSS A RECEVOIR | 164 |
| Total | 7 040 276 |

## Charges à payer

| Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan | Montant |
|---|---|
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 88 644 |
| Dettes fiscales et sociales | 108 353 |
| Autres dettes | 765 075 |
| Total | 962 073 |

Le poste "autres dettes" comporte les soldes de la taxe (TFCM) ou des soldes de subventions à reverser aux Chambres Départementales, au titre des années 2010 et 2013 pour 765.075€.
Anciennement classées globalement au poste "4686-divers charges à payer", afin de se conformer aux préconisations du référentiel comptable, les dettes contractées envers les chambres départementales depuis 2014 ont été affectées dans les comptes "46782xxx" propres à chaque Chambre Départementale au 31/03/2016.

Le total des subventions à reverser aux Chambres Départementales s'élève à 5.215.150€ à répartir ainsi :
- 765.075€ classés dans les postes "4686" autres dettes pour les reversements antérieurs à 2014
- 5.758.542€ classés dans les postes "46782" CMAD pour les reverser au titre de 2014 à 2016 déduction faite de 1.308.467€ au titre d'acompte versé à la CMAD des Pyrénées-Orientales (pour 800 k€) et à la CMAD du Gard (pour 508 k€).

# ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/03/2016

## Détail des charges à payer

| | Montant |
|---|---|
| FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES | 88 644 |
| PERSONNEL CONGES A PAYER | 67 671 |
| ORGANISMES SOCIAUX CH.SOC/PROVISION CONGES A PAYER | 36 542 |
| ETAT CHARGES A PAYER | 4 140 |
| DIVERS / SUBVENTIONS A REVERSER AUX CHAMBRES DEPARTEMENTALES | 5 215 150 |
| Total | 5 412 147 |

## Charges et produits constatés d'avance

| Charges constatées d'avance | Montant |
|---|---|
| Charges d'exploitation | 104 232 |
| Total | 104 232 |
| **Produits constatés d'avance** | **Montant** |
| Produits d'exploitation | 69 582 |
| Total | 69 582 |

## - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

## Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

| Répartition par secteur d'activité | Montant |
|---|---|
| SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 1 219 348 |
| TAXES POUR FRAIS DE CRM | 2 396 820 |
| AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 88 262 |
| Total | 3 704 430 |

# ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/03/2016

## - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

### Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

#### Engagements donnés

| | |
|---|---|
| Engagements en matière de pensions | 33 071 |
| Total (1) | 33 071 |

#### Engagements reçus

### Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Une dotation complémentaire de 2.603€ a été enregistrée sur l'exercice, ce qui porte la provision à 33.071€ au 31/03/2016.

#### Indemnité de départ à la retraite

| Tranches d'âges | Engagement à | Montant |
|---|---|---|
| 59 ans | moins d'un an | 3 773 |
| 54 à 58 ans | 1 à 5 ans | 5 105 |
| 50 à 54 ans | 6 à 10 ans | 8 524 |
| 40 à 49 ans | 11 à 20 ans | 7 912 |
| 30 à 39 ans | 21 à 30 ans | 7 757 |
| moins de 30 ans | plus de 30 ans | |
| Engagement total | | 33 071 |

#### Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 62 ans
- profil de carrière à décroissance moyenne
- turn over faible
- taux d'inflation
- taux d'actualisation
- ratio de stabilité :

*jusqu'à 30 ans : 0.50*
*de 31 à 40 ans : 0.75*
*de 41 à 50 ans : 0.85*
*de 51 à 55 ans : 0.95*
*de 56 à 62 ans : 1.00*

| | Dirigeants | Autres | Provisions |
|---|---|---|---|
| Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour personnel en activité | | | 33 071 |

ossier : 002494
tenue en euros

CHAMBRE REGIONALE DES METIERS
65 Avenue Clément Ader
CS 60006
34173 CASTELNAU LE LEZ CEDEX

Révision au
Page : 1

# Etat des dotations B.I.C. - B.A. du 01/01/2016 au 31/03/2016

Compte : 20500000 CONCESSION LOGICIEL

| No Immo Libellé | Immobilisations Montant HT | Date | | Taux | Amortissements Antérieur | Exercice | Total | Valeur Résiduelle | Date Cession |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 00006 000 LINEAL LICENCES | 10 778.71 | 200302 | L | 33,33 | 10 778.71 | | 10 778.71 | | |
| 00007 000 LOGICIEL COLL.TAXE APPREN | 3 105.41 | 211103 | L | 33,33 | 3 105.41 | | 3 105.41 | | |
| 00008 000 LINEAL COMPLT FACT OCT 03 | 4 070.59 | 310504 | L | 33,33 | 4 070.59 | | 4 070.59 | | |
| 00012 000 MACAFEE LICENCES | 601.59 | 300305 | L | 33,33 | 601.59 | | 601.59 | | |
| 00014 000 GESTION LOGICIEL PROGRESS | 3 096.22 | 300305 | L | 33,33 | 3 096.22 | | 3 096.22 | | |
| 00015 000 logiciel INSIGHT | 1 309.23 | 211206 | L | 33,33 | 1 309.23 | | 1 309.23 | | |
| 00137 000 LICENCE MINDJET MINDMANAGER 8 WIN GOUV | 1 893.83 | 060809 | L | 33,33 | 1 893.83 | | 1 893.83 | | |
| 00140 000 licence microsoft office 2007 | 528.15 | 051109 | L | 33,33 | 528.15 | | 528.15 | | |
| 00166 000 ACE GLOBAL SERVICES LOGICIEL WINDOWS LICENCE EXCHANGE LOGICIEL CAL 2008 WIN LOGICIEL BACK UP LICENCE SYMANTEC | 1 659.09 | 190312 | L | 100,00 | 1 659.09 | | 1 659.09 | | |
| 00169 000 ARTICQUE CARTES & DONNEES PRO V 6.1 | 3 265.08 | 090413 | L | 100,00 | 3 265.08 | | 3 265.08 | | |
| Totaux compte : 20500000 | 30 307.90 | | | | 30 307.90 | | 30 307.90 | | |

Compte : 21100000 TERRAINS

| No Immo Libellé | Immobilisations Montant HT | Date | | Taux | Amortissements Antérieur | Exercice | Total | Valeur Résiduelle | Date Cession |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 00001 000 TERRAINS CASTELNAU 2000 | 84 724.64 | 061203 | N | 0,00 | | | | 84 724.64 | |
| Totaux compte : 21100000 | 84 724.64 | | | | | | | 84 724.64 | |

Compte : 21315000 ENSEMBLE IMMOBILIER ADMINISTRA

| No Immo Libellé | Immobilisations Montant HT | Date | | Taux | Amortissements Antérieur | Exercice | Total | Valeur Résiduelle | Date Cession |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 00001 000 SIEGE DE LA CRM CAST.2000 | 980 475.36 | 011203 | L | 3,33 | 394 518.78 | 8 162.46 | 402 681.24 | 577 794.12 | |
| Totaux compte : 21315000 | 980 475.36 | | | | 394 518.78 | 8 162.46 | 402 681.24 | 577 794.12 | |

Compte : 21500000 INSTAL.TECH.MATER.OUTIL.PEDAGO

| No Immo Libellé | Immobilisations Montant HT | Date | | Taux | Amortissements Antérieur | Exercice | Total | Valeur Résiduelle | Date Cession |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 00008 000 MAGNETO K7 | 76.84 | 180483 | L | 20,00 | 76.84 | | 76.84 | | |
| 00013 000 ECRAN DIAPO | 183.54 | 300687 | L | 20,00 | 183.54 | | 183.54 | | |
| 00016 000 TELEVISEUR CATAVE | 849.09 | 100492 | L | 20,00 | 849.09 | | 849.09 | | |
| Totaux compte : 21500000 | 1 109.47 | | | | 1 109.47 | | 1 109.47 | | |

# Etat des dotations B.I.C. - B.A. du 01/01/2016 au 31/03/2016

Compte : 21810000 INSTAL.GEN.AGENC.AMENAG. DIVER

| No Immo Libellé | Immobilisations Montant HT | Date | Taux | Amortissements Antérieur | Exercice | Total | Valeur Résiduelle | Date Cession |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 00009 000 LETTRES BRONZE | 1 489.02 | 131291 | L 16,67 | 1 489.02 | | 1 489.02 | | |
| 00025 000 CLOISON JJ | 1 571.95 | 160300 | L 10,00 | 1 571.95 | | 1 571.95 | | |
| 00027 000 RONEO ARMOIRE B.MATHIEU | 391.37 | 031001 | L 10,00 | 391.37 | | 391.37 | | |
| 00028 000 RTS APTEL INSTALL.TELEPH. | 7 163.44 | 301203 | L 10,00 | 7 163.44 | | 7 163.44 | | |
| 00029 000 STORES CLEMENT & FILS | 3 288.76 | 311203 | L 16,67 | 3 288.76 | | 3 288.76 | | |
| 00030 000 faux plaf.cablages acoust | 3 163.70 | 300604 | L 14,29 | 3 163.70 | | 3 163.70 | | |
| 00031 000 SPLIT REVERSIBLE SALLE IN | 1 794.13 | 030708 | L 12,50 | 1 680.78 | 56.07 | 1 736.85 | 57.28 | |
| 00032 000 BRISE SOLEIL LAME ALUMINI | 17 564.43 | 041108 | L 10,00 | 12 573.18 | 439.11 | 13 012.29 | 4 552.14 | |
| 00033 000 CHARPENTE DE HANGARD | 4 272.95 | 041108 | L 10,00 | 3 058.76 | 106.82 | 3 165.58 | 1 107.37 | |
| 00137 000 REMPLACEMENT COMPRESSEUR | 1 898.77 | 190309 | L 16,67 | 1 898.77 | | 1 898.77 | | |
| 00138 000 RANGE VELO GIGOGNE 6 PLACES | 1 254.00 | 310709 | L 6,67 | 536.92 | 20.91 | 557.83 | 696.17 | |
| 00142 000 bac douche, cabine, mitigeur, main d'oeuvre et déplacement | 1 852.60 | 230810 | L 10,00 | 992.17 | 46.32 | 1 038.49 | 814.11 | |
| 00143 000 AQUA THERMIC CHAUFFE EAU | 833.42 | 180310 | L 12,50 | 602.80 | 26.04 | 628.84 | 204.58 | |
| 00144 000 ATELIER ASD STORE REUNION SALLE | 1 124.24 | 280910 | L 6,67 | 394.32 | 18.75 | 413.07 | 711.17 | |
| 00149 000 STORES SALLE DE REUNION | 1 686.96 | 280910 | L 6,67 | 591.67 | 28.13 | 619.80 | 1 067.16 | |
| 00154 000 COMPRESSEUR DAIKIN | 2 535.52 | 310511 | L 14,29 | 1 661.68 | 90.58 | 1 752.26 | 783.26 | |
| 00156 000 PLAQUE DE VERRE LOGO CRMA | 3 396.64 | 240311 | L 10,00 | 1 619.99 | 84.92 | 1 704.91 | 1 691.73 | |
| 00158 000 CARTE ELECTRONIQUE & DISJONCTEUR CLIM | 885.04 | 060711 | L 12,50 | 496.30 | 27.66 | 523.96 | 361.08 | |
| 00170 000 ZONCA FERME PORTE GEZE TYPE TS 5000 + 2 ARRETS DE PORTE + CALAGE 2 VANTAUX | 1 548.43 | 190613 | L 10,00 | 392.26 | 38.71 | 430.97 | 1 117.46 | |
| 00180 000 TRVX ELECTRICITE JM PAPON (ENTREE + TOILETTES 1ER ETAGE+RDC) | 1 276.80 | 300114 | L 10,00 | 245.07 | 31.92 | 276.99 | 999.81 | |
| Totaux compte : 21810000 | 58 992.17 | | | 43 812.91 | 1 015.94 | 44 828.85 | 14 163.32 | |

Compte : 21831000 MATERIEL DE BUREAU

| No Immo Libellé | Immobilisations Montant HT | Date | Taux | Amortissements Antérieur | Exercice | Total | Valeur Résiduelle | Date Cession |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 00001 000 ARMOIRE HAUTE | 222.92 | 090779 | L 10,00 | 222.92 | | 222.92 | | |
| 00002 000 ARMOIRE MEUBLE BAS | 152.45 | 140480 | L 10,00 | 152.45 | | 152.45 | | |
| 00004 000 ARMOIRE BRM | 230.39 | 311080 | L 10,00 | 230.39 | | 230.39 | | |
| 00009 000 BUREAU 1/2 MINISTRE | 208.37 | 311080 | L 10,00 | 208.37 | | 208.37 | | |
| 00010 000 COMPTOIR BRM | 244.24 | 311080 | L 10,00 | 244.24 | | 244.24 | | |
| 00011 000 CHAISE EUROSIT | 120.53 | 311080 | L 10,00 | 120.53 | | 120.53 | | |
| 00014 000 ARMOIRE BASSE | 210.85 | 221280 | L 10,00 | 210.85 | | 210.85 | | |
| 00015 000 TABLEAU CONFERENCE | 79.71 | 221280 | L 10,00 | 79.71 | | 79.71 | | |
| 00016 000 BUREAU ORDO | 474.21 | 221280 | L 10,00 | 474.21 | | 474.21 | | |
| 00017 000 ELEMENT 3480 | 281.88 | 221280 | L 10,00 | 281.88 | | 281.88 | | |
| 00018 000 ELEMENT 3485 | 435.49 | 221280 | L 10,00 | 435.49 | | 435.49 | | |
| 00019 000 ELEMENT 3481 | 312.06 | 221280 | L 10,00 | 312.06 | | 312.06 | | |
| 00020 000 ARMOIRE | 312.38 | 221280 | L 10,00 | 312.38 | | 312.38 | | |
| 00021 000 FAUTEUIL 852 | 207.66 | 221280 | L 10,00 | 207.66 | | 207.66 | | |
| 00022 000 2 FAUTEUILS 850 | 295.27 | 221280 | L 10,00 | 295.27 | | 295.27 | | |

# Etat des dotations B.I.C. - B.A. du 01/01/2016 au 31/03/2016

Compte : 21831000 MATERIEL DE BUREAU

| No Immo Libellé | Immobilisations Montant HT | Date | Taux | Amortissements Antérieur | Exercice | Total | Valeur Résiduelle | Date Cession |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 00023 000 TABLE RONDE | 261.71 | 221280 | L 10,00 | 261.71 | | 261.71 | | |
| 00026 000 3 ARMOIRES BRM | 691.18 | 130281 | L 10,00 | 691.18 | | 691.18 | | |
| 00034 000 RAYONNAGES | 395.96 | 120783 | L 10,00 | 395.96 | | 395.96 | | |
| 00035 000 ARMOIRE FORTE | 1 007.80 | 290684 | L 10,00 | 1 007.80 | | 1 007.80 | | |
| 00041 000 2 ARMOIRES ET DOSSIERS | 899.86 | 161286 | L 15,00 | 899.86 | | 899.86 | | |
| 00042 000 ARMOIRE | 330.15 | 030887 | L 10,00 | 330.15 | | 330.15 | | |
| 00047 000 FAUTEUILS+CHAISES | 2 039.48 | 270391 | L 10,00 | 2 039.48 | | 2 039.48 | | |
| 00049 000 MOBILIER DIVERS | 11 571.49 | 291191 | L 10,00 | 11 571.49 | | 11 571.49 | | |
| 00050 000 MEUBLE BAS+TABLEAU CHEVAL | 1 301.34 | 080492 | L 15,00 | 1 301.34 | | 1 301.34 | | |
| 00053 000 ARMOIRE MONOBLOC | 441.25 | 210895 | L 15,00 | 441.25 | | 441.25 | | |
| 00054 000 POSTE DATA COMPACT | 948.68 | 130597 | L 20,00 | 948.68 | | 948.68 | | |
| 00056 000 ARMOIRES BUREAUX | 2 335.17 | 310398 | L 12,50 | 2 335.17 | | 2 335.17 | | |
| 00057 000 ARMOIRES | 1 812.91 | 310598 | L 12,50 | 1 812.91 | | 1 812.91 | | |
| 00058 000 ARMOIRES REUNION | 1 010.15 | 310598 | L 12,50 | 1 010.15 | | 1 010.15 | | |
| 00059 000 ARMOIRE JPB | 632.53 | 300698 | L 12,50 | 632.53 | | 632.53 | | |
| 00060 000 DESSUS ARMOIRE JPB | 249.38 | 300698 | L 12,50 | 249.38 | | 249.38 | | |
| 00061 000 MOBILIER BUREAUX FAF | 6 045.37 | 230998 | L 12,50 | 6 045.37 | | 6 045.37 | | |
| 00062 000 BUREAU COMPTABLE FAF | 636.59 | 310399 | L 10,00 | 636.59 | | 636.59 | | |
| 00063 000 ARMOIRE COMPTABLE FAF | 387.10 | 310399 | L 10,00 | 387.10 | | 387.10 | | |
| 00064 000 CHAISE COMPTABLE FAF | 247.65 | 310399 | L 10,00 | 247.65 | | 247.65 | | |
| 00065 000 ENSEMBLE BUREAU MJD YP | 3 656.72 | 240200 | L 10,00 | 3 656.72 | | 3 656.72 | | |
| 00066 000 2 REHAUSSES B GARDE | 374.71 | 240200 | L 10,00 | 374.71 | | 374.71 | | |
| 00067 000 2 ARMOIRES +REHAUSSES MJD | 1 136.39 | 240200 | L 10,00 | 1 136.39 | | 1 136.39 | | |
| 00068 000 2 CHAISES MJD YP | 607.51 | 240200 | L 10,00 | 607.51 | | 607.51 | | |
| 00069 000 CHAISE SPEPIN | 282.41 | 101100 | L 10,00 | 282.41 | | 282.41 | | |
| 00070 000 ARMOIRE PRIEURE | 384.17 | 111200 | L 10,00 | 384.17 | | 384.17 | | |
| 00071 000 CHAISE PRIEURE | 253.57 | 111200 | L 10,00 | 253.57 | | 253.57 | | |
| 00072 000 BUREAU PRIEURE | 810.41 | 111200 | L 10,00 | 810.41 | | 810.41 | | |
| 00073 000 MAGNETOSCOPE JVC HRJ 580 | 211.90 | 191101 | L 20,00 | 211.90 | | 211.90 | | |
| 00074 000 ARMOIRE PRIEURE | 498.87 | 220302 | L 12,50 | 498.87 | | 498.87 | | |
| 00075 000 REUNION 36 SAMOA CH.LUGE | 2 536.43 | 050104 | L 12,50 | 2 536.43 | | 2 536.43 | | |
| 00076 000 7 BUREAUX 3 ARMOIR 8 CHAI | 6 102.00 | 050104 | L 12,50 | 6 102.00 | | 6 102.00 | | |
| 00077 000 ACCEUIL TABLE ET CHAUFFEU | 663.42 | 050104 | L 12,50 | 663.42 | | 663.42 | | |
| 00078 000 BUREAU PRESIDENT&SECR.GEN | 2 308.53 | 050104 | L 12,50 | 2 308.53 | | 2 308.53 | | |
| 00079 000 TABLE FIXAP DE REUNION | 2 942.16 | 160104 | L 12,50 | 2 942.16 | | 2 942.16 | | |
| 00080 000 BURX RONG SANDR CANO SANZ | 2 718.80 | 180504 | L 12,50 | 2 718.80 | | 2 718.80 | | |
| 00081 000 2 CHAISE VULCAIN 1 FAUTEU | 1 130.00 | 200406 | L 12,50 | 1 130.00 | | 1 130.00 | | |
| 00135 000 LCD QUADRIA | 1 300.05 | 311208 | L 33,33 | 1 300.05 | | 1 300.05 | | |
| **Totaux compte : 21831000** | **64 952.21** | | | **64 952.21** | | **64 952.21** | | |

Compte : 21832000 MATERIEL INFORMATIQUE

| No Immo Libellé | Immobilisations Montant HT | Date | Taux | Amortissements Antérieur | Exercice | Total | Valeur Résiduelle | Date Cession |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 00016 000 COMP.BD CARTO IGN | 735.41 | 251096 | L 20,00 | 735.41 | | 735.41 | | |
| 00017 000 LICENCE BD CARTO IGN | 15 118.37 | 251096 | L 20,00 | 15 118.37 | | 15 118.37 | | |
| 00021 000 ARCVIEW 3.0 WINDOWS | 4 780.19 | 270197 | L 33,33 | 4 780.19 | | 4 780.19 | | |
| 00037 000 ATTENTE MUSICALE | 533.18 | 260499 | L 25,00 | 533.18 | | 533.18 | | |

Dossier : 002494
tenue en euros

CHAMBRE REGIONALE DES METIERS
65 Avenue Clément Ader
CS 60006
34173 CASTELNAU LE LEZ CEDEX

Révision au
Page : 4

# Etat des dotations B.I.C. - B.A. du 01/01/2016 au 31/03/2016

Compte : 21832000 MATERIEL INFORMATIQUE

| No Immo Libellé | Immobilisations Montant HT | Date | | Taux | Amortissements Antérieur | Exercice | Total | Valeur Résiduelle | Date Cession |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 00038 000 PROJECT MULTIMEDIA | 4 136.70 | 200100 | L | 20,00 | 4 136.70 | | 4 136.70 | | |
| 00042 000 WMASTER | 1 370.81 | 310100 | L | 33,33 | 1 370.81 | | 1 370.81 | | |
| 00048 000 APTEL INSTALL CARTE RESEA | 2 177.72 | 260302 | L | 20,00 | 2 177.72 | | 2 177.72 | | |
| 00054 000 POWER EDGE 700 SATA | 2 718.51 | 231004 | L | 33,33 | 2 718.51 | | 2 718.51 | | |
| 00056 000 LATITUDE D600 PENTIUM | 1 802.37 | 251004 | L | 33,33 | 1 802.37 | | 1 802.37 | | |
| 00058 000 DISQUE DUR SATA &FIREWALL | 880.85 | 301104 | L | 25,00 | 880.85 | | 880.85 | | |
| 00059 000 LATITUDE D400 PENTIUM | 1 710.28 | 250105 | L | 33,33 | 1 710.28 | | 1 710.28 | | |
| 00060 000 STATION ENS PRO INTEL | 673.35 | 110406 | L | 33,33 | 673.35 | | 673.35 | | |
| 00061 000 LATITUDE 120L CELERON 370 | 938.86 | 140506 | L | 33,33 | 938.86 | | 938.86 | | |
| 00062 000 ordinateur MS | 778.90 | 140206 | L | 33,33 | 778.90 | | 778.90 | | |
| 00063 000 OPTIPLEX AMD | 1 853.80 | 211206 | L | 33,33 | 1 853.80 | | 1 853.80 | | |
| 00064 000 LATITUDE AMD SEMPRON | 1 002.25 | 211206 | L | 33,33 | 1 002.25 | | 1 002.25 | | |
| 00065 000 SONY VPL PROJECTEUR LCD | 631.49 | 150208 | L | 33,33 | 631.49 | | 631.49 | | |
| 00066 000 POWERMATE ML470 & ECRAN | 739.85 | 280308 | L | 33,33 | 739.85 | | 739.85 | | |
| 00067 000 2 XPS M1330 CORE 2 DUO | 2 865.62 | 090708 | L | 33,33 | 2 865.62 | | 2 865.62 | | |
| 00068 000 2 XPS M1530 CORE 2 DUO | 2 260.44 | 190708 | L | 33,33 | 2 260.44 | | 2 260.44 | | |
| 00133 000 FIREWALL STATFUL | 1 107.61 | 300908 | L | 33,33 | 1 107.61 | | 1 107.61 | | |
| 00134 000 PORTABLE XPS M1530 | 1 055.64 | 041108 | L | 33,33 | 1 055.64 | | 1 055.64 | | |
| 00139 000 1 ORDINATEUR LATITUDE E4300 | 1 704.30 | 270709 | L | 33,33 | 1 704.30 | | 1 704.30 | | |
| 00140 000 APC SMART UPS RT 1000VA ONDULEUR | 670.96 | 071009 | L | 33,33 | 670.96 | | 670.96 | | |
| 00141 000 ORDINATEUR SD ORDISYS | 541.66 | 011009 | L | 33,33 | 541.66 | | 541.66 | | |
| 00145 000 QUADRIA VIDEOPROJECTEUR | 566.90 | 160210 | L | 33,33 | 566.90 | | 566.90 | | |
| 00146 000 ORDINATEUR DELL RR | 590.83 | 160210 | L | 33,33 | 590.83 | | 590.83 | | |
| 00148 000 SERVEUR DELL | 4 183.61 | 201010 | L | 20,00 | 4 183.61 | | 4 183.61 | | |
| 00152 000 PORTABLE LENOVO L510 T4500 | 1 301.48 | 190411 | L | 33,33 | 1 301.48 | | 1 301.48 | | |
| 00153 000 LENOVO M58 INTELM PENTIUM E5700+ MONITEUR | 777.20 | 290411 | L | 33,33 | 777.20 | | 777.20 | | |
| 00155 000 LENOVO THINKSTATION S20 INTEL XEON | 1 423.60 | 290611 | L | 33,33 | 1 423.60 | | 1 423.60 | | |
| 00161 000 DELL VOSTRO V 131 | 777.40 | 301211 | L | 33,33 | 777.40 | | 777.40 | | |
| 00162 000 2012.001 ACE GLOBAL SERVICES PORTABLE PROBOOK 2CE2292CL8 | 908.96 | 310712 | L | 33,33 | 908.96 | | 908.96 | | |
| 00163 000 2012.002 ACE GLOBAL SERVCES ECRAN LCD | 148.30 | 310712 | L | 33,33 | 148.30 | | 148.30 | | |
| 00164 000 2012.003 ACE GLOBAL SERVICES UC PRO 3500/MT/CORE13 2120/3.3 CZC2263WLG | 476.01 | 310712 | L | 33,33 | 476.01 | | 476.01 | | |
| 00165 000 ACE GLOBAL SERVICES SERVEUR PWEREDGE MEMOIRE 8GB SERVEUR NAS BAREBONE HDD MOBILE DRIVE HDD 500 GO MEMOIRE 2GO | 2 936.18 | 190312 | L | 33,33 | 2 936.18 | | 2 936.18 | | |
| 00167 000 2012.004 ACE GLOBAL SERVICES ECRAN LCDE TFT 20" | 125.58 | 311212 | L | 33,33 | 125.58 | | 125.58 | | |
| 00168 000 2012.005 ACE GLOBAL SERVICES PORTABLE PROBOOK 4540S 15.6 CARRE PACK 3 AN SITE | 745.42 | 311212 | L | 33,33 | 745.42 | | 745.42 | | |
| 00171 000 ACE GLOBAL SERVICESPORTABLE ZENBOOK COREI7 3537U/500GB HDD + 24GBSSD/4GB/13.3" ASUS | 1 144.57 | 220213 | L | 33,33 | 1 090.51 | 54.06 | 1 144.57 | | |

# Etat des dotations B.I.C. - B.A. du 01/01/2016 au 31/03/2016

Compte : 21832000 MATERIEL INFORMATIQUE

| No Immo Libellé | Immobilisations Montant HT | Date | Taux | Amortissements Antérieur | Exercice | Total | Valeur Résiduelle | Date Cession |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 00172 000 ITSI 3 PC LENOVO EDGE 72 TOWER - LENRCCJWFR CORE I5 3470 S 4GO 1TO + ecran acer led 22 PCS W 16/10 ACUMWV6EEA01 | 2 278.62 | 070613 | L 33,33 | 1 949.49 | 189.89 | 2 139.38 | 139.24 | |
| 00173 000 ITSI SYNOLOGY NAS DS 1513 - HUB 4 - LECTEUR DE CARTES USB3.0 | 1 314.63 | 200913 | L 33,33 | 999.36 | 109.55 | 1 108.91 | 205.72 | |
| 00174 000 MONGROSSISTE.COM DIVERS MATERIELS INFORMATIQUES | 712.67 | 281113 | L 33,33 | 496.90 | 59.39 | 556.29 | 156.38 | |
| 00175 000 ASUS PC 17"DESIGN X750LB - TY030H 17.3I3 | 780.00 | 020514 | L 33,33 | 432.61 | 65.00 | 497.61 | 282.39 | |
| 00176 000 ORDIN.PORTABLE HP 450 15.6 I7 MONGROSSISTE.COM | 837.41 | 010414 | L 33,33 | 488.49 | 69.78 | 558.27 | 279.14 | |
| 00177 000 ORDIN. PORTABLE HP 450 15.6' I7 MONGROSSISTE.COM | 837.41 | 010414 | L 33,33 | 488.49 | 69.78 | 558.27 | 279.14 | |
| 00178 000 ECRAN HKC 2412LED MONGROSSISTE.COM | 147.42 | 010414 | L 33,33 | 86.00 | 12.29 | 98.29 | 49.13 | |
| 00180 000 2015-003 ORDI HP PRODESK 405G2 | 602.40 | 220515 | L 33,33 | 122.15 | 50.20 | 172.35 | 430.05 | |
| 00181 000 2015-001 BEEBOX 3 To | 1 137.60 | 120515 | L 33,33 | 241.21 | 94.80 | 336.01 | 801.59 | |
| 00182 000 2015-002 ORDI HP PRODESK 405G2 | 602.40 | 220515 | L 33,33 | 122.15 | 50.20 | 172.35 | 430.05 | |
| 00183 000 2015-004 DISQUE DUR EXTERNE WD ELEMENTS | 154.80 | 220515 | L 33,33 | 31.39 | 12.90 | 44.29 | 110.51 | |
| 00185 000 2015-006 SERVEUR SYNOLOGY RACKSTATION | 531.60 | 220515 | L 33,33 | 107.80 | 44.30 | 152.10 | 379.50 | |
| 00186 000 2015-007 PC PORTABLE HP ELITEBOOK REVOLVE 810 | 1 882.80 | 220515 | L 33,33 | 381.79 | 156.90 | 538.69 | 1 344.11 | |
| 00187 000 2015-018 LOGICIEL DE SECURITE STROMSHIELD | 1 100.58 | 211015 | L 33,33 | 71.33 | 91.72 | 163.05 | 937.53 | |
| 00188 000 2015-018 FIREWALL BOITIER DE PROTECTION INTERNET NA SN300 STORMSHIELD | 1 003.80 | 211015 | L 33,33 | 65.06 | 83.65 | 148.71 | 855.09 | |
| 00189 000 2015-009 BORNES D'ACCES SANS FIL CISCO MERAKI | 519.46 | 030615 | L 33,33 | 100.04 | 43.29 | 143.33 | 376.13 | |
| 00190 000 2015-012 INJECTEURS DE PUISSANCE CISCO MERAKI | 123.47 | 030615 | L 33,33 | 23.78 | 10.29 | 34.07 | 89.40 | |
| 00192 000 2015-015 BORNE D ACCES CISCO MERAKI + LICENCE 3 ANS | 231.47 | 030615 | L 33,33 | 44.58 | 19.29 | 63.87 | 167.60 | |
| 00193 000 2015-005 DISQUE DUR EXTERNE WD ELEMENTS | 154.80 | 220515 | L 33,33 | 31.39 | 12.90 | 44.29 | 110.51 | |
| 00194 000 2015-008 PC PORTABLE HP ELITEBOOK REVOLVE 810 | 1 882.80 | 220515 | L 33,33 | 381.79 | 156.90 | 538.69 | 1 344.11 | |
| 00195 000 2015-006 DISQUE DUR INTERNE WD RED | 190.80 | 220515 | L 33,33 | 38.69 | 15.90 | 54.59 | 136.21 | |
| 00196 000 2015-006 DISQUE DUR INTERNE WD RED | 190.80 | 220515 | L 33,33 | 38.69 | 15.90 | 54.59 | 136.21 | |
| 00197 000 2015-006 DISQUE DUR INTERNE WD RED | 190.80 | 220515 | L 33,33 | 38.69 | 15.90 | 54.59 | 136.21 | |
| 00198 000 2015-006 DISQUE DUR INTERNE WD RED | 190.80 | 220515 | L 33,33 | 38.69 | 15.90 | 54.59 | 136.21 | |
| 00199 000 2015-010 BORNE D ACCES SANS FIL CISCO MERAKI | 519.47 | 030615 | L 33,33 | 100.05 | 43.29 | 143.34 | 376.13 | |

# Etat des dotations B.I.C. - B.A. du 01/01/2016 au 31/03/2016

Compte : 21832000 MATERIEL INFORMATIQUE

| No Immo Libellé | Immobilisations Montant HT | Date | | Taux | Amortissements Antérieur | Exercice | Total | Valeur Résiduelle | Date Cession |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 00200 000 2015-011 BORNE D ACCES SANS FIL CISCO MERAKI | 519.47 | 030615 | L | 33,33 | 100.05 | 43.29 | 143.34 | 376.13 | |
| 00201 000 2015-013 INJECTEUR DE PUISSANCE CISCO MERAKI | 123.46 | 030615 | L | 33,33 | 23.78 | 10.29 | 34.07 | 89.39 | |
| 00202 000 2015-014 INJECTEUR DE PUISSANCE CISCO MERAKI | 123.47 | 030615 | L | 33,33 | 23.78 | 10.29 | 34.07 | 89.40 | |
| 00203 000 2015-016 BORNE ACCES CISCO MERAKI + LICENCE 3 ANS | 231.47 | 030615 | L | 33,33 | 44.58 | 19.29 | 63.87 | 167.60 | |
| 00204 000 2015-017 EURO BORNE D ACCES CISCO MERAKI+LICENCE 3 ANS | 231.46 | 030615 | L | 33,33 | 44.58 | 19.29 | 63.87 | 167.59 | |
| Totaux compte : 21832000 | 88 243.30 | | | | 75 998.48 | 1 666.42 | 77 664.90 | 10 578.40 | |

Compte : 26600000 AUTRES FORMES DE PARTICIPATION

| No Immo Libellé | Immobilisations Montant HT | Date | | Taux | Amortissements Antérieur | Exercice | Total | Valeur Résiduelle | Date Cession |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 00151 000 TITRES DE PARTICIP SORIDEC | 3 366.00 | 011210 | N | 0,00 | | | | 3 366.00 | |
| Totaux compte : 26600000 | 3 366.00 | | | | | | | 3 366.00 | |

Récapitulatif général

| Valeur brute Immobilisation début exercice | Augmentations Réévaluation | Acquisition | Poste/Poste | Total | Diminutions Cession | Poste/Poste | Total | Valeur brute Immo. fin exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 312 171.05 | | | | | | | | 1 312 171.05 |

| Montants des Amortissements début exercice | Augmentations : dotations de l'exercice Linéaires | Dégressif | Exceptionnels | Total | Diminutions Amort. sortis de l'actif | Montant Amortissements fin exercice | Amortissements dérogatoires Dotations | Reprises |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 610 699.75 | 10 844.82 | | | 10 844.82 | | 621 544.57 | | |

Annexe 2

# BILAN - ACTIF

**au 31/03/2016**

Désignation de l'entreprise : Chambre Régionale de Métiers Midi-Pyrénées — Durée exercice N : 3 mois

Adresse de l'entreprise : 59 ter chemin Verdale - 31240 SAINT-JEAN — Durée exercice N-1 : 12 mois

Numéro Siret : 18310013000024

| | | | EXERCICE N - clos le 31-03-2016 | | | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Brut | Amortissement | Net | Net |
| Capital souscrit non appelé | | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | Immobilisations incorporelles | Frais d'établissement | | | | |
| | | Frais de recherche et de développement | | | | |
| | | Concessions, brevets et droits similaires | 227 315 | 102 239 | 125 076 | 143 863 |
| | | Fonds commercial | | | | |
| | | Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| | | Avances et acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| | Immobilisations corporelles | Terrains | | | | |
| | | Constructions | 577 060 | 453 597 | 123 463 | 129 464 |
| | | Installations techniques, matériel, outil. indus. | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Autres immobilisations corporelles | 391 948 | 228 226 | 163 722 | 166 928 |
| | | Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| | | Avances et acomptes | | | | |
| | Immobilisations financières | Participations évaluées selon équivalence | | | | |
| | | Autres participations | | | | |
| | | Créances rattachées à des participations | | | | |
| | | Autres titres immobilisés | | | | |
| | | Prêts | | | | |
| | | Autres immobilisations financières | | | | |
| **TOTAL I** | | | **1 196 323** | **784 062** | **412 261** | **440 255** |
| ACTIF CIRCULANT | Stocks | Matières premières et approvisionnements | | | | |
| | | En-cours de production de biens | | | | |
| | | En-cours de production de services | | | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | | Marchandises | | | | |
| | | Avances et acomptes versés sur commandes | 437 | | 437 | 0 |
| | Créances | Créances clients et comptes rattachés | 34 799 | 0 | 34 799 | 665 |
| | | Autres créances | 4 895 882 | 0 | 4 895 882 | 3 179 042 |
| | | Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| | Divers | Valeurs mobilières de placement | 155 187 | | 155 187 | 155 187 |
| | | Disponibilités | 1 379 816 | | 1 379 816 | 1 313 839 |
| Comptes de régularisation | | Charges constatées d'avance | 70 821 | | 70 821 | 44 845 |
| | | **TOTAL II** | **6 536 942** | **0** | **6 536 942** | **4 693 578** |
| | | Charges à répartir sur plusieurs exercices III | | | | |
| | | Primes de remboursement des obligations IV | | | 0 | |
| | | Ecart de conversion - Actif V | | | | |
| **TOTAL GENERAL (0 à V)** | | | **7 733 265** | **784 062** | **6 949 203** | **5 133 833** |

23/01/2017

Annexe 2

# BILAN - PASSIF

## au 31/03/2016

| Désignation de l'entreprise : Chambre Régionale de Métiers Midi-Pyrénées | | | 31/12/2015 |
|---|---|---|---|
| | | EXERCICE N - 3 MOIS | EXERCICE N-1 - 12 MOIS |
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel | 60 980 | 60 980 |
| | Prime d'émission, de fusion, d'apport,... | | |
| | Ecarts de réévaluation | | |
| | Réserve légale | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves réglementées | | |
| | Autres réserves | 813 724 | 564 305 |
| | Report à nouveau | | |
| | ***Résultat de l'exercice (Perte)*** | -15 701 | |
| | ***Résultat de l'exercice N-1 (Bénéfice)*** | | 249 419 |
| | Subvention d'investissement | 93 118 | 98 021 |
| | Provisions réglementées | | |
| | **TOTAL I** | **952 121** | **972 725** |
| Autres fonds propres | Produits des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| | **TOTAL II** | **0** | **0** |
| Provisions | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | 32 139 | 39 141 |
| | **TOTAL III** | **32 139** | **39 141** |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 132 668 | 0 |
| | Emprunts et dettes financières divers | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 98 249 | 129 928 |
| | Dettes fiscales et sociales | 114 315 | 139 474 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | 4 607 646 | 2 596 478 |
| Compte régul | Produits constatés d'avance | 1 012 065 | 1 256 087 |
| | **TOTAL IV** | **5 964 943** | **4 121 967** |
| | Ecarts de conversion - Passif IV | | |
| | **TOTAL GENERAL (I à V)** | **6 949 203** | **5 133 833** |
| Renvois (1) | Ecart de réévaluation incorporé au capital | | |
| | Réserve spéciale de réévaluation | | |
| (2) | Dont Ecart de réévalation libre | | |
| | Réserve de réévaluation | | |
| (3) | Dont réserve spéciale des plus-values à long terme | | |
| (4) | Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | | |
| (5) | Dont concours bancaires courants et solde créditeurs de banque et CCP | | |

23/01/2017

CHAMBRE REGIONALE DE METIERS MIDI-PYRENEES

59 ter, Chemin Verdale – 31240 SAINT-JEAN

ANNEXES 2.

# NOTES SUR LE BILAN (ACTIF)

## Actif immobilisé

### BR1T2016 - ANNEXE 7 - DETAIL DES IMMOBILISATIONS 1T2016

| Immobilisations Amortissables | | Valeur brute des Immo. Début de l'exercice | Acquisition des Immo. | Diminut° des Immo. | Valeur Brute des Immo. Fin de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| Frais d'établissement, de recherche et de développement | | | | | |
| **TOTAL 1** | | | | | |
| | | | | | |
| Autres Immobilisations Incorporelles | | 227 315,11 | | | 227 315,11 |
| **TOTAL 2** | | **227 315,11** | **0,00** | | **227 315,11** |
| Terrains | | | | | |
| Construction | sur sol propre | 524 090,74 | | | 524 090,74 |
| | sur sol autrui | | | | |
| | Install. Géné. Agencts et aménagts | 52 969,26 | | | 52 969,26 |
| Installations techniques, mat et outill industriels | | | | | |
| Autres immobilisations Corporelles | Install. Géné. Agencts et aménagts | 47 399,24 | | | 47 399,24 |
| | Matériel de Transport | 13 067,88 | | | 13 067,88 |
| | Matériel de bureau et inform, mobilier | 321 309,99 | 10 171,26 | | 331 481,25 |
| | Emballages récup et divers | | | | |
| **TOTAL 3** | | **958 837,11** | **10 171,26** | **0,00** | **969 008,37** |
| | | | | | |
| **TOTAL GENERAL 1+2+3** | | **1 186 152,22** | **10 171,26** | **0,00** | **1 196 323,48** |

**Amortissements et provisions d'actif**

## BR1T2016 - ANNEXE 8 - DETAIL DES AMORTISSEMENTS 1T2016

| Immobilisations Amortissables | | Montant des amortissements au début de l'exercice | Augmentat° - Dotations de l'exercice | Diminut° - Amort sur immob sorties | Montant des amortissements à la fin de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| Frais d'établissement, de recherche et de développement | | | | | |
| **TOTAL 1** | | | | | |
| | | | | | |
| Autres immobilisations Incorporelles | | 83 452,30 | 18 786,75 | | 102 239,05 |
| **TOTAL 2** | | **83 452,30** | **18 786,75** | | **102 239,05** |
| Terrains | | | | | |
| Construction | sur sol propre | 430 430,39 | 4 675,98 | | 435 106,37 |
| | sur sol autrui | | | | |
| | Install. Géné. Agencts et aménagts | 17 166,10 | 1 324,26 | | 18 490,36 |
| Installations techniques, mat et outill industriels | | | | | |
| Autres immobilisations Corporelles | Install. Géné. Agencts et aménagts | 51 001,50 | 984,69 | | 51 986,19 |
| | Matériel de Transport | 8 530,42 | 816,75 | | 9 347,17 |
| | Matériel de bureau et inform, mobilier | 155 316,64 | 11 575,87 | | 166 892,51 |
| | Emballages récup et divers | | | | |
| **TOTAL 3** | | **662 445,05** | **19 377,55** | **0,00** | **681 822,60** |
| | | | | | |
| **TOTAL GENERAL 1+2+3** | | **745 897,35** | **38 164,30** | **0,00** | **784 061,65** |

**Créances**

| Etat des créances | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|---|---|---|---|
| Créances clients | 34 799 | 34 799 | |
| Personnel et comptes rattachés | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| Débiteurs divers | 4 895 882 | 4 895 882 | |
| TOTAL | 4 930 681 | 4 930 681 | |

Les débiteurs divers sont constitués par les créances sur les subventions à encaisser et les comptes courants des Chambres départementales.

**Produits à recevoir**

| Etat des produits à recevoir | Montant |
|---|---|
| Subventions à recevoir | 4 812 131 |
| Clients factures à établir | |
| Fournisseurs avoirs à recevoir | 437 |
| Organismes sociaux produits à recevoir | 4 351 |

**Charges constatées d'avance**

| Charges constatées d'avance | Montant |
|---|---|
| Factures fournisseurs | 70 821 |

# NOTES SUR LE BILAN (PASSIF)

**Fonds propres**

Les capitaux propres s'élèvent à : 984 260 € et se décomposent en :

- Capital social pour : 60 980 €
- Autres réserves : 813 724 €
- Résultat de l'exercice : -15 701 €
- Subvention d'investissement : 93 118 €
- Provision pour charges : 32 139 €

La situation nette de la Chambre régionale s'établit à : 571 999 €

PROVISIONS

**Provision pour indemnité de départ à la retraite**

Le référentiel comptable prévoit :

"En ce qui concerne l'évaluation de ces provisions, il convient de comptabiliser une provision couvrant la totalité des engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite pour les agents des Ets du réseau.

Cette provision est calculée selon les dispositions de l'article37 du statut du personnel des CMA en matière d'indemnité de fin de carrière.

Le statut du personnel prévoit : « 30 points d'indice par année de présence limitée à 30 ans », soit 900 points

Au 31/03/2016 le montant de la provision s'établit à 32 138,73 €.

## Dettes

| Etat des dettes CONSOLIDÉ | Montant brut | A 1 an au plus | de 1 à 5 ans | A plus de 5 ans |
|---|---|---|---|---|
| Emprunts et dettes Ets de crédit | 132 668 | 132 668 | | 0 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 98 249 | 98 249 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 36 493 | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 61 452 | 61 452 | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 16 370 | 16 370 | | |
| Autres dettes | 4 607 645 | 4 607 645 | | |
| TOTAL | 4 952 877 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 0 | | | |

| Autres dettes | |
|---|---|
| Taxe pour frais de CMA | 1 372 488 |
| Opérations collectives | 202 966 |
| Créditeurs divers Chambres départementales | 139 864 |
| Subventions à reverser | 2 050 155 |
| Charges à payer | 842 173 |
| | 4 607 645 |

Chambre Régionale de Métiers Occitanie
59 Ter Chemin Verdale
31240 SAINT JEAN

Annexe 3

VALEUR GLOBALE DES BIENS IMMOBILIERS AU 31-03-2016

| Immobilisations Amortissables | | Valeur Brute des Immo. à la fin de l'exercice | | | Montant des amortissements à la fin de l'exercice | | | Valeur résiduelle | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | CRMA MP | CRMA LR | **TOTAL** | CRMA MP | CRMA LR | **TOTAL** | CRMA MP | CRMA LR | **TOTAL** |
| *Désignation cadastrale* | | *section AW 22* | *section AT 75* | | | | | | | |
| Terrains | | | 84 724,65 | **84 724,65** | | | | | 84 724,65 | **84 724,65** |
| Construction | sur sol propre | 524 090,74 | 980 475,36 | **1 504 566,10** | 435 106,37 | 402 681,24 | **837 787,61** | 88 984,37 | 577 794,12 | **666 778,49** |
| | sur sol autrui | | | | | | | | | |
| | install. Géné. Agencts et aménagts | 52 969,26 | | **52 969,26** | 18 490,36 | | **18 490,36** | 34 478,90 | 0,00 | **34 478,90** |
| | | | | | | | | | | |
| **TOTAL** | | **577 060,00** | **1 065 200,01** | **1 642 260,01** | **453 596,73** | **402 681,24** | **856 277,97** | **123 463,27** | **662 518,77** | **785 982,04** |

SGAR Occitanie - R76-2018-09-25-004 - Arrêté fixant les modalités de transfert des biens mobiliers et immobiliers, des créances, des droits et obligations des chambres régionales de métiers et de l'artisanat de Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées à la chambre régionale de métiers et de l'artisanat Occitanie-Pyrénées-Méditerranée

**Chambre Régionale de Métiers Occitanie**
59 Ter Chemin Verdale
31240 SAINT JEAN

Annexe 4

VALEUR GLOBALE DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES AU 31-03-2016

| Immobilisations Amortissables | | Valeur Brute des Immo. à la fin de l'exercice | | | Montant des amortissements à la fin de l'exercice | | | Valeur résiduelle | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | CRMA MP | CRMA LR | **TOTAL** | CRMA MP | CRMA LR | **TOTAL** | CRMA MP | CRMA LR | **TOTAL** |
| Autres immobilisations Incorporelles | | 227 315,11 | 30 307,90 | 257 623,01 | 102 239,05 | 30 307,90 | 132 546,95 | 125 076,06 | 0,00 | 125 076,06 |
| **TOTAL 1** | | **227 315,11** | **30 307,90** | **257 623,01** | **102 239,05** | **30 307,90** | **132 546,95** | **125 076,06** | **0,00** | **125 076,06** |
| | | | | | | | | | | |
| Terrains | | | 84 724,64 | 84 724,64 | | | | | 84 724,64 | 84 724,64 |
| Construction | sur sol propre | 524 090,74 | 980 475,36 | 1 504 566,10 | 435 106,37 | 402 681,24 | 837 787,61 | 88 984,37 | 577 794,12 | 666 778,49 |
| | sur sol autrui | | | | | | | | | |
| | Install. Géné. Agencts et aménagts | 52 969,26 | | 52 969,26 | 18 490,36 | | 18 490,36 | 34 478,90 | | 34 478,90 |
| Installations techniques, mat et outill industriels | | | 1 109,47 | 1 109,47 | | 1 109,47 | 1 109,47 | | 0,00 | 0,00 |
| Autres immobilisations Corporelles | | 391 948,37 | 212 187,68 | 604 136,05 | 228 225,87 | 187 445,96 | 415 671,83 | 163 722,50 | 24 741,72 | 188 464,22 |
| **TOTAL 2** | | **969 008,37** | **1 278 497,15** | **2 247 505,52** | **681 822,60** | **591 236,67** | **1 273 059,27** | **287 185,77** | **687 260,48** | **974 446,25** |
| | | | | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL 1+2** | | **1 196 323,48** | **1 308 805,05** | **2 505 128,53** | **784 061,65** | **621 544,57** | **1 405 606,22** | **412 261,83** | **687 260,48** | **1 099 522,31** |

SGAR Occitanie - R76-2018-09-25-004 - Arrêté fixant les modalités de transfert des biens mobiliers et immobiliers, des créances, des droits et obligations des chambres régionales de métiers et de l'artisanat de Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées à la chambre régionale de métiers et de l'artisanat Occitanie-Pyrénées-Méditerranée

CHAMBRE REGIONALE DE METIERS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON
65, AVENUE CLEMENT ADER CS 60006
34173 CASTELNAU LE LEZ CEDEX

Annee 5

## ETAT DES FRAIS DE PERSONNEL
**au 31 mars 2016**

| NOM DES AGENTS | DATE DE NAISSANCE | DATE DE RECRUTEMENT | REGIME D'EMPLOI | EMPLOIS | CATEGORIE D'EMPLOIS | Coefficient | | Traitement Brut |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | De base | Indice Diff. | |
| ALARCON | 19/09/1984 | 06/10/208 | STATUTAIRE | RESPONSABLE D'UN SERVICE | CADRE | 459 | | 7 174 |
| BERNARD | 24/09/1978 | 16/09/2002 | STATUTAIRE | AIDE-COMPTABLE | TECHNICIEN | 374 | | 5 760 |
| BRUNET | 20/01/1970 | 17/01/2005 | STATUTAIRE | SECRETAIRE GENERAL | CADRE S | 1260 | | 20 408 |
| DAUNIS | 25/11/1983 | 01/11/2007 | CDI | CHARGEE DE COMMUNICATION | MAITRISE | 455 | | 6 965 |
| DUVAL | 30/01/1981 | 18/10/2004 | STATUTAIRE | CHARGE D'ETUDE | CADRE | 488 | 20 | 6 415 |
| FORLI | 21/09/1964 | 01/09/2015 | CONTRACTUEL | ASSISTANTE ADMINISTRATIVE | EMPLOYE | 297 | | 4 642 |
| PAPASTRATIS | 21/07/1971 | 15/02/1999 | STATUTAIRE | RESPONSABLE D'UN SERVICE | CADRE | 580 | | 9 065 |
| PEPIN | 20/11/1977 | 18/09/2000 | STATUTAIRE | CONTROLEUR DE GESTION | MAITRISE | 430 | | 6 627 |
| RAMBIER | 01/10/1969 | 25/05/1999 | STATUTAIRE | ATTACHEE TECHNIQUE | MAITRISE | 430 | | 6 721 |
| RICART | 01/01/1957 | 03/05/1999 | STATUTAIRE | SECRETAIRE | TECHNICIEN | 424 | | 6 628 |
| RONGIER | 30/06/1957 | 01/07/1993 | STATUTAIRE | CHARGE DE MISSION | CADRE S | 876 | | 13 692 |
| SCHMITT | 02/11/1964 | 01/08/1991 | STATUTAIRE | CHARGE DE MISSION | CADRE S | 876 | | 13 692 |
| TESTI | 01/02/1965 | 01/09/1998 | STATUTAIRE | ATTACHE TECHNIQUE | MAITRISE | 480 | | 1 670 |
| LINARES | 13/11/1993 | 19/10/2015 | STAGIAIRE | | | | | 756 |
| VERGNES | 02/09/1964 | 01/01/2016 | STATUTAIRE | CHARGEE DE COMMUNICATION | CADRE | 553 | | 8 643 |
| MOUTON | 01/01/1954 | 01/01/2016 | STATUTAIRE | CHARGEE DE COMMUNICATION | CADRE | 832 | | 13 004 |
| ECUVILLON | 01/02/1986 | 01/01/2016 | CONTRACTUEL | ATTACHE ADMINISTRATIF | MAITRISE | 330 | | 5 158 |
| COLMENERO | 14/02/1975 | 01/01/2016 | STATUTAIRE | CHARGEE DE COMMUNICATION | CADRE | 612 | | 9 566 |
| GYURU | 23/01/1987 | 01/01/2016 | CONTRACTUEL | DEVELOPPEUR | MAITRISE | 380 | | 5 939 |
| MOURAGUES | 06/12/1964 | 01/01/2016 | CONTRACTUEL | DEVELOPPEUR | CADRE | 429 | | 6 035 |
| PERNELLE | 18/02/1987 | 01/01/2016 | CONTRACTUEL | DEVELOPPEUR | MAITRISE | 360 | | 5 572 |
| PAGES | 03/01/1984 | 13/03/2016 | CONTRACTUEL | DEVELOPPEUR | MAITRISE | 370 | | 1 139 |

CHAMBRE REGIONALE DE METIERS DE MIDI-PYRENEES
59 TER CHEMIN VERDALE
31240 ST JEAN

Annexe 6

## ETAT DES FRAIS DE PERSONNEL

EXERCICE : 1T2016

| NOM DES AGENTS | DATE DE NAISSANCE | DATE DE RECRUTE- | REGIME D'EMPLOI | EMPLOIS | CATEGORIE D'EMPLOIS | COEFFICIENT | | | | TRAITEMENT BRUT |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | De base | % ancien. | P.N.H. | Réel | |
| CRETON Graziella | 25/03/1969 | 16/09/96 | Statutaire | Personnel Administratif | Technicien | 400 | | | 400 | 6 877 |
| BERLENGA Jocelyne | 30/11/1964 | 29/09/06 | Statutaire | Contrôleur de gestion | Cadre | 512 | | | 512 | 8 268 |
| CENTOMO Laurence | 08/02/1969 | 01/01/11 | Statutaire | Assistante en Formalités | Maitrise | 380 | | | 228 | 3 564 |
| COURALET Florence | 17/07/1964 | 11/10/98 | Statutaire | Attachée Formation | Maitrise | 449 | | | 449 | 7 018 |
| DAVID Chantal | 07/10/1961 | 25/10/93 | Statutaire | Assistante de Direction | Cadre | 563 | | | 563 | 8 800 |
| DEPOND Céline | 07/04/1972 | 02/04/07 | Statutaire | Chargée développt Eco | Cadre | 489 | | | 440 | 7 779 |
| HERNU Henri | 10/01/1951 | 03/04/80 | Statutaire | Chargé développt Eco | Cadre | 780 | | | 780 | 29 070 |
| LAPORTE Thibault | 15/08/1977 | 01/04/14 | Statutaire | Directeur Régional Formation | Cadre | 660 | | | 660 | 10 316 |
| NOUVET MARIE Karine | 25/01/1970 | 01/09/93 | Statutaire | Chargée mission relat° Internat | Cadre | 584 | | | 584 | 9 284 |
| RECOLE Hélène | 29/01/1974 | 23/02/05 | Statutaire | Assistante en Formalités | Maitrise | 418 | | | 335 | 3 140 |
| GEOFFRIAULT Brigitte | 25/01/1961 | 30/03/15 | Statutaire | Secrétaire Générale | Secrétaire Générale | 1188 | | | 1188 | 18 568 |
| ROUAIX Carole | 07/07/1969 | 12/05/14 | CDD | Assistante en Formalités | Technicien | 330 | | | 264 | 4 443 |
| TROUILLET Pascal | 21/03/1964 | 01/10/13 | Statutaire | Administrateur Réseau | Cadre | 632 | | | 632 | 10 191 |